

**2020**  
**75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**  
**DE LA VICTOIRE**  
**SUR LE NAZISME**

# LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
 FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
 N° 1348-1349-1350-Janvier-Février-Mars 2020

## L'ACHEVEMENT DE LA LIBERATION DE L'ALSACE-MOSELLE



Site des opérations Nordwind et Undertone



Char allemand «Panther de «Nordwind» (déc. 1944)



Entrée des troupes françaises à Colmar



La Poche de Colmar

Début 1945, la France a affirmé sa place au sein de la coalition antihitlérienne, le GPRF a été officiellement reconnu le 23 octobre 1944 par les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne, Georges Bidault et Viatcheslav Molotov ont signé le 10 décembre 1944, en présence de de Gaulle et de Staline, un «*Traité d'alliance et d'assistance mutuelle*».

Amalgamant environ 137 000 FFI avec l'Armée B débarquée en Provence, la 1<sup>re</sup> Armée française reconstituée s'est insérée dans l'offensive alliée à l'assaut du Reich, et a participé la libération de la plus grande partie de l'Est de la France; elle a libéré Mulhouse le 21 novembre, Saveme le 22, Belfort le 25... En Lorraine, la 2<sup>e</sup> DB est entrée dans Strasbourg le 23 novembre 1944.

Outre les «*Poches de l'Atlantique*» (voir dans ce numéro le dossier leur étant consacré), et des enclaves germano-fascistes italiennes sur la frontière alpine, ne restent en ce début 1945 de France occupée que la frange nord de l'Alsace et de la Moselle, ainsi qu'au centre du département du Haut-Rhin, sur la rive gauche du Rhin, la vaste «*Poche de Colmar*».

Le 16 décembre, la Wehrmacht a lancé une contre-offensive dans les Ardennes belges avec l'ambition d'atteindre Anvers. Le 30 janvier 1945, sera acté son échec, malgré une diversion en Alsace...

### L'«OPÉRATION NORDWIND»

Le 31 décembre à 23h30, la Wehrmacht, tenue en échec dans les Ardennes, va en effet lancer sa dernière offensive à l'Ouest, en Alsace, avec l'ambition de reconquérir Strasbourg; c'est l'«*Opération Nordwind*» («*Vent du Nord*») La 19<sup>e</sup> Armée allemande s'oppose à VII<sup>e</sup> armée US du général Patch, à laquelle est rattachée la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc, et, au sud de Strasbourg, à la 1<sup>re</sup> Armée française de de Lattre, dont la 1<sup>re</sup> DFL tient le front de Plobsheim à Sélestat.

Après des succès initiaux des Allemands qui reconquirent le 2 janvier Wissembourg, et le 15 janvier sont aux portes de Haguenau, l'état-major américain envisage l'évacuation de Strasbourg; ce à quoi s'oppose violemment de Gaulle. Le front se stabilise.

Et, le 25 janvier, alors qu'arrive sur le front alsacien des renforts américains, Hitler, qui a besoin de troupes expérimentées pour faire face à l'offensive soviétique à l'Est, les prélève à l'Ouest, et met fin à «*Nordwind*».

### LA POCHE DE COLMAR

S'étalant sur 65 km du Nord au Sud le long du Rhin avec une largeur d'une cinquantaine de km entre le Rhin et le massif des Vosges, la «*Poche de Colmar*» est défendue par sept divisions d'infanterie, une division de montagne et une brigade d'infanterie – au total 72 000 hommes – formant la «*19<sup>e</sup> Armée*» allemande, commandée par le General der Infanterie Siegfried Rasp.

La «*Poche*» se forme en Alsace centrale, après la libération, au sud du Haut-Rhin, de Mulhouse le 21 novembre par la 1<sup>re</sup> Armée française, qui atteint le Rhin au large de Bâle, et après celle, au nord de l'Alsace, de Strasbourg le 23 novembre, la 2<sup>e</sup> DB ayant percé le Front dans les Vosges.

Pendant le développement de l'Offensive «*Nordwind*» de la Wehrmacht, des troupes allemandes de la Poche de Colmar (198<sup>e</sup> D.I. et 106<sup>e</sup> Panzer) attaqueront au nord du 7 au 13 janvier 1945 à Rhinau, en direction de Strasbourg, mais seront stoppées par la 1<sup>re</sup> DFL.

Cela conduisit Eisenhower à demander au 6<sup>e</sup> Groupe d'armées allié de réduire la Poche de Colmar. L'offensive sera menée entre le 20 janvier 1945 et le 8 février par des forces françaises – 1<sup>re</sup> Armée (1<sup>er</sup> corps d'armée du général Béthouart, 2<sup>e</sup> C.A. du général de Monsabert) et 2<sup>e</sup> DB – appuyées par des forces américaines: 3<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup> D.I. et 12<sup>e</sup> DB. Au total, 420 000 hommes.

Colmar sera libérée le 2 février, Guebwiller et Neuf-Brisach le 4... Les combats, qui s'achevèrent le 9 février par le dynamitage à 8 heures du matin du pont de Chalamp sur le Rhin, après la retraite par ce pont des dernières forces allemandes d'Alsace vers la rive badoise du Rhin, furent violents, faisant 13 390 morts parmi les forces françaises et 8 000 parmi les forces américaines, entre 22 000 à 38 500 parmi les forces allemandes.

Restera à libérer l'extrême-nord de l'Alsace, ainsi que de la Moselle.

### L'«OPÉRATION UNDERTONE»

La décision de passer à l'offensive contre les forces allemandes – 7 divisions arc-boutées sur les défenses de la Ligne Siegfried (West Wall) – dans le triangle Sarre-Palatinate Rhénan – formé au Sud par le front du Nord mosellan et alsacien, à l'Ouest par la Moselle et à l'Est/Nord-Est par le Rhin – fut prise par Eisenhower le 13 février 1945. Ce sera l'«*Opération Undertone*».

Entre Merzig et Sarrelouis (Saarlautern) à l'Ouest, et Haguenau à l'Est, l'offensive terrestre – précédée la veille par des bombardements alliés – débute le 15 mars et va être menée par la VII<sup>e</sup> Armée U.S. (ayant deux jours auparavant libéré Forbach). Elle articulera son action sur son aile gauche avec celle de la III<sup>e</sup> Armée U.S.

Bitche, qui avait été en décembre au centre de durs combats en liaison avec l'offensive allemande des Ardennes, libérée, reprise par les Allemands lors de l'«*opération Nordwind*», va être libérée le 16 mars, Wissembourg le sera le 19.

C'est la 1<sup>re</sup> armée française (3<sup>e</sup> D.I.A.) qui, ce même 19 mars, placée à l'aide droite des forces alliées de l'«*Opération Undertone*», va mener l'offensive libérant Lauterbourg, ville alsacienne frontière au nord-est du Bas-Rhin.

Les forces alliées, américaines et françaises, ayant enfoncé les défenses de la ligne Siegfried, vont poursuivre leur offensive sur le territoire de la Sarre et du Palatinat. La Wehrmacht en retraite, ayant perdu 113 000 tués, blessés et prisonniers, se repliera le 24 mars sur la rive droite du Rhin.

Le passage du Rhin le 7 mars par les Américains, plus en aval à Remagen, celui qu'effectuera, dans la nuit du 30 au 31 mars et la journée du 31, à Gemersheim, la 1<sup>re</sup> Armée française (dont le 15-1), ouvriront la voie de la conquête du Centre et du Sud du Reich.

### DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Mémoire de l'Affiche rouge
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Premiers Résistants  
Gaullistes
- P. 6-7 : La Conférence de  
Brazzaville
- P. 8 : Le message de De Gaulle
- P. 9 à 19 : le Dossier : Les  
Poches de l'Atlantique
- P. 20-21 : Le programme du CNR
- P. 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Livres



## HOMMAGE AUX HEROS DE L’AFFICHE ROUGE

Le dimanche 23 février dernier, plus d'une centaine de personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyre a été rendu célèbre par l’Affiche rouge ainsi que par Aragon.

La cérémonie, organisée par l’ANACR avec l’aide de la mairie d’Ivry, était placée sous la présidence d’honneur de Mme Geneviève DARRIEUSSECO, Secrétaire d’Etat auprès de la ministre de la Défense, chargée des Anciens Combattants et de la Mémoire, et la présidence effective de Mme Anne-Marie MONTAUDON, vice-présidente de l’ANACR.

On remarquait notamment de M. Olivier BEAUBILLARD, maire-adjoint d’Ivry représentant M. le maire Philippe BOUYSSOU, de Monsieur Pascal SAVOLDELLI, conseiller départemental et Sénateur, du colonel Constantin PARASCHIVU, attaché de défense de l’Ambassade de Roumanie, du colonel Meher MANOUCHARIAN, représentant l’Ambassade d’Arménie, de M. Andrzej SZYDLO, Consul de Pologne, de M. Robert CREANGE, Vice-Président de l’Union Française des Associations de Combattants, représentant le Président LEPINE, de M. André RAKOTO, Directeur du Service départemental de Paris de l’ONAC, de M. Georges DUFAU-EPSTEIN, Président de l’Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, de M. Jean ROL-TANGUY, Président du Comité Parisien de la Libération.

La Direction nationale de l’ANACR était représentée par Anne-Marie MONTAUDON, vice-Présidente, Jacques VARIN, Secrétaire général, Pierre CHEVALIER, membre du Bureau National, Christiane TARDIF, Trésorière nationale adjointe, celle du Comité de Paris par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national, celles du Comité de Seine-Saint-Denis et de Libération Nationale PTT respectivement par Louis SEGRESTAN et Colette PALLARES, membres du Conseil national.

Ouvrant la cérémonie, Anne-Marie MONTAUDON rappela qu’elle prit naissance dès février 1945, «L’ANACR, qui a rassemblé depuis sa création des Résistants de toutes origines, de tous mouvements, de tous courants de pensée et formes de lutte de la Résistance, se devait de faire en sorte que ne soit pas oublié le sacrifice de ceux qui, depuis 76 ans, sont devenus sur le sol de France le symbole du combat fraternel et solidaire mené par les peuples contre le fascisme.

«Un combat fraternel et solidaire dont l’écho prend tout son sens en ces temps où le peuple français, notre pays, d’autres peuples, d’autres pays connaissent à nouveau les crimes de masse commis au nom d’idéologies totalitaires, barbares.

«20 de ces 23 Résistants regroupés il y a 77 ans par les nazis dans un soi-disant procès, qui reste l’un des plus iniques et cyniques que l’on ait connus, rassemblés par eux devant les fusils du peloton d’exécution et le couperet du bourreau, étaient des étrangers, de six nationalités différentes, immigrés dans notre pays...».

Cette intervention fut suivie de l’Appel des «Morts pour la France», lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Après la sonnerie «Aux morts» et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian pour la municipalité d’Ivry par M. Olivier BEAUBILLARD, pour les Conseillers départementaux du Val-de-Marne par M. SAVOLDELLI, ainsi que par le colonel PARASCHIVU pour l’Ambassade de Roumanie, par M. le Consul de Pologne SZYDLO, par le Comité de Jumelage de Bagneux, par la section d’Ivry du PCF, par l’ANACRAF, par l’UC-

FAF, par Mémoire des Arméniens-MAFP, par la Fédération des Combattants et Résistants Franco-Arméniens, par l’Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, et, pour l’ANACR, par Anne-Marie MONTAUDON et Pierre CHEVALIER.

Jacques VARIN, après avoir rappelé les relations anciennes entre le Portugal et la France, qui soutint sa lutte pour l’indépendance, retraça l’arrivée dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle de travailleurs bulgares, qui seront plus nombreux après la Première Guerre mondiale, notamment dans les industries du textile et de la chaussure et qui, pour nombre d’entre eux, participèrent en France au sein de la M.O.I. au mouvement ouvrier et antifasciste, partirent aux Brigades internationales en Espagne avant de prendre part à la Résistance contre l’occupant de notre pays et ses valets.

Furent notamment évoquées les figures du consul portugais à Bordeaux, Aristide de Souza Mendès, sanctionné par Salazar pour aide à des personnes menacées par l’arrivée des nazis en France, de Boris Milev, entré en janvier 1943 dans le triangle de direction des FTP-MOI de la Région parisienne, incluant des Bulgares dans son 4<sup>e</sup> détachement, d’Ivan Tenev, de Jordan Ovcharoff, d’Emidio Guerreiro, de José dos Santos, de Manoel de Azedo, de Manuel Freire, de Santos Ferreira, d’Antonio Baltazar...

Pierre CHEVALIER rappela qu’être fidèles au souvenir des 23 que nous honorons ici, ainsi qu’à celui de tous leurs camarades qui tombèrent sous les coups des nazis et de leurs complices pétainistes, c’est, comme nous le faisons chaque année, rendre hommage à leur combat, mais c’est aussi et surtout le poursuivre aujourd’hui et demain, contre les résurgences du fascisme.

«C’est s’opposer à l’oppression nationale dont sont victimes tant de peuples, aux guerres d’agression, aux attaques terroristes contre les populations civiles, qu’elles soient le fait de groupes clandestins ou de bombardements menés par les forces armées régulières d’Etats constitués.

«C’est combattre la résurgence des thèses néo-fascistes et néo-nazies. C’est aussi être vigilant contre tous les discours cherchant à faire des immigrés les boucs-émissaires responsables de tous les maux de notre société – chômage, insécurité, délinquance – et qui, ainsi, font le lit de la xénophobie et du racisme, dont sont victimes dans notre pays tant d’originaires d’Afrique, du Proche-Orient, d’Asie et même d’Europe orientale, parce qu’ils sont arabes, noirs, indo-pakistanaï, Roms ou d’autres origines...

«Ainsi, dans toute l’Europe mais aussi dans notre pays, l’on assiste à une inquiétante montée électorale de l’extrême-droite, et peut-être pire, une progression de l’audience de ses idées notamment xénophobes, qui diffusent au-delà de ses rangs, jusque dans ceux de formations politiques se situant dans la droite traditionnelle, voire même au-delà.

«Plusieurs faits graves qui se sont succédés ces dernières années, jusqu’à ces derniers jours, témoignent aussi de la résurgence et du développement en France d’une des formes du racisme qui a causé la mort de millions d’hommes de femmes et d’enfants assassinés par les nazis et leurs complices: l’antisémitisme. A l’égard duquel on ne peut avoir la moindre complaisance.

«C’est pourquoi le travail de maintien et de transmission de la mémoire pour rappeler ce qu’est le fascisme et ce que furent ses crimes, travail de maintien et de transmission de la mémoire auquel participe notre cérémonie annuelle d’hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Bocsov, est non seulement un devoir mais une nécessité».

Furent interprétés «l’Affiche rouge», le «Chant des Partisans» et la «Marseillaise».

# POUR UN UTILE RETOUR AUX SOURCES...

## HOMMAGE À CÉCILE ROL-TANGUY

Présidente de l'ANACR,  
Cécile Rol-Tanguy  
nous a quittés  
à l'âge de 101 ans.  
Notre tristesse  
est grande.  
Dans notre prochain  
numéro, daté  
d'avril-mai-juin,  
nous lui rendrons  
l'hommage que son  
combat de Résistance  
et toute sa vie de fidélité  
à ses valeurs méritent.

### LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

Les graves problèmes de santé auxquels notre pays a eu à faire face, dont l'ampleur s'est révélée lors des mois de février et mars dernier, les mesures de confinement total, de restrictions de déplacement et de distanciation sociale, qui s'en sont ensuivies à partir du 17 mars, affectant la vie de chacun, l'activité professionnelle, personnelle et des entreprises, celle associative de l'ANACR, ont contribué au retard de la parution de ce numéro du Journal de la Résistance.

Le retour à des conditions – qui devront être sécurisées – de vie et d'activité moins contraignantes devrait nous permettre de résorber ce retard dans le meilleur délai possible.

### BONS DE SOUTIEN 2019

Les Résultats du tirage des bons de soutien de 2019 seront publiés dans le numéro du 2<sup>e</sup> trimestre 2020 en cours de réalisation.

« **Q**uand le 15 mars 1944, après des échanges de plusieurs mois depuis l'automne 1943 entre les principales structures clandestines de la Résistance (mouvements, partis et syndicats), ayant abouti à un texte adopté à l'unanimité, le « Conseil National de la Résistance » publie – toujours dans la clandestinité – son « Programme », il le titre « les Jours heureux ». Ce qui fait référence à sa deuxième partie, concernant les « mesures à appliquer lors de la libération du territoire » ; la première étant consacrée au « plan d'action immédiate » permettant de créer les conditions nécessaires préalables à leur mise en œuvre, à savoir « la libération du territoire ».

« **C**'est que, depuis les mois de mai-juin 1940, la France avait connu des jours malheureux, consécutifs à la défaite de l'armée française devant la Wehrmacht nazie et à l'armistice du 22 juin actant l'occupation de 60% de son territoire, et découlant de la politique de collaboration avec le Reich mise ensuite en œuvre par le régime pétainiste répressif – dit de l'« Etat français » –, installé le 10 juillet 1940 à Vichy à la « faveur » de la défaite.

« **A**insi, depuis près de quatre ans, alors qu'il y a plus de 1 800 000 prisonniers de guerre français en Allemagne, avec les conséquences morales et matérielles sur la vie des familles que cela implique, les Français ont vu leur conditions de vie se dégrader drastiquement à la mesure du pillage de leur pays par l'occupant, connaissant la pénurie de quasiment tout : de charbon pour se chauffer et la cuisine, de textile et de cuir pour se vêtir, de denrées alimentaires pour se nourrir. Et ce alors que des profiteurs de guerre se constituaient des fortunes ou – privilégiant leur intérêt personnel avant celui de la France avec son peuple – les confortaient ; notamment en mettant leurs usines au service de l'effort de guerre allemand. Ils ont vu aussi la 3<sup>e</sup> République, aux imperfections réelles – l'immédiate avant-guerre avait été marquée par des atteintes renforcées aux libertés démocratiques et des mesures antisociales et xénophobes – disparaître, au profit d'un « Etat français » policier qui n'hésitera pas, après les avoir fait condamner par une « justice » aux ordres, à faire guillotiner des patriotes refusant la politique de collaboration ; et qui prêterait son concours à la répression de la Résistance par l'occupant nazi, laquelle fera plusieurs dizaines de milliers de fusillés, de massacrés et de déportés dans les camps de concentration, ainsi qu'à sa politique génocidaire à l'encontre des Juifs qui enverra des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vers les camps de la mort, dont bien peu revinrent... »

« **E**n ce début 1944, quand est publié le Programme du CNR, « les Jours heureux » ne sont qu'une espérance, une promesse. Et les Français vont encore, avant qu'elle se réalise, connaître hélas d'autres jours malheureux : plus de 300 villes et villages, répartis sur tout le territoire national, seront le théâtre jusqu'en septembre de crimes faisant plusieurs milliers de victimes – des Résistants faits prisonniers mais aussi de nombreux civils, perpétrés par la soldatesque nazie (SS, Wehrmacht, troupes au sol de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine, gestapistes allemands et français), accompagnée dans plusieurs de ses opérations par la sinistre Milice dite « française » du régime pétainiste. Les noms d'Ascq, Tulle, Oradour-sur-Glane, Revin, Vassieu-en-Vercors, Signes, Saint-Genis-Laval, Buchères, Maillé, et aussi du Mont-Valérien, de la cascade du Bois de Boulogne, de l'Ariane à Nice, des prisons de Caen et de Montluc à Lyon, sont inscrits, aux côtés de tant d'autres, dans la mémoire collective que nous avons de ces tragédies. Et les bombardements préparatoires ou accompagnant les débarquements libérateurs de Normandie et de Provence, avec les durs combats qui s'ensuivirent faisant aussi des milliers de victimes civiles, ajoutèrent au malheur.

« **M**ais un jour dans notre vie, le printemps reflurira. Liberté, liberté chérie, je dirai : « Tu es à moi ». En cette année de 75<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps de concentration et de la mort, ces paroles du « Chant des Marais » ont gardé toute leur puissance évocatrice des espérances associées à la libération des peuples du joug des nazis et de leurs supplétifs. De liberté en premier lieu, mais aussi, afin que le printemps reflurisse, de jours heureux dans une société meilleure, plus juste, plus fraternelle, à construire aux lieux et places de celle ayant conduit au drame immense que le monde venait de vivre, et qui s'achevait avec la victoire sur la barbarie du fascisme, du nazisme.

« **D**epuis son installation le 31 août 1944 dans Paris libéré, le Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF), présidé par le Général de Gaulle, va bien sûr avoir à diriger l'effort de Guerre de la France pour achever la libération de son territoire et participer à l'écrasement du nazisme. Mais il va aussi, en s'inspirant du Programme du CNR, s'engager dans la voie devant conduire aux « Jours heureux » qu'il préconisait : le 5 octobre 1944 une ordonnance officialisait le droit de vote des femmes, le 14 décembre les Charbonnages du Nord-Pas-de-Calais étaient nationalisés, comme le seront les usines Renault le 16 janvier 1945, le 24 mai suivant la production d'électricité, le 16 juin Air France, le 2 décembre la Banque de France, le Crédit Lyonnais... Des ordonnances (30 décembre 1944, 14 et 19 octobre 1945) mettront en place la Sécurité sociale dans ses diverses branches (maladie, allocations familiales, retraites), d'autres les Comités d'entreprise (février 1945), le statut de la Fonction publique (1946).

« **E**n ces temps difficiles que nous vivons, alors que presque tous ces aspects de la vie politique, économique et sociale sont au cœur de nos débats les plus contemporains, ne serait-il pas opportun pour celles et ceux qui ont la charge d'animer nos débats citoyens politiques, économiques et sociaux, et de conduire notre pays, de se « ressourcer » sur tous ces sujets dans le Programme du CNR, sa lettre et surtout son esprit ? Afin que les références au Général de Gaulle, à la Résistance et aux « Jours heureux », qui se multiplient, ne soient pas que de pure forme.

Pierre MARTIN

## LES PREMIERS RESISTANTS GAULLISTES...

D'évidence, la naissance de la France libre suite à l'Appel lancé par le général de Gaulle depuis Londres le 18 juin 1940, les conditions de son action et ses combats, fondent une spécificité différente des conditions dans lesquelles va s'organiser en France même la Résistance intérieure, dans la clandestinité qu'imposent l'occupation nazie et le régime qui s'installe le 10 juillet à Vichy sous l'autorité de Pétain.

Le ralliement à la France Libre des Nouvelles-Hébrides le 22 juillet 1940, ceux du Tchad, du Cameroun, du Congo et de l'Oubangui-Chari en août, des Comptoirs de l'Inde, des Etablissements français d'Océanie et de la Nouvelle-Calédonie en septembre vont lui donner une assise territoriale de souveraineté, lui fournissant de plus des ressources tant humaines que matérielles, et qui s'élargira par la suite.

Et les Forces Françaises libres (F.F.L.), avec leurs déclinaisons navales (FNFL) et aériennes (FAFL), en décembre 1940 regrouperont déjà 27 000 hommes, 24 navires et une centaine d'appareils. Ce qui, s'étant renforcées au fil des mois et des ans par de nouveaux ralliements, va permettre à la France Libre d'être présente aux côtés des Alliés britanniques et bientôt américains sur tous les fronts

du combat contre les nazis et des fascistes italiens, en Afrique du Nord et orientale, dans l'Océan Indien, au Proche-Orient, sur le front de l'Est.

La Résistance sur le sol national va donc se développer dans un contexte différent, l'ennemi – occupant ou (et) pétainiste – n'étant pas en face, de l'autre côté d'une ligne de front, mais potentiellement dans chaque village ou ville, aucune convention militaire même relative ne venant offrir une protection aux combattants de l'ombre.

Pour autant, au-delà de ces bien réelles différences, Français Libres et Résistants de l'intérieur mèneront le combat contre le même ennemi. Et, au fil des ans et dès les premiers mois, des liens allant en se renforçant les uniront : bateaux, sous-marins et avions débarqueront et rembarqueront d'Angleterre ou vers l'Angleterre Français Libres et Résistants de l'intérieur, la voie pyrénéenne étant aussi utilisée. En la personne d'André Philip, le Comité National Français siégeant à Londres se dotera à partir du juillet 1942 d'un Commissaire à l'Intérieur, et l'Assemblée Consultative Provisoire installée à Alger par le général de Gaulle intégrera en novembre 1943 40 Résistants, venus pour cela de l'intérieur, représentant seize mouvements, partis et syndicats clandestins ; dont tous ceux du CNR.

### NAISSANCE DE LA FRANCE LIBRE

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la Défense et à la Guerre du Gouvernement Paul Reynaud du 6 au 16 juin, a lancé depuis Londres sur les ondes de la BBC un « Appel » invitant «... les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, – conclut-il – la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

Cet Appel s'adresse principalement aux militaires français et spécialistes de l'armement se trouvant déjà en territoire britannique – ils sont alors près de 130 000, revenus de Narvik, évacués de Dunkerque, échappés par les ports normands et bretons de la Manche et de l'Atlantique, marins... – ou qui viendraient à s'y trouver (des évacuations se poursuivent depuis Saint-Nazaire jusqu'à la frontière pyrénéenne).

Dans cet Appel, daté du 18 juin, le général de Gaulle ne s'adresse pas aux militaires et aux civils français présents sur le sol national. Car, dira-t-il dans ses *Mémoires*, il avait espéré un sursaut national des autorités gouvernementales et militaires françaises affirmant une volonté de poursuivre la lutte.

Ayant reçu le 19 juin une sommation à rentrer en France du général Weygand, son supérieur hiérarchique sur le plan militaire et depuis le 16 juin le ministre de la Défense du gouvernement Pétain, de Gaulle lui répond : «... Je me suis donc enquis tout de suite les moyens de le faire... je pense donc venir me présenter à vous dans les vingt-quatre heures si, d'ici là, la capitulation n'a pas été signée.

« Au cas où elle le serait, je me joindrais à toute résistance française qui s'organiserait où que ce soit. À Londres, en particulier il existe des éléments militaires, – et sans doute en viendra-t-il d'autres – qui sont réso-

lus à combattre, quoi qu'il arrive dans la métropole.

«... je souhaite pour la France et pour vous, mon Général, que vous sachiez et puissiez échapper au désastre, gagner la France d'outre-mer et poursuivre la guerre. Il n'y a pas d'armistice possible dans l'honneur.

« J'ajoute que mes rapports personnels avec le gouvernement britannique – en particulier avec M. Churchill – pourraient me permettre d'être utile à vous-même ou à tout autre personnalité française qui voudrait se mettre à la tête de la résistance française continuée ».

Or, le 22 juin 1940, le Gouvernement français présidé par Pétain – dont le général Weygand restera ministre de la Défense jusqu'au 11 juillet 1940, avant d'être nommé par lui haut-commissaire en Afrique du Nord – a signé l'Armistice vassalisant la France au Reich nazi et lui livrant 60 % de son territoire...

Ce même 22 juin, le général de Gaulle reprend la parole à la B. B. C. pour appeler à la poursuite du combat militaire contre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, concluant son discours par la formule « Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance », dont on peut considérer qu'elle est fondatrice d'un concept historique appelé à un grand avenir par ses développements politique, militaire et diplomatique : « La France Libre ».

Le 28 juin, Churchill, qui n'a pas encore rompu tous les ponts avec le Gouvernement français, lequel garde sous autorité – limitée – outre la zone Sud non occupée son Empire colonial (Afrique du Nord, Occidentale et Equatoriale, Antilles-Guyane, Madagascar, Protectorats du Levant, Côte des Somalis, Etablissements d'Inde et d'Océanie, Indochine), reconnaît cependant officiellement de Gaulle comme « Chef des Français libres ». Le 14 juillet, ils ne seront encore que quelques milliers à défilier à Londres...

### LES PREMIERS ENVOYES...

L'un de ces « Français libres » va bientôt quitter la capitale britannique... Contrôleur au Service Vente de Renault, âgé de 26 ans, Jacques Mansion « Jack », mobilisé en septembre 1939, avait été réformé définitif pour blessure en avril 1940. Ayant refusé la défaite, il avait rejoint Londres le 17 juin et s'était engagé dans la « Légion française » – préfigurant les « Forces Françaises Libres » – créée le 1<sup>er</sup> juillet par de Gaulle ; qui a mis, à la tête du 2<sup>e</sup> Bureau (service de renseignement) de son état-major personnel, créé ce même 1<sup>er</sup> juillet, André Dewavrin (colonel « Passy »).

Recruté par « Passy », Jack Mansion, qui est volontaire pour cette mission, va être envoyé début août 1940 en France, débarqué près du cap de la Chèvre, sur la pointe sud de la presqu'île de Crozon. Il rentrera le 5 sep-



(de g. à d.) Jack Mansion, Maurice Duclos, D'Estienne d'Orves, Raymond Deiss

## ...FRANÇAIS LIBRES ET RESISTANTS DE L'INTERIEUR

tembre en Angleterre à bord d'un bateau de pêche avec le plan du dispositif allemand en Bretagne, puis redébarquera à nouveau en territoire occupé le 6 décembre 1940. Il regagnera l'Angleterre le 27 juin 1941, embarqué par le sous-marin *Sealion*.

Maurice Duclos, âgé de 34 ans, ancien «Cagoulard» emprisonné de février à mai 1938, mobilisé en août 1939, avait participé comme officier de liaison auprès de la 13<sup>e</sup> Demi-Brigade de la Légion étrangère (13<sup>e</sup> DBLE), à l'Expédition de Narvik en mai-juin 1940. De retour en Bretagne le 15 juin 1940, il gagna le 21 juin sur un bateau de pêche l'Angleterre via Jersey.

Ayant rejoint les Français libres, et le 2<sup>e</sup> Bureau de Passy, Maurice Duclos, prenant le pseudonyme de «Saint-Jacques», sera déposé le 4 août 1940 sur la plage de Saint-Aubin-sur-mer (Calvados) en compagnie d'Alexandre Beresnikoff (*Corvisart*) par une vedette partie de Portsmouth, avec pour mission de recueillir des renseignements sur le potentiel militaire allemand. *Corvisart* regagnera l'Angleterre le 15 janvier 1941.

Quant à *Saint-Jacques*, il sillonna la France et, gagnant Paris, jettera les bases de plusieurs réseaux de renseignement avant de retourner à Londres fin 1940. Il en reviendra dans la nuit du 13 au 14 février 1941, parachuté en Dordogne. Recherché par l'ennemi après la chute de son réseau, il sera exfiltré vers l'Angleterre par un Lysander fin février 1942.

Embarqué le 18 juin 1940 pour l'Angleterre, Gilbert Renault rejoint les Français libres, et va être affecté au 2<sup>e</sup> Bureau. Fin août, ayant pris le pseudonyme de «Raymond» (avant celui de «Rémy»), il gagna la France via l'Espagne avec pour mission de surveiller les mouvements de forces allemandes le long de la côte atlantique. Pourchassé par la Gestapo, il regagnera l'Angleterre en juin 1942, ayant entretemps mis en place un vaste réseau, organisé en agences régionales, qui prendra en janvier 1942 le nom de «Confrérie Notre-Dame» (CND), et nouera des liens avec les mouvements O.C.M. et Libération-Nord. A son actif notamment les renseignements transmis à Londres qui permettront aux Britanniques de couler le *Bismarck* en mai 1941, d'immobiliser le *Schamhorst* en rade de Brest...

Pierre Fourcaud, âgé de 42 ans, arrivé en Angleterre le 6 juillet 1940, repartit de Londres le 2 septembre pour une mission du 2<sup>e</sup> Bureau en zone Sud, parallèle à celle de *Raymond/Rémy* en zone Nord, et passa lui aussi par l'Espagne. Ses premiers contacts se feront avec ceux que – tels Loustanaul-Lacau – l'on appellera de manière contemporaine les «vichysto-résistants»; ce que désavouera de Gaulle.

Après un retour à Londres, il sera envoyé à nouveau en France en janvier 1941 et, ayant noué des contacts avec les avocats marseillais socialistes, André Boyer et Gaston Deferre, il mit en place un réseau de renseignements nommé «Lucas» puis «Fleurs», que rejoindra en mai 1941 Pierre Sudreau et qui évoluera – après que Fourcaud a été arrêté en août 1941, son frère Boris prenant sa suite – pour devenir aussi un mouvement, «Brutus».

Militant socialiste, avocat au barreau de Paris André Weil-Curiel, mobilisé en 1939, fait prisonnier, évadé, amené en Angleterre lors de l'évacuation de Dunkerque, rencontre de Gaulle le 19 juin 1940. Avec son assentiment, et missionné par son chef de cabinet de Boislambert, il regagna la France avec un contingent de rapatriés, parvenant le 1<sup>er</sup> août à Paris; où il reprit contact, pour jauger, leur positionnement face à Vichy et à l'égard de la France libre, avec ses anciens amis socialistes et avec Jean Jaudel, de l'Alliance démocratique. Le 14 juillet, il déposa nuitamment une gerbe au pied de la statue de Clémenceau, et participa le 11 novembre à la manifestation des lycéens et étudiants à l'Etoile.

Dénoncé, arrêté le 12 mars 1941, emprisonné rue des Saussaies, libéré en avril faute de preuves, il regagnera Londres en décembre à travers les Pyrénées et l'Espagne et par Gibraltar.

Le 22 décembre 1940, capitaine de corvette dans les Forces Navales Françaises libres, Honoré d'Estienne d'Orves («Chateaux-Vieux»), âgé de 39 ans et qui avait rejoint de Gaulle en septembre 1940, est débarqué sur les côtes bretonnes en compagnie de Jan Doornik et Maurice Barlier, avec lesquels il va, recrutant à Paris et en Bretagne, constituer le «Réseau Nemrod», qui sera démantelé après son arrestation avec d'autres membres du réseau le 21 janvier 1940 suite à une trahison. Condamnés à mort par la cour martiale allemande de Paris, d'Estienne d'Orves, Jan Doornik, Maurice Barlier et le couple nantais Clément qui les avait hébergés seront fusillés au Mont-Valérien le 29 août 1941.

Les Résistants recrutés par les différents envoyés de la France Libre ne seront pas les seuls à s'y rattacher. Parmi les premiers petits groupes qui s'organisèrent sur le sol national, certains, alors très minoritaires, s'en réclamèrent dès l'automne 1940...

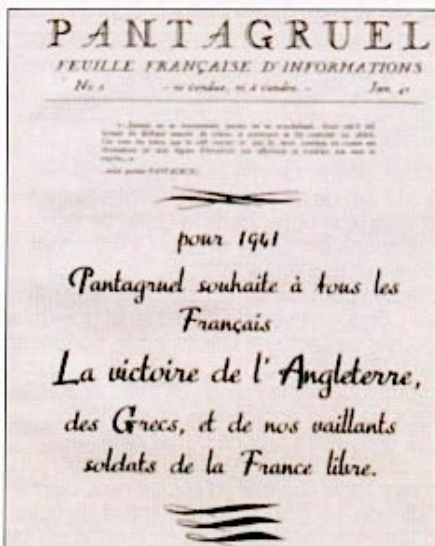
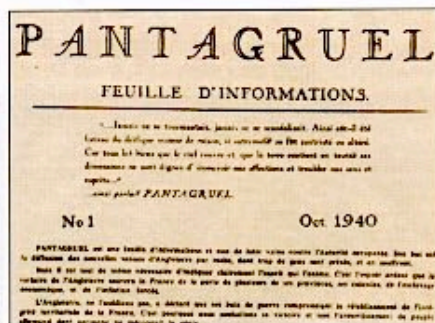
### PANTAGRUEL

Issu d'une famille alsacienne, Raymond Deiss, né à Paris en 1893, ancien combattant de la guerre un éditeur de musique connu, ayant à son catalogue Darius Milhaud, Georges Auric, Francis Poulenc... En 1938, décidant de devenir Première Guerre mondiale lors desquelles il avait été gazé, il était devenu entre les deux son propre imprimeur, il acquiert le matériel nécessaire. Mobilisé jusqu'au 31 mars 1940 pendant la rôle de guerre, il va, en octobre 1940, rédiger et tirer sur ses presses une feuille d'information qu'il baptise *Pantagruel*, et qui va être considéré comme étant – en dehors de la presse communiste clandestine (*L'Humanité*, *l'Avant-Garde*, *la Relève*, *la Vie Ouvrière*...) – le premier journal clandestin de la Résistance.

Aidé par les linotypistes René et Robert Blanc – propriétaires de la société l'Entente linotypiste – et par l'imprimeur Roger Lescalet, il publia 16 numéros avant d'être arrêté le 7 avril 1942 et interné à Fresnes (René et Robert Blanc avaient été arrêtés en novembre 1941).

Raymond Deiss avait été mis en contact par un autre imprimeur, Duchemin, avec un

par l'aspirant de marine Hubert Moreau (20 ans), prisonnier évadé, ayant rejoint l'Angleterre où il a été recruté par l'Intelligence Service, qui l'enverra en mission de renseignement en Bretagne à trois reprises : du 26 au 30 juillet, du 5 au 17 août et du 6 au 20 septembre 1940.



des premiers groupes clandestins de Résistance, l'«Armée volontaire» ou «Armée des Volontaires», créée lors d'une réunion tenue en octobre 1940 à Paris (6<sup>e</sup>), 6 rue des Ciseaux, sous la présidence du Commandant René L'Hôpital; et qui va recruter ses premiers membres parmi les scouts, des anciens membres de l'Action française. Cette proximité idéologique initiale va faire de l'«Armée des Volontaires» – qui a essaimé en Province, à Poitiers, Nevers... – le principal diffuseur de *Pantagruel*.

Avec 45 militants de l'«Armée des Volontaires», Raymond Deiss sera déporté à Trèves le 9 octobre 1942, en vertu du décret *Nacht und Nebel* et, le 27 mai 1943, sera, avec 6 membres de l'«Armée des Volontaires», condamné à mort par le 2<sup>e</sup> sénat du *Volksgerichtshof*, («Tribunal du peuple») nazi transféré à Rheinbach. Il sera décapité avec eux à la prison de Cologne le 25 août 1943.

Autour de Boris Vildé et Anatole Lewitsky, les Résistants du «Réseau du Musée de l'Homme» feront paraître, entre le 15 décembre 1940 et mars 1941, six numéros du bulletin «Résistance», qui affirmera son positionnement gaulliste.

Au fil des mois et ans, d'autres mouvements, plus ou moins importants, manifesteront un gaullisme, la sincérité parfois sujette à caution...

Quant à la «France Libre», elle homologuera 26 réseaux de renseignement, 15 réseaux d'action et 2 d'évasion, qui – depuis les premiers mis en place dès l'automne 1940 – en ont fait, aux côtés des mouvements, partis et syndicats clandestins, des groupes urbains de combat et maquis, une des composantes de la Résistance intérieure.

<sup>1</sup> Pour des raisons de prestige, Passy donnera le 17 puis le 20 juillet 1940 comme dates de débarquement en France. de Jack Mansion, en en faisant ainsi le premier Français Libre à s'y rendre. De fait, il y avait été précédé

## LA CONFÉRENCE DE BRAZZAVILLE...



Le Général de Gaulle ouvre la Conférence. Assis à sa droite, René Pléven. Côte-à-côte, le général de Gaulle et Félix Eboué

En 1940, Brazzaville, située sur la rive droite du fleuve Congo, non navigable jusqu'à la mer, ne compte que moins de 50 000 habitants, dont à peine un millier d'Européens. La ville est depuis 1934 reliée, à 511 km de là, au port de Pointe-Noire sur la côte atlantique, dans le Golfe de Guinée, par le chemin de fer Congo-Océan, dont la construction entre 1921 et 1934 avait été réalisée par plus de 127 000 Africains raflés au Congo, au sud du Tchad ainsi que dans l'Ouest de l'actuelle Centrafrique, contraints au travail forcé par le «Code de l'Indigénat», promulgué par la France en 1881 et établissant pour les «indigènes» un service du travail obligatoire proche du servage.

Entre 18 000 et 20 000 d'entre eux moururent sur le chantier : d'épuisement, de malnutrition, de manque d'hygiène et de soins, d'absence de normes de protection contre les accidents.

La présence française permanente au fond du Golfe de Guinée date de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, l'explorateur du bassin du Congo, Savorgnan de Brazza, négociant avec un petit souverain local la création d'un établissement commercial sur le site actuel de la ville qui portera son nom. En 1886, un décret du ministre français des Colonies regroupa les divers établissements français dans la Région au sein deux colonies, le «Congo Français» et l'«Oubangui». Entre la vallée du Congo, le Cameroun, que colonisèrent les Allemands, et la côte atlantique, une autre colonie française, distincte, est établie par décret début 1904 : le «Gabon».

Et, début 1900, près du Lac Tchad, des forces françaises, après avoir écrasé celles du Sultan Rabah, prennent le contrôle de la Région qui va devenir un territoire rattaché à l'Oubangui avant de former, en 1920, la colonie du Tchad.

Ces quatre territoires, s'étendant sur 2 500 000 km<sup>2</sup>, vont être réunis en 1910 dans un «Gouvernement général» d'«Afrique Equatoriale Française» (A.E.F.), dont la capitale va être fixée à Brazzaville. Après la Première Guerre mondiale, le Cameroun voisin, conquis sur l'Allemagne, confié pour l'essentiel de son territoire en mandat à la France par la Société des Nations (S.D.N.), sera de fait intégré à l'A.E.F.

Plus au nord en Afrique, depuis le Sud marocain jusqu'au Nord du Golfe de Guinée, pénétrant depuis la côte vers l'intérieur du continent en direction du Lac Tchad et du Sud saharien, la France a mis en place le 16 juin 1895 un autre ensemble fédéral de

colonies, l'«Afrique Occidentale française» (A.O.F.)<sup>1</sup> ayant pour capitale politico-administrative Dakar, remplaçant depuis 1902 Saint-Louis et dont l'agglomération, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, compte une centaine de milliers d'habitants. Son port, construit à partir de 1857, est ouvert au trafic en 1866 comme escale des navires transatlantiques, remplaçant en baie de Dakar celle de l'île de Gorée, ancien comptoir négrier français.

De l'A.E.F. et l'A.O.F., territoires ouverts à l'appropriation et à l'exploitation par de grandes compagnies minières, industrielles, agricoles et financières métropolitaines, et par de plus petits colons, la France va tirer de nombreuses ressources : or de Côte-d'Ivoire, Haute-Volta et Guinée..., diamants et bauxite de Guinée, étain du Niger. En 1939, l'A.O.F. exporte 25 000 t. de café, 35 000 t de cacao, 600 000 t. d'arachides, la production stratégique de caoutchouc de l'A.E.F. sera portée de 500 t. en 1939 à 3 200 t. en 1943. Et il y a les productions de coton du sud tchadien, de bois précieux, d'huile de palme, d'ivoire...

### LES TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS

À la veille du début de la Seconde Guerre mondiale, 179 000 «Tirailleurs sénégalais», appellation générique, venus d'A.O.F. et d'A.E.F. – ainsi que de Madagascar – sont aussi présents dans l'armée française. Et quand en mai 1940 la France fait face à l'offensive de la Wehrmacht, 40 000 Tirailleurs, dans des régiments d'infanterie et d'artillerie intégrés au sein de sept Divisions d'Infanterie coloniale (D.I.C.), sont engagés dans les combats des Ardennes, de la Somme, de l'Aisne, de la Meuse, sur la Loire, dans la vallée du Rhône, à Menton contre les Italiens...

Les premiers «tirailleurs» sénégalais avaient été recrutés – plus ou moins, plutôt moins que plus – «volontairement» dès le 18<sup>e</sup> siècle pour protéger les navires de la Compagnie française des Indes pratiquant le commerce avec l'Afrique, dont celui des esclaves. Quant au corps des «Tirailleurs sénégalais», encadré, à de rares exceptions près, exclusivement par des officiers français «blancs», créé en 1857 par Napoléon III, il sera engagé dans la conquête coloniale de l'Afrique, de Madagascar (entre 1895 et 1905), au Maroc (entre 1908 et 1914)...

Et la «Force noire», c'est ainsi que l'appellera le général Mangin, qui théorisa son emploi, sera déployée en France lors de la Première Guerre mondiale : 134 000 Tirail-

leurs participeront aux batailles de Verdun (notamment à la reprise du fort de Douaumont), du Chemin des Dames, à l'expédition des Dardanelles... 30 000 seront tués. Dans l'entre-deux guerres, ils participeront en Allemagne à l'occupation de la Rhénanie et de la Ruhr (1918-1930).

Lors de l'offensive allemande de 1940, durant laquelle les Tirailleurs sénégalais combattirent avec bravoure, 15 000 d'entre eux tombèrent. Certains, faits prisonniers, furent victimes de crimes de guerre. Assassinés, comme le furent, à Airaines le 7 juin, le capitaine N'Tchoréré – l'un des rares officiers noirs – et dix soldats coloniaux, les 19 et 20 juin 1940, à Chasselay-Montluzin, près de Lyon, 1333 Tirailleurs du 25<sup>e</sup> R.T.S.<sup>2</sup>... De 2 000 à 3 000 soldats africains prisonniers – sans doute notablement plus – seront ainsi abattus par des soldats allemands, qui n'étaient pas tous... des S.S.

15 500 Africains noirs et 3 888 Malgaches faits prisonniers seront, pour la plupart, maintenus ou renvoyés en France dans des *Frontstalags*.

D'autres continueront la lutte, avec la «France Libre», et dans la «Résistance».

### BRAZZAVILLE, CAPITALE DE LA FRANCE LIBRE

Le premier ralliement à la «France Libre» sera, le 14 juillet 1940, celui dans le Pacifique du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides. Par leurs superficies, leurs populations et leur situation stratégique, plus importants pour l'avenir de la «France Libre» seront, le 27 août 1940, ceux du Tchad, dont le gouverneur Félix Eboué a pris contact avec de Gaulle, et du Cameroun, suite à une opération militaire conduite par le colonel Leclerc à Douala et Yaoundé, ainsi que ceux du Moyen-Congo, le 29 août, dont le colonel de Laminat a pris le contrôle de la capitale, Brazzaville, et de l'Oubangui-Chari le 31 août. Ce sont les «Trois glorieuses».

Mais, comme l'Afrique du Nord, où la population d'origine européenne est importante, avec une présence militaire française conséquente, la vaste A.O.F. est restée sous l'autorité du gouvernement pétainiste. De Gaulle a tenté – sans succès – de convaincre les Britanniques de mener une campagne de conquête terrestre depuis leurs colonies (Gambie, Sierra-Leone, Gold Coast, Nigeria) et à partir de Conakry en Guinée. La voie maritime sera alors choisie...

Le 23 septembre 1940 – c'est l'«Opération Menace» – se présente devant Dakar, capitale de l'A.O.F., la «Force M», franco-britannique, forte, autour du porte-avions «HMS Ark Royal», de 2 cuirassés et 4 croiseurs, d'une dizaine de destroyers, ainsi que de torpilleurs, d'avisos..., commandée par l'Amiral

<sup>1</sup> L'A.O.F. regroupa, avec une population d'une quinzaine de millions d'habitants, sur près de 4 700 000 km<sup>2</sup>, les colonies de Mauritanie, Sénégal, Soudan français (actuel Mali), Guinée, Côte-d'Ivoire, Dahomey (actuel

Bénin) Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) et Niger ; l'essentiel du territoire du Togo, ex-colonie allemande, confié après la Première Guerre mondiale à la France sous mandat de la S.D.N., sera de fait rattaché à l'A.O.F.

Cunningham ; et ayant à son bord le général de Gaulle, avec 2 400 Français Libres (13<sup>e</sup> DBLE), présents aux côtés des 4 500 hommes de la 101<sup>st</sup> Royal Marine Brigade.

De Gaulle va envoyer vers Pierre Boisson, gouverneur général de l'A.O.F. depuis le 25 juin, et qui a fait allégeance à Pétain, un émissaire : Georges Thierry d'Argenlieu. Accueilli par des tirs de mitrailleuse, il devra rebrousser chemin...

Pierre Boisson<sup>3</sup> dispose à Dakar, outre des forces coloniales terrestres et d'une petite aviation sur la base aérienne de Ouakam, d'une importante force navale composée du cuirassé *Richelieu*, de 3 croiseurs légers, 5 croiseurs auxiliaires, d'une dizaine d'autres unités. Il rejettera un ultimatum britannique, et n'hésitera pas à faire tirer sur les Français Libres et les Anglais.

Après deux tentatives manquées de débarquement, «français libre» le 23 septembre à Rufisque, et britannique à Dakar le 24, après une dernière tentative, lors de laquelle le cuirassé *HMS Resolution* est gravement endommagé, l'amiral Cunningham décide le 25 le repli de la «Force M» vers Freetown, capitale de la Sierra-Leone.

Fortement marqué par cet échec, le Général de Gaulle va gagner Brazzaville, y rassemblant les administrateurs des quatre colonies ralliées en juillet-août, auxquelles une offensive de troupes gaullistes, entamée le 27 octobre depuis le Cameroun et le Congo sur Libreville et Port-Gentil, va joindre le Gabon le 12 novembre.

Ce 27 octobre, à Brazzaville, de Gaulle va lancer un «Manifeste» : «...Il n'existe plus de Gouvernement proprement français. En effet, l'organisme sis à Vichy et qui prétend porter ce nom est inconstitutionnel et soumis à l'envahisseur. Dans son état de servitude, cet organisme ne peut être et n'est, en effet, qu'un instrument utilisé par les ennemis de la France contre l'honneur et l'intérêt du pays.

«Il faut donc qu'un pouvoir nouveau assume la charge de diriger l'effort français dans la guerre. Les événements m'imposent ce devoir sacré, je n'y failirai pas.

«J'exercerai mes pouvoirs au nom de la France et uniquement pour la défendre, et je prends l'engagement solennel de rendre compte de mes actes aux représentants du peuple français dès qu'il lui aura été possible d'en désigner librement.

«Pour m'assister dans ma tâche, je constitue, à la date d'aujourd'hui, un **Conseil de Défense de l'Empire**...»

La création le 27 octobre 1940 de ce «**Conseil de Défense de l'Empire**» est annoncée dans le n° du 1<sup>er</sup> novembre 1940 du «*Journal Officiel de l'Afrique Equatoriale française*», né à Brazzaville en 1910 et qui, depuis le 15 septembre 1940, a ajouté à son titre «de l'Afrique française Libre» ; de même que sa composition : le général Georges Catroux, le vice-amiral Emile Muselier, le général Edgard de Larminat, le gouverneur du Tchad Félix Eboué, qui sera nommé le 12 novembre Gouverneur général de l'A.E.F., le gouverneur Henri Sautot, de Nouvelle-Calédonie, le colonel Philippe Leclerc, qui sera nommé le 22 novembre commandant des troupes du Tchad, le médecin-

général Adolphe Sicé, le capitaine de vaisseau Georges Thierry d'Argenlieu, avec comme secrétaire permanent René Cassin.

Reconnu le 24 décembre 1940 par la Grande-Bretagne, il deviendra le 24 septembre 1941 le «Comité National Français».

À Brazzaville, par l'Ordonnance n°7, de Gaulle crée le 16 novembre 1940 l'«Ordre de la Libération».

«Radio-Brazzaville» commencera ses émissions le 5 décembre 1940. Progressivement doté de matériel performant, l'un des principaux émetteurs sur ondes courtes, entendu jusqu'à Alger, il sera la voix de la «France Libre», hors du contrôle exercé par le Gouvernement britannique sur la BBC... Brazzaville sera aussi le siège de plusieurs journaux «Français Libres», dont un... «*France d'Abord*».

Fin 1940, Jean Colonna d'Ornano y crée un camp de formation de cadres de la «France libre», qui prendra son nom après sa mort en janvier 1941 à Mourzouk dans le sud libyen, lors d'un raid préparatoire de celui que mènera Leclerc à Koufra. L'un de ses élèves, l'aspirant Pierre Dargent, tombera à Bir Hakeim le 8 juin 1942.

Quasiment aussi nombreux que ceux venus de métropole, 27 000 combattants «Français Libres» seront des tirailleurs d'A.E.F., que l'on retrouvera avec la colonne Leclerc à Koufra, avec la Force L et la 1<sup>re</sup> DFL lors des combats de Libye et de Tunisie, de libération de l'île d'Elbe, du débarquement de Provence avec l'Armée B, de la campagne libératrice de la France jusqu'en Alsace, de la Poche de Royan.

## LA CONFÉRENCE...

«*Ils ont des droits sur nous...*». Ces paroles de Georges Clemenceau le 20 novembre 1917 à l'Assemblée Nationale, évoquant le sacrifice des Combattants de la Grande guerre, furent entendus par les métropolitains... mais aussi par les coloniaux payant durant le conflit le prix élevé du sang...

En 1926, le Congolais André Matswa fonda à Paris l'«Amicale des originaires de l'Afrique-Équatoriale française». De retour à Brazzaville, il réclamera la fin de la discrimination raciale et du Code de l'indigénat, la citoyenneté française pleine et entière pour les autochtones. Accusé de fomenter de l'agitation, il sera condamné à trois ans de prison puis - évadé et repris - à la prison à vie ; il mourra au Tchad en...1942.

Né en 1889 au Sénégal, Lamine Senghor, tirailleur sénégalais, blessé, gazé, pensionné à 30 %, puis à 100 %, démobilisé, rapatrié au Sénégal en 1919, revint à Paris en août 1921 pour travailler dans les PTT. Marié à une Française, il adhéra en 1923 ou en 1924 à la CGTU et au Parti communiste qui, lors des élections municipales de 1925, en fit l'un de ses candidats à Paris dans le quartier de la Salpêtrière (recevant 18 % des voix). Membre de l'«Union intercoloniale» (UIC), organisation créée en 1921 par des communistes, il en deviendra secrétaire adjoint.

Lamine Senghor participera, du 10 au 15 février 1927 à Bruxelles, avec les Antillais Max Clairville-Bloncourt<sup>4</sup> et Camille Saint-

Jacques, à un premier congrès «Contre le colonialisme et l'impérialisme», avec, venus de 34 pays, 173 délégués dont 107 «colonisés», organisé par la «Ligue contre l'Oppression coloniale» (L.C.O.C.), fondée en 1926 ; il y fit une intervention remarquée. A son retour de Bruxelles, Senghor crée le 6 mars 1927 à Paris la «Ligue de Défense de la Race nègre» (LDRN). Senghor décédé de maladie le 25 décembre 1927, le Soudanais (Malien) Tiémoko Garan Kouyaté lui succédera à la tête de la LDRN et à la LCOC (il serait mort à Mauthausen le 4 juillet 1944).

«*Ils ont des droits sur nous*», les sacrifices des Africains lors de la bataille de France en 1940, leur engagement dans les forces de la France Libre et la part prise par les populations africaines à l'effort de guerre allié vont d'évidence réactualiser la formule de Clemenceau ; ce qui n'est pas sans inquiéter parmi les cadres coloniaux de l'administration et des grandes sociétés.

Le 30 janvier 1944, de Gaulle convoque à Brazzaville une «**Conférence Africaine française**». Se déroulant jusqu'au 8 février, elle rassembla autour de René Pleven, commissaire aux Colonies du C.F.L.N., et de Félix Eboué, Gouverneur général de l'A.E.F, les 20 gouverneurs des territoires d'Afrique Noire et de Madagascar, des administrateurs du Maghreb, des représentants de l'Assemblée consultative d'Alger (9), des hauts fonctionnaires (22). Il n'y eut ni représentants des populations colonisées ni des colons.

La Conférence recommandera la création d'une Assemblée fédérale, d'assemblées territoriales représentatives composées en partie d'Africains, en partie d'Européens, élus, partout où cela serait possible, au suffrage universel, proclame la nécessité d'un nouveau statut de la femme africaine, celle de la libéralisation du travail, sans toutefois en supprimer l'obligation découlant du Code de l'indigénat, la journée de 8 h, la liberté syndicale, le repos hebdomadaire, une réforme de la justice coloniale et la suppression des peines de l'indigénat, le développement de l'assistance médicale et la formation de 2 000 médecins africains, la scolarisation de 3,4 millions d'Africains noirs (2,5 en AOF, 500 000 en A.E.F, 400 000 au Cameroun), l'ouverture aux «Africains évolués» de tous les cadres de la fonction publique (sauf ceux du commandement), percevant à responsabilités égales les mêmes revenus que les Européens, des mesures sociales permettant une vie meilleure pour les Africains.

Dans son allocution de clôture le 8 février, René Pleven, après avoir écarté toute idée de «self government», affirmera sa volonté de déterminer parmi ces résolutions «celles dont l'exécution pourra être proposée sans délai au C.F.L.N. et celles qui réclameraient l'approbation des Assemblées souveraines de la France Libérée».

En France, le «Programme du CNR», publié dans la clandestinité le 15 mars 1944, préconisera «*Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales*»...

S'ouvriront en 1945 les temps difficiles de la décolonisation, à laquelle aspireront les peuples colonisés...

<sup>2</sup> En 1942, les habitants de Chasselay inaugurèrent un cimetière-monument où furent inhumés 188 corps, le «Tata», que le régime pétainiste refusait de financer.

<sup>3</sup> Sous l'autorité de Pierre Boisson sera menée en A.O.F. une chasse aux gaullistes : Albert Idohou, Agoussi Wabi et Atoyisus Odewole seront fusillés à Dakar le 10 novem-

bre 1941, Sidiki Boubakari le sera le 23 octobre 1942, Adolphe Gaétan le sera le 19 novembre suivant. Ils seront faits «Compagnons de la Libération» à titre posthume. Après le débarquement allié le 11 novembre 1942 en Afrique du Nord, Boisson se ralliera le 7 décembre 1942 à Darlan puis, après l'exécution de celui-ci, à Giraud. Il

sera contraint de quitter son poste en juin 1943 après la création du C.F.L.N.

<sup>4</sup> Oncle de l'étudiant Tony Bloncourt, qui sera fusillé le 9 mars 1942 au Mont-Valérien

## **CHARLES DE GAULLE : LE DISCOURS DE BRAZZAVILLE**

### **30 janvier 1944**

Si l'on voulait juger des entreprises de notre temps suivant les errements anciens, on pourrait s'étonner que le Gouvernement français ait décidé de réunir cette Conférence africaine.

« Attendez ! » nous conseillerait, sans doute, la fausse prudence d'autrefois. « La guerre n'est pas à son terme. Encore moins peut-on savoir ce que sera demain la paix. La France, d'ailleurs, n'a-t-elle pas, hélas ! des soucis plus immédiats que l'avenir de ses territoires d'outre-mer ? »

Mais il a paru au gouvernement que rien ne serait, en réalité, moins justifié que cet effacement, ni plus imprudent que cette prudence. C'est qu'en effet, loin que la situation présente, pour cruelle et compliquée qu'elle soit, doive nous conseiller l'abstention, c'est, au contraire, l'esprit d'entreprise qu'elle nous commande. Cela est vrai dans tous les domaines, en particulier dans celui que va parcourir la Conférence de Brazzaville. Car, sans vouloir exagérer l'urgence des raisons qui nous pressent d'aborder l'étude d'ensemble des problèmes africains français, nous croyons que les immenses événements qui bouleversent le monde nous engagent à ne pas tarder ; que la terrible épreuve que constitue l'occupation provisoire de la Métropole par l'ennemi ne retire rien à la France en guerre de ses devoirs et de ses droits enfin, que le rassemblement, maintenant accompli, de toutes nos possessions d'Afrique nous offre une occasion excellente de réunir, à l'initiative et sous la direction de M. le Commissaire aux Colonies, pour travailler ensemble, confronter leurs idées et leur expérience, les hommes qui ont l'honneur et la charge de gouverner, au nom de la France, ses territoires africains. Où donc une telle réunion devait-elle se tenir, sinon à Brazzaville, qui, pendant de terribles années, fut le refuge de notre honneur et de notre indépendance et qui restera l'exemple du plus méritoire effort français ?

Depuis un demi-siècle, à l'appel d'une vocation civilisatrice vieille de beaucoup de centaines d'années, sous l'impulsion des gouvernements de la République et sous la conduite d'hommes tels que : Gallieni, Brazza, Dodds, Joffre, Binger, Marchand, Gentil, Foureau, Lamy, Borgnis-Desbordes, Archinard, Lyautey, Gouraud, Mangin, Largeau, les Français ont pénétré, pacifié, ouvert au monde, une grande partie de cette Afrique noire, que son étendue, les rigueurs du climat, la puissance des obstacles naturels, la misère et la diversité de ses populations avaient maintenue, depuis l'aurore de l'Histoire, douloureuse et imperméable.

Ce qui a été fait par nous pour le développement des richesses et pour le bien des hommes, à mesure de cette marche en avant, il n'est, pour le discerner, que de parcourir nos territoires et, pour le reconnaître, que d'avoir du cœur. Mais, de même qu'un rocher lancé sur la pente roule plus vite à chaque instant, ainsi l'œuvre que nous avons entreprise ici nous impose sans cesse de plus larges tâches. Au moment où commençait la présente guerre mondiale, apparaissait déjà la nécessité d'établir sur des bases nouvelles les conditions de la mise en valeur de notre Afrique, du progrès humain de ses habitants et de l'exercice de la souveraineté française.

Comme toujours, la guerre elle-même précipite l'évolution. D'abord, par le fait qu'elle fut, jusqu'à ce jour, pour une bonne part, une guerre africaine et que, du même coup, l'importance absolue et relative des ressources, des communications, des contingents d'Afrique, est apparue dans la lumière crue des théâtres d'opérations. Mais ensuite et surtout parce que cette guerre a pour enjeu ni plus ni moins que la condition de l'homme et que, sous l'action des forces psychiques qu'elle a partout déclenchées, chaque individu lève la tête, regarde au-delà du jour et s'interroge sur son destin.

S'il est une puissance impériale que les événements conduisent à s'inspirer de leurs leçons et à choisir noblement, libéralement, la route des temps nouveaux où elle entend diriger les soixante millions d'hommes qui se trouvent associés au sort de ses quarante-deux millions d'enfants, cette puissance c'est la France.

En premier lieu et tout simplement parce qu'elle est la France, c'est-à-dire la nation dont l'immortel génie est désigné pour les initiatives qui, par degrés, élèvent les hommes vers les sommets de dignité et de fraternité où, quelque jour, tous pourront s'unir. Ensuite parce que, dans l'extrémité où une défaite provisoire l'avait refoulée, c'est dans ses terres d'outre-mer, dont toutes les populations, dans toutes les parties du monde, n'ont pas, une seule minute, altéré leur fidélité, qu'elle a trouvé son recours et la base de départ pour sa libération et qu'il y a désormais, de ce fait, entre la Métropole et l'Empire, un lien définitif. Enfin, pour cette raison que, tirant à mesure du drame les conclusions qu'il comporte, la France est aujourd'hui animée, pour ce qui la concerne elle-même et pour ce qui concerne tous ceux qui dépendent d'elle, d'une volonté ardente et pratique de renouveau.

Est-ce à dire que la France veuille poursuivre sa tâche d'outremer en enfermant ses territoires dans des barrières qui les isoleraient du monde et, d'abord, de l'ensemble des contrées africaine ? Non, certes ! et, pour le prouver, il n'est que d'évoquer comment, dans cette guerre, l'Afrique Équatoriale et le Cameroun français n'ont cessé de collaborer de la façon la plus étroite avec les territoires voisins, Congo belge, Nigeria britannique, Soudan anglo-égyptien, et comment, à l'heure qu'il est, l'Empire français tout entier, à l'exception momentanée de l'Indochine, contribue dans d'importantes proportions, par ses positions stratégiques, ses voies de communications, sa production, ses bases aériennes, sans préjudice de ses effectifs militaires, à l'effort commun des Alliés.

Nous croyons que, pour ce qui concerne la vie du monde de demain, l'autarcie ne serait, pour personne, ni souhaitable, ni même possible. Nous croyons, en particulier, qu'au point de vue du développement des ressources et des grandes communications, le continent africain doit constituer, dans une large mesure, un tout. Mais, en Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Tel est le but vers lequel nous avons à nous diriger. Nous ne nous dissimulons pas la longueur des étapes. Vous avez, Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs, les pieds assez bien enfoncés dans la terre d'Afrique pour ne jamais perdre le sens de ce qui y est réalisable et, par conséquent, pratique. Au demeurant, il appartient à la nation française et il n'appartient qu'à elle, de procéder, le moment venu, aux réformes impériales de structure qu'elle décidera dans sa souveraineté. Mais, en attendant, il faut vivre, et vivre chaque jour c'est entamer l'avenir.

Vous étudierez ici, pour les soumettre au gouvernement, quelles conditions morales, sociales, politiques, économiques et autres vous paraissent pouvoir être progressivement appliquées dans chacun de nos territoires, afin que, par leur développement même et le progrès de leur population, ils s'intègrent dans la communauté française avec leur personnalité, leurs intérêts, leurs aspirations, leur avenir.

Messieurs, la Conférence Africaine Française de Brazzaville est ouverte.

## LES «FORCES FRANÇAISES DE L'OUEST»

Selon les clauses de l'Armistice du 22 juin 1940, la France pouvait garder en Métropole une armée de l'ordre de 100 000 hommes, dite «de l'Armistice», aux équipements limités en termes de blindés, d'aviation et de marine; ainsi que 450 000 hommes au Maghreb et dans les colonies d'Afrique noire, de l'Océan Indien, des Antilles, du Pacifique, d'Indochine et dans les Protectorats du Levant (Syrie et Liban).

Une partie de ces forces – dans le Pacifique, en Inde et en A.E.F. – s'était dès 1940 ralliée à la France Libre, d'autres firent de même par la suite au Levant et, après le débarquement allié du 11 novembre 1942 au Maghreb, le régime pétainiste perdit le contrôle sur celles y étant stationnées ainsi qu'en A.O.F., ne le gardant encore que pour quelque temps sur celles des Antilles, et plus durablement sur celles d'Indochine par ailleurs occupée de fait par le Japon.

Mais, le débarquement allié du 11 novembre 1942 au Maroc et en Algérie va avoir des conséquences en France même: arguant d'un risque d'un autre débarquement, sur la côte méditerranéenne, la Wehrmacht envahit la zone Sud alors que le ministre pétainiste de la Guerre donne l'ordre à l'Armée de

l'Armistice de ne lui opposer aucune résistance. Ce qui n'empêchera pas Hitler d'exiger sa démobilisation dans une lettre adressée à Pétain le 27 novembre, par ailleurs jour du sabotage de la flotte française à Toulon; cette démobilisation sera totalement effectuée en janvier 1943.

Hitler ayant déclaré le 23 décembre que «la création d'une nouvelle armée française (...) est hors de question», le Gouvernement pétainiste ne sera – à partir de juillet 1943 – autorisé qu'à créer le «1<sup>er</sup> Régiment de France» (2 760 hommes répartis en 3 bataillons géographiquement dispersés d'infanterie et de cavalerie à cheval... et à bicyclette), dont le principal rôle sera de présenter les armes lors des déplacements de Pétain et de ses ministres, mais qui sera aussi engagé dans la surveillance d'équipements sensibles (réseaux ferroviaire et d'électricité) et dans des opérations contre les maquis; avant de se dissoudre lors de l'insurrection nationale du printemps et de l'été 1944 accompagnant les débarquements libérateurs de Normandie et Provence, plusieurs de ses groupements la rejoignant.

Ainsi, en juin 1944, à la veille du débarquement de Normandie, à la maigre exception encore pour quelques semaines du squelettique «1<sup>er</sup> Régiment de France», il n'y a plus de force régulière sur le sol français.

C'est en Afrique du Nord que, sous l'autorité du Comité Français de Libération nationale (CFLN), puis du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF), une armée réellement nationale va se réorganiser. En amalgamant non sans difficulté les unités des «Forces Françaises Libres» (FFL), formées par les volontaires ayant répondu à l'Appel du 18 juin et les troupes africaines levées après le ralliement à de Gaulle de l'AEF à l'été et l'automne 1940, avec l'Armée d'Afrique, restée en 1940 fidèle au régime pétainiste et commandée au moment du débarquement allié du 11 novembre 1942 par le général Juin, qui, après leur avoir fait opposer une résistance meurtrière, notamment au Maroc, se ralliera aux Alliés.

Cette armée française ainsi formée va participer à la libération de la Corse en septembre – octobre 1943, avec le Corps Expéditionnaire Français (C.E.F.) à la bataille d'Italie de novembre 1943 à juillet 1944, s'illustrant à Monte Cassino, à la libération de l'Île d'Elbe du 17 au 19 juin 1944.

À cette date, depuis le 6 juin, les troupes

**Le général Edgard de Larminat, commandant des Forces Françaises de l'Ouest (F.F.O.).**



alliées ont débarqué sur les côtes de Normandie; en leur sein, seuls les 177 hommes du «Commando Kieffer», issu du 1<sup>er</sup> bataillon de Fusiliers Marins Commandos (1<sup>er</sup> BFMC) de la «France Libre», créé en Angleterre au printemps 1942, représente les forces armées du GPRF. Lequel dispose d'une armée régulière française, forte – avec celles présentes en permanence dans les territoires coloniaux – de 550 000 hommes et femmes, en huit divisions d'infanterie dont trois blindées.

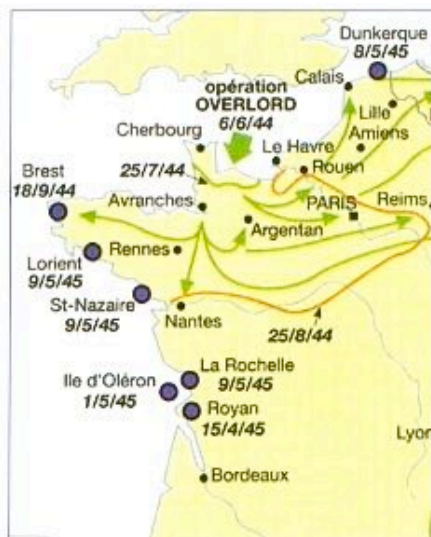
La 2<sup>e</sup> DB, commandée par Leclerc, débarquera sur la côte normande à St-Martin-de-Varreville à partir du 1<sup>er</sup> août 1944. Les autres unités formeront l'essentiel de l'Armée B qui, commandée par le général Philippe de Lattre de Tassigny, débarquera sur les côtes de Provence le 15 août 1944.

### LES F.F.I.

De fait, épaulees ponctuellement comme en Bretagne par des commandos français libres parachutés, les forces armées patriotiques françaises présentes sur le sol national lors des débarquements libérateurs de Normandie puis de Provence sont les «Forces Françaises de l'Intérieur», les F.F.I., unifiant en principe, depuis la publication d'une ordonnance en date du 1<sup>er</sup> février 1944, les structures militaires de tous les mouvements de la Résistance: les Francs-tireurs et partisans français (FTP), émanation du Front national, l'Armée secrète (AS), rassemblant les éléments paramilitaires des «Mouvements unis de résistance» (MUR) et l'«Organisation de résistance de l'armée» (ORA), recrutée, après la dissolution de l'armée d'armistice, parmi des officiers ou sous-officiers l'ayant refusée.

Au début d'octobre 1943, un rapport avançait les chiffres de 134 000 F.F.I. en zone Nord et de 115 000 en zone Sud, dont respectivement 45 000 et 24 000 étant immédiatement disponibles. D'autres évaluations donneront un effectif total d'une centaine de milliers d'hommes quelques jours après le 6 juin 1944, grossissant à 400 000 en octobre 1944, le repli des troupes allemandes permettant notamment à de nombreux sédentaires de s'engager pleinement dans le combat.

Avant le Débarquement et pendant son déroulement, des unités FFI étaient et seront avec les «maquis» en opérations offensives



Libération des Poches

contre les troupes d'occupation et la Milice, et défensives face à celles menées par l'ennemi pour les réduire.

De même, des «groupes francs» vont mettre en œuvre les différents «Plans» prévus pour faciliter les opérations de débarquement allié, en entravant les mouvements de l'ennemi, notamment ses envois de renforts vers les plages du Calvados puis du Var.

La libération de la Normandie puis celles de la Bretagne et du Centre, celle de la Provence, l'arrivée à Paris fin août 1943 du Gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle, les offensives libératrices de la Champagne et de la Lorraine, des vallées



Sur le front de Royan

## LE DOSSIER : LA «BATAILLE DES POCHE»...

du Rhône et de la Saône vont poser le problème de la renaissance et réorganisation de l'Armée française, que l'on va appeler «l'Armée de la Libération».

Problème en termes d'effectifs, pour faire face aux besoins, mais aussi problème d'intégration des combattants de l'Intérieur (F.F.I.), aspirant à rejoindre l'armée souvent en formations constituées à l'expérience militaire et aux formes d'organisation et de commandement fort différentes de celles d'une armée «classique», comme l'est par exemple l'armée B commandée par de Lattre qui voit lors de sa remontée de la vallée du Rhône venir à elle des milliers de combattants des maquis des Alpes ou du Massif central. Ce qui, pour cette armée B, ayant précisément un problème d'effectifs pour poursuivre son offensive vers le nord qui la mènera jusqu'en Alsace, a un aspect positif, mais qui la confronte au problème de leur intégration dans ses rangs.

L'«Amalgame», ainsi que sera appelée cette opération d'intégration des F.F.I., sera difficile à réaliser, des préventions réciproques existant entre eux, fiers d'être des volontaires, voyant dans de nombreux cadres, officiers et sous-officiers de l'Armée des «naphtalinards», opportunément sortis de leur retraite pour voler au secours de la victoire, voire même – ce qui était le cas pour nombre d'anciens de l'Armée d'Afrique – des ex-pétainistes, et ces militaires de métier, pour lesquels les F.F.I. étaient des amateurs, certes ayant une expérience de la guérilla mais pas celle du combat contre une armée régulière aussi expérimentée que la Wehrmacht, et qui étaient par ailleurs hostiles à une hiérarchie militaire classique, pouvant être de plus potentiellement des «bolcheviques»...

290 unités FFI, issues des maquis d'ancienne implantation ou formées à la Libération de leur région, aux appellations diverses (maquis, groupe, bataillon, colonne, demi-brigade, brigade, voire, pour les plus importants régiment), vont être intégrées à l'Armée, formant dans un premier temps 113 bataillons qui donneront naissance à des régiments FFI, portant souvent le nom géographique de leur origine, avant d'être intégrés avec une numérotation classique dans les rangs de l'Armée.

Tout particulièrement à l'Armée B qui, avec leur apport, va devenir la «1<sup>re</sup> Armée», son chef, de Lattre, ayant joué un rôle majeur dans cette opération d'«amalgame», en marquant son estime aux combattants issus de la Résistance, et en intégrant dans ses états-majors des hommes comme les colonels Fabien (commandant le 1<sup>er</sup> régiment de Paris, le futur 15-1, et qui sera tué

à Habsheim le 27 décembre 1944) ou Henri Rol-Tanguy, chef des FFI d'Ile-de-France lors de l'insurrection de Paris.

Si la participation de la 1<sup>re</sup> Armée, ainsi que celle de la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc, intégrée à l'armée américaine, aux campagnes de libération de la Champagne, de la Lorraine, de la Franche-Comté, de l'Alsace, puis à la campagne finale d'Allemagne est décisive pour assurer la place de la France au sein des Alliés, d'autres fronts vont nécessiter un effort militaire soutenu en France même.

Dans les Alpes, où les Allemands occupent le Nord de l'Italie maintiennent avec le concours de fascistes italiens de petites enclaves sur le versant français. Et le long des côtes françaises de la Mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique, où des forces allemandes, se sont retranchées sur ordre d'Hitler dans des ports, afin d'en interdire l'usage aux Alliés pour y débarquer les renforts de troupes et matériels nécessaires à leur offensive contre le Reich. Ce qui va nécessiter une organisation militaire spécifique des forces françaises.

### LES FORCES FRANÇAISES DE L'OUEST (F.F.O.)

Deux décrets, des 19 et 20 septembre 1944, ont instauré le contrôle de l'Armée sur les FFI en prévoyant leur regroupement en bataillons de marche affectés soit aux huit divisions existantes, ou à de nouvelles grandes unités en formation. Tel sera le cas des régiments charentais Foch et Bir Hacheim, de la brigade périgourdine Rac... Entre 65 000 F.F.I. dès octobre 1944, et 85 000 début janvier 1945 participeront ainsi dans le Sud-Ouest au siège des Poches

Le 14 octobre 1944, le général de Larminat est nommé commandant des «Forces françaises de l'Ouest» (F.F.O.), confiant le commandement spécifique de celles positionnées devant les Poches de la Pointe de Grave, de Royan et de La Rochelle – sous le nom de Forces Françaises du Sud-Ouest (F.F.S.O.) – au colonel F.F.I. Henri Adeline. Les diverses formations positionnées devant chacune des Poches porteront des noms spécifiques («Forces Françaises de la Pointe Grave», de Royan, de l'Aunis, de Saintonge...).

Les «Forces Françaises de l'Ouest, intégrées avec celles de Bretagne» au «Détachement d'Armée de l'Atlantique (D.A.A.), souffriront d'un sous-équipement en matériel militaire mais aussi en vêtements, devenant dramatique durant l'Hiver 1944-1945 pour ces combattants F.F.I. ayant dû souscrire un engagement «pour la durée de la Guerre». Ce qui les fera surnommées par eux les... «Forces Françaises Oubliées».



Des combattants de la Brigade Rac

### LES FORCES AERIENNES DE L'ATLANTIQUE (F.F.A.)

Lors de la retraite des forces allemandes du sud-ouest (Landes, Gers, Haute-Garonne...), ils vont abandonner sur divers terrains des avions en panne, des Dewoitine-520 hors d'état de vol. Ils vont être rassemblés sur le terrain d'aviation de Tarbes-Ossun par Marcel Doret, champion de voltige et pilote d'essai des établissements Dewoitine.

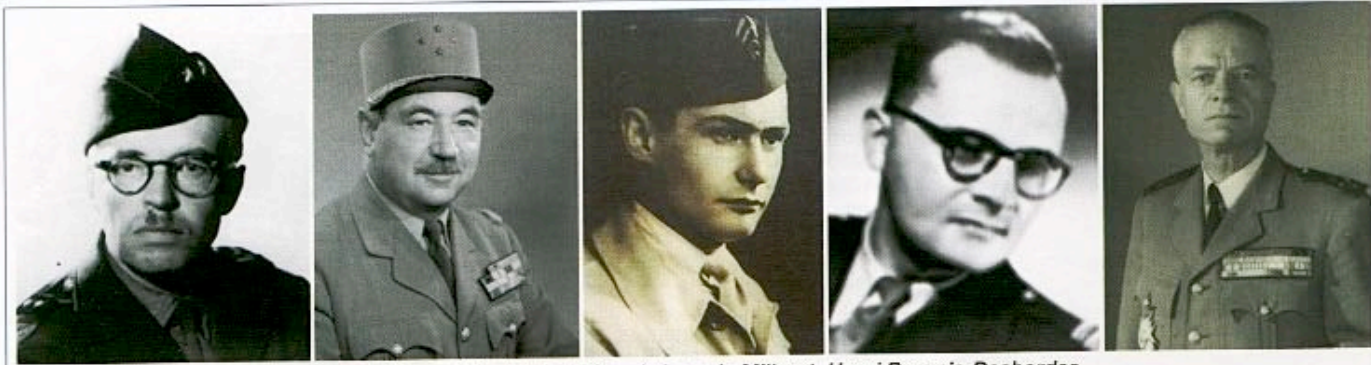
Remis en état, ils formeront, avec une quarantaine d'appareils, le «1<sup>er</sup> groupe de chasse FFI», dit «Groupe Doret» (composé de deux escadrilles commandées par Léopold Galy, pilote en chef de la SNCASE et Jean Cliquet, ex-pilote en chef de Morane-Saulnier). Il sera intégré aux «Forces aériennes de l'Atlantique» (F.F.A.), créées le 28 novembre 1944 par la nouvelle Armée de l'Air française et à la tête desquelles est placé le général Corniglion-Molinier, dont l'état-major est fixé à Cognac; la mission assignée à ces F.F.A. étant «d'appuyer les Forces françaises actuellement engagées dans l'Ouest de la France».

Avec des personnels – 1 400 hommes – issus des FFL, des FFI, de l'Armée d'Afrique et de l'ex-Armée de l'Armistice, les F.F.A. regrouperont le Groupe de chasseurs-bombardiers I/18 «Vendée», le Groupe de chasse II/18 «Saintonge» (que commandera Doret), le Groupe de bombardement 1/31 «Aunis», le Groupe de reconnaissance II/34 «Béarn», Le Groupe de reconnaissance III/33 «Périgord», le «Groupe de l'Aéronavale».

Les F.F.A., subordonnées au «Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force» (S.H.A.E.F.) allié, participeront à partir du 13 décembre 1944 à des opérations de bombardement des fortifications du Mur de l'Atlantique, des Poches de Royan et de la Pointe de Grave.

Renforcées après le 14 avril 1945 par une dotation de 308 avions américains B 26 et P-47, les F.F.A. seront dissoutes le 15 juin suivant, après la libération des dernières «Poches».

Personnels et matériels seront transférés à l'Armée de l'Air.



De g. à dr. : Henri Adeline, Raymond Chomel, Rodolphe Cézard, Jean de Milleret, Henri Borgnis-Desbordes

## LES POCHE DU SUD-OUEST

### LA POINTE DE GRAVE

Avant la Seconde Guerre mondiale, Bordeaux, au fond de l'estuaire de la Gironde, était l'un des principaux ports de commerce français, tourné vers les colonies et possessions françaises d'Afrique et d'Amérique. À partir de 1933, il dispose d'un avant-port à l'extrémité de l'estuaire, au Verdon, permettant notamment l'escale des plus grands paquebots de l'époque.

Conséquence de la retraite des armées françaises devant l'offensive de la Wehrmacht en mai 1940, la ville va devenir, à partir du 14 juin, le siège du Gouvernement français et des Assemblées ayant quitté Paris le 10 juin précédent.

L'Armistice, signé avec le Reich nazi le 22 juin 1940 sur directive de Pétain, Président du Conseil depuis le 16 juin, va placer Bordeaux et l'estuaire de la Gironde dans la zone occupée par les forces armées allemandes, le Gouvernement français devant quitter la ville le 29 juin, pour aller s'établir à Clermont-Ferrand puis, le 1<sup>er</sup> juillet, à Vichy.

Alors que le blocus des côtes françaises – désormais sous contrôle allemand – par la Royal Navy britannique a tari le trafic commercial tant de passagers que de marchandises du port, les Allemands vont le transformer en port militaire, en coopération avec leurs alliés fascistes italiens.

Le 25 juillet 1940, la défaite française actée, la Marine de guerre italienne (*Marina Regia*) décide la création d'un «Commandement atlantique», nommant à sa tête l'amiral Angelo Parona. Fin août 1940, après une visite en France de l'Amiral Parona, les états-majors allemand (*Kriegsmarine*) et italien (*Supermarina*) s'accordent pour établir une base sous-marine mixte sur le site portuaire bordelais, qui sera le siège du «Haut-commandement des Forces Sous-marines Italiennes dans l'Atlantique», la BETASOM (Bordeaux Sommergeile); une base navale italienne annexe sera établie à La Pallice (La Rochelle). Trente-deux sous-marins italiens seront entre 1940 et 1943 affectés à la base Betasom et participeront jusqu'en 1943 à des opérations contre les bateaux alliés; le *Leonardo da Vinci* en coulera 17...

Après la chute de Mussolini le 25 juillet 1943, et la signature le 3 septembre suivant par le gouvernement italien de l'armistice de Cassibile avec les Alliés, les Allemands vont prendre le contrôle d'un sous-marin italien resté à Bordeaux. Après la mise en place le 23 septembre dans le nord de l'Italie de la «République sociale italienne» par le Duce, après sa libération par les Allemands, les militaires italiens qui – ainsi que le fera Enzo Grossi, le commandant de la base italienne de Bordeaux – ne s'y rallieront pas seront internés.

Bordeaux a été libéré le 25 août 1944 et la base navale de Bordeaux sera évacuée le 28 août 1944 par les Allemands, qui se replient sur la forteresse du Nord-Médoc (Pointe de Grave), non sans avoir coulé près de 200 bateaux dans l'estuaire de la Gironde pour en obstruer le chenal. Les fascistes italiens restés présents, les sous-marins et leurs équipages étant dirigés vers les poches de La Rochelle/Oléron, Saint-Nazaire et Lorient.

Près de 4 000 hommes (dont 1400 marins) vont se replier le long de sa rive gauche vers le nord de l'estuaire de la Gironde et se confiner à l'extrémité de la Pointe de Grave, secteur fortifié par les Allemands depuis 1942

(350 bunkers, 110 canons), renforcé par une batterie lourde de deux pièces d'une portée de 30 km, placées sur des plates-formes tournantes sur voie ferrée, par des fossés antichars et des champs de mines, et comprenant les communes de Grayan-et-l'Hôpital, Vensac, Saint-Vixien, Soulac-sur-Mer, Talais, Montalivet et le Verdon-sur-Mer. Le site abrite une station-radar de la Luftwaffe.

Avec les forces allemandes présentes dans les fortifications de la rive nord de la Gironde, autour de Royan et dans l'île d'Oléron – qui forment avec celles de la Pointe de Grave une «Forteresse de l'embouchure de la Gironde» («*Festungen Girondemündung Nord und Süd*»), placée sous le commandement du contre-amiral Hans Michahelles, verrouillant l'accès à Bordeaux et en neutralisant l'utilisation des installations portuaires, tant civiles que militaires.

Ces Forces allemandes de la Pointe de Grave, plus de 4000 hommes, de l'infanterie, de la *Luftwaffe* (Flak) et de la *Kriegsmarine* (bataillon *Narvik*) vont y être assiégées par les Forces Françaises de l'Ouest (F.F.O.) et les Forces Françaises de la Pointe de Grave (FFGR), issues des FFI, et placées – avec celle de la Poche de Royan – sous l'autorité du colonel Henri Adeline, avec pour adjoint d'Anselme.

### LES F.F.I. EN NOMBRE

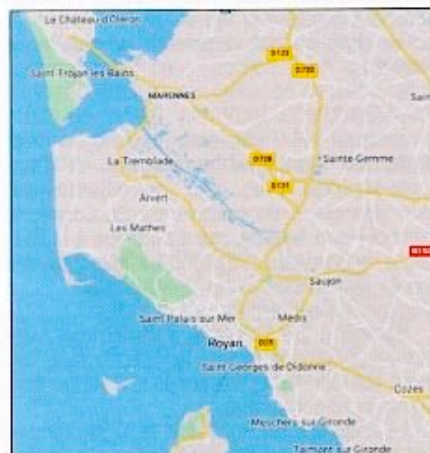
Issue pour l'essentiel des F.F.I. régionales, et placée sous l'autorité de Jean de Milleret (colonel «Carnot»), qui va lui donner ce nom, la Brigade rassemblera au fil des mois les Brigades Baluze, de la Mette, les bataillons Claverie, Léon des Landes, Badie, d'Arcahon, Atlantique, Lot-et-Garonne (regroupés à partir du 25 mars 1945 au sein du 34<sup>e</sup> R.I.), Georges, André, Louis, Penthésilée (corps franc bordelais), Nord-Landais, Blayais, Dordogne-Sud, Tarn-et-Garonne, la Compagnie de Choc Bretagne, le Groupement Marsoin (bataillons Bayard, Pistolet, volontaires espagnols), les bataillons Mixte marocain et Volontaires basques-espagnols («*Guernika*»), le 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie du Lot, le 16<sup>e</sup> groupe de reconnaissance d'infanterie (groupes Klein), l'Artillerie Carnot et le 196<sup>e</sup> R.A.E.M. Lors de l'offensive finale contre la garnison de la Poche, ils seront renforcés par le bataillon Somali des FFL intégré au sein du Détachement armé de l'Atlantique (D.A.A.).

L'attaque, accompagnée de bombardements aériens de marine, débuta à 6h35 le 14 avril 1945, simultanément contre les forces allemandes de la Pointe de Grave et celles de la Poche de Royan («Opération Vénérable»).

Dans la Pointe de Grave, les combats vont durer 7 jours. Au soir du 6<sup>e</sup> jour de l'offensive, les localités de Soulac et du Verdon ont été libérées, la capitulation des dernières forces allemandes, à l'extrémité nord de la Pointe intervenant le 20 avril; les forces françaises auront eu 380 tués et 843 blessés, les forces allemandes 937 tués et 3300 prisonniers.

### LA POCHE DE ROYAN

Le 24 juin 1940 au matin, une unité de la 44<sup>e</sup> division d'infanterie de la Wehrmacht fait son entrée dans la ville de Royan, placée par l'armistice franco-allemand du 22 juin en zone occupée. La Kommandantur allemande 730 s'installe dans le quartier de Foncilion, la *Kriegsmarine* dans celui de Pontailiac à l'Hôtel



du Golf réquisitionné.

Les premiers actes de Résistance dans cette ville de 12 000 habitants vont intervenir dès les premières semaines de l'Occupation. Ainsi, en juillet 1940, les lignes téléphoniques Royan-La Rochelle sont coupées, la vitrine de la permanence du Rassemblement anticommuniste – sous les couleurs duquel Marcel Déat avait en 1939 été élu député de la Charente – est brisée et le 15 août une sentinelle du QG de la *Kriegsmarine* est abattue devant l'Hôtel du Golf. Ce qui entraîne la démission du maire de la ville, qui est frappée par l'amiral von de la Ferrière, commandant local de la *Kriegsmarine* d'une amende de 3 millions de francs, dix conseillers municipaux étant pris en otages...

La Résistance organisée va se structurer à Royan et dans sa région autour de Roger Bolleau (alias *Germain*), postier auxiliaire, de Jean Papeau, instituteur, tous deux communistes, de Gaston Thibaudeau (alias *Marché*), de Robert Baillet, tous deux officiers en retraite, qui rejoindront l'A.S., de Louis Bouchet, un épicier radical-socialiste...

Le groupe *Germain* va être décimé début 1942, 22 de ses membres étant arrêtés; Roger Bolleau ainsi que deux professeurs communistes du collège de Royan, Léonce Laval et Robert Dartagnan, seront exécutés le 21 septembre 1942 au Mont-Valérien.

Franck Lamy, un Ingénieur des Ponts et Chaussées à Royan, Responsable du Port et du service des gardiens de phares, entré en résistance dans l'Armée Secrète puis à l'OCM, que dirige localement Thibaudeau («*Marché*») et Madeleine Fouché («*Françoise*»), fait saboter le bateau-drague afin de gêner les mouvements de l'occupant dans le port, il fournit à la Résistance les plans du fort du Chay, des renseignements sur les ponts sur route de la zone de Royan... Dénoncé, il est arrêté le 17 mars 1944 par la Gestapo. N'ayant rien livré sur son réseau, il est transféré à Compiègne et déporté à Neuengamme, où il meurt en décembre 1944, victime de dysenterie et des sévices.

La Gestapo aura mené début 1944 une vague de répression conduisant, outre à celle de Franck Lamy, aux arrestations des commandants Baillet et Parizet, de René Caron et Louis Bouchet, qui ne reviendront pas de déportation; Paul Bouchet prendra la suite de son frère. Lorsqu'il sera arrêté à son tour le 3 novembre 1944, lui succéderont le pasteur Besançon puis, après le bombardement, le Dr Domecq dit «*Toto*».

## LE DOSSIER : LA «BATAILLE DES POCHE»...

Car la Résistance, malgré les arrestations et la répression – Le 16 septembre 1944, deux Résistants sont assassinés à Suzac, le 12 décembre un autre est tué à Arvert, – va rester active dans ce qui va devenir la «Poche de Royan».

### LA «FESTUNG» ROYAN

En août 1944, plusieurs maquis, de Charente, de Dordogne convergent en Charente-Maritime avec ceux du département. L'un des chefs du maquis de Dordogne, le colonel Henri Adeline, qui a participé à la libération de Bordeaux, va prendre la direction des forces ainsi rassemblées, installant son P.C. à Cognac le 6 septembre.

Saintes a été libérée le 4 septembre, Mortagne-sur-Gironde le sera le 7 septembre, Talmont-sur-Gironde et Marennes le 9 septembre, Cozes le 18 septembre.

La libération de Rochefort le 12 septembre par le groupement FFI Bir-Hakeim (Charente), coupant la liaison entre les forces allemandes de La Rochelle et celles de Royan, va conduire le colonel Pohlmann, commandant la place de Royan, à décréter l'état de siège; ce qui forme de facto la «Poche de Royan».

Avec en son centre sur la côte de l'estuaire de la Gironde la ville de Royan, la «Poche est constituée par la presqu'île d'Arvert, délimitée par l'estuaire de la Seudre au nord, au nord-est par une ligne allant de Saujon à la Pointe de Suzac, protégée par les marais riverains de la Seudre et qui forme, avec le sud de l'île d'Oléron, un camp retranché d'environ 500 km<sup>2</sup>.

Les défenses de la Poche incluent 1 229 ha minés avec 180 000 mines antipersonnel et 35 000 mines antichars, des dispositifs anti-tanks chargés de l'obstruction des plages, 43 points d'appui, des groupes de bunkers à la périphérie de Royan, 218 ouvrages côtiers bétonnés, dont une batterie lourde de deux pièces d'une portée de 30 km à la pointe de La Coubre, d'autres batteries plus petites, avec plus de 300 canons.

Les forces rassemblées pour défendre la «Festung» Royan comprennent trois groupes d'artillerie côtière, un bataillon d'infanterie de forteresse, un groupe de DCA (*Flak 999*), deux bataillons d'infanterie, deux bataillons de cosacs, des marins rescapés des bateaux coulés dans l'estuaire de la Gironde par les bombardements anglais des 12 et 13 août 1944 et qui ont formé le bataillon *Tirpitz*, déployé le long de la Seudre. Au total 5 500 hommes dont 130 officiers, commandés par le colonel Hartwig Pohlman jusqu'au 26 novembre 1944; le contre-amiral Hans Michaelles ayant alors l'autorité directe sur les deux «Festungen» Gironde Nord et Sud, comme *Seekommandant Gascogne*. Même si des liaisons par voie maritime avec La Rochelle, et aériennes de nuit avec le Reich (permettant l'acheminement de courrier) relativise un peu l'isolement, les assiégés vont connaître des difficultés croissantes; en premier lieu de ravitaillement, ce qui conduit au rationnement.

Cela va amener les Allemands à favoriser puis contraindre – pour diminuer le nombre de bouches à nourrir – la population civile à évacuer la Poche, lors de trêves négociées.

### LA LIBÉRATION DE LA POCHE

Les forces allemandes, retranchées dans Royan et sa périphérie, sont assiégées par 8 000 F.F.I. qui, sous l'autorité d'André Adeline, vont former les «Forces Françaises de Royan» (FFRY), parties intégrantes des Forces Françaises du Sud-Ouest» (FFSO).

À l'embouchure de la Seudre sont déployés les 1 200 hommes du «bataillon Roland» (FFI de Dordogne, groupe «Gambetta de Haute-Vienne»...), commandé par Raoul Christophe (alias *Krivi*) en l'absence de Roland Clec (*Roland*) et dont le P.C. est à Marennes.

Les 3 000 hommes des 3 bataillons du «régiment RAC» (FFI de l'AS de Dordogne nord), dont le P.C. est à Saint-Porchaire et est commandé par Rodolphe Cézard (alias *Rac*), sont positionnés entre l'Éguille et Saujon. La «demi-brigade Armagnac» (1 700 hommes), formée des maquisards gersois, commandée par Henri Monnet, renforcée par le bataillon de l'École navale du Lot-et-Garonne, un bataillon du régiment de Bigorre et un bataillon gersois a son P.C. à Port-d'Envaux.

Commandés par le commandant Christophe, qui a remplacé le colonel Bernard Lelay, les 4 bataillons du «régiment FTP Bernard», avec son P.C. à Thénac, et fort de 1 500 hommes des maquis charentais, se déploient entre Saujon et Cozes.

Et, entre Cozes et Talmont-sur-Gironde, formé par des maquisards de Dordogne-sud et du groupe O.C.M. charentais Georges la Bruyère, le «régiment Z» regroupe 1 900 hommes dans ses 6 bataillons placés sous le commandement de Georges Moressée (alias «Z»), dont le P.C. est installé à Gémozac.

Ces forces terrestres sont appuyées par les «Forces Aériennes de l'Atlantique» (FAA), commandées à partir du 25 novembre 1944 par le général Corniglion-Molinier, avec son P.C. à Cognac.

À l'automne, l'état-major – et le pouvoir politique – décident de réduire la Poche: ce sera «l'Opération indépendance», préparée en concertation avec les Américains, l'offensive terrestre prévue pour la mi-décembre devant être appuyée par un bombardement, étant entendu que les civils auraient été évacués préalablement. Retirée d'Alsace, la 1<sup>re</sup> DFL, arrivera sur place pour y prendre part.

L'offensive allemande des Ardennes entraînera le report de l'«Opération» au 10 janvier 1945, mais, le commandement américain maintiendra la décision de bombarder Royan: le 5 janvier 1945, plusieurs centaines de bombardiers Lancaster largueront 2 000 tonnes de Bombes qui détruiront Royan à 95 % et feront 500 morts et 1 000 blessés civils.

Débutant le 15 avril 1945, rebaptisée «Opération Vénérable», l'offensive libératrice terrestre, appuyée par un bombardement aérien américain et naval français, mobilisera la «division de marche Gironde» (23 700 hommes), la «Brigade d'Oléron» (6 700), la 2<sup>e</sup> DB, le 13<sup>e</sup> Dragons.

Après deux jours de combat, le 17 avril 1945, l'amiral Hans Michaelles, à son quartier-général de l'hôtel du Golf de Royan, remettra sa reddition au capitaine Edmond Voillaume, du 13<sup>e</sup> Dragons.

### L'ÎLE D'OLÉRON

Les Allemands avaient occupé l'île dès le 29 juin 1940, sa situation, à 14,5 km au nord de l'estuaire de la Gironde, et au large de la côte charentaise lui conférant une réelle importance stratégique.

Seconde île française par sa superficie, 174 km<sup>2</sup>, 30 km du sud au nord, 8 km dans sa plus grande largeur, peuplée de 12 000 habitants, elle va être fortifiée à partir de mars 1941 par des compagnies de pionniers, des *ostarbeiter* (prisonniers du front de l'Est) et des réquisitionnés oléronais, charentais et vendéens. Sont ainsi construits autour de l'île 32 *Stützpu-*

*nkt* (points d'appuis) et des positions de campagne, équipés pour certains de pièces d'artillerie de 75 à 115 mm, des tétraèdres de béton, des «asperges de Rommel», des hérissons, des pieux et champs de mines sont installés sur les plages.

La garnison allemande, dont la *kommandantur* est installée à Saint-Pierre-d'Oléron, est sous l'autorité du capitaine de corvette (*Korvettenkapitän*) Schiltz von Görtz und von Wrisberg, lequel dépend du secteur de La Rochelle commandé par le *vidzeamiral* Ernest Schirlitz. Elle comporte environ 2 200 hommes (dont 163 anciens sous-marins italiens de Bordeaux affectés à des tâches administratives, 50 Polonais, 40 Russes). 1 380 sont issus de la *Kriegsmarine* et servent pour l'essentiel l'artillerie côtière, la D.C.A. (Flak-marine) et les installations radar d'une portée de 60 km, 350 de l'Armée de terre (*Heer*) de la *Wehrmacht*, sont d'unités d'artillerie et infanterie de forteresse.

### LA RÉSISTANCE

Dans l'île occupée, la Résistance s'est développée sous l'impulsion du lieutenant Dreux, et, surtout à partir de juin 1942, avec la création du réseau *Centurie*, réseau de renseignement de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.), par Pierre Wiehn et Robert Etchebarne. Elle sera décapitée par la Gestapo le 11 octobre 1943 mais se réorganiserait, établissant fin 1944, un QG clandestin à Saint-Pierre. En avril 1945, Emile Schwartz de Boyardville en prend la direction.

Le lundi 30 avril à 4h56 débute l'«Opération Jupiter», Oléron, après ceux de Corse, de Normandie et de Provence, c'est le 4<sup>e</sup> débarquement libérateur: après une préparation d'artillerie depuis la côte charentaise et un message radio demandant aux 17 groupes de Résistants de l'île de passer à l'action, 24 péniches de débarquement, 22 camions GMC amphibie et 42 bateaux de pêche vont débarquer en 3 vagues d'assaut 675 hommes, dont 325 hommes du 158<sup>e</sup> R.I. (l'ex-1<sup>er</sup> Régiment du Gers) et établir une tête de pont permettant l'arrivée de renforts. La *French Naval Task Force* et deux *Spitfire* du «groupe Saintonge» pilonnent les Allemands. À la fin de la Journée, 3 200 hommes – sur les 8 000 participant à l'opération – ont été débarqués, ainsi que des chars Somua du 13<sup>e</sup> Rgt. de Dragons et des chenillettes. Le 1<sup>er</sup> mai à 1h du matin, des commandos du corps franc «Armagnac» débarquent à leur tour.

Après de violents combats qui durent toute la journée, Schiltz von Görtz und von Wrisberg, est fait prisonnier à 14h30 dans son blockhaus de Saint-Pierre-d'Oléron, les garnisons de Boyardville et du fort des Saumonards ne se rendront qu'à 22 heures. Les pertes françaises sont de 18 tués et 56 blessés, les Allemands ont eu une cinquantaine de tués, 60 blessés et 1 700 prisonniers.

### LA POCHE DE LA ROCHELLE

L'armistice signé par la France avec le Reich le 22 juin a placé, comme toute la côte atlantique du pays, La Rochelle, ville portuaire de plus de 47 000 habitants dans la zone occupée. Dès le lendemain 23 juin 1940, après qu'un premier détachement de la *Wehrmacht* poursuivant son avance vers le sud a fait son entrée à 10 heures à La Rochelle, Léonce Vieljeux, maire de la ville depuis 1930, va, dans l'après-midi, refuser d'accéder à la demande d'un officier allemand de remplacer au fronton de l'Hôtel-de-ville le drapeau français par un drapeau nazi.

## LE DOSSIER : LA «BATAILLE DES POCHE»...

Léonce Vieljeux va par la suite prolonger ce premier acte de Résistance en entravant dans les semaines suivantes le placardage sur les murs de la ville des avis et affiches de propagande nazie, notamment anti-anglaise après l'affaire de Mers-el-Kébir : «une pareille obligation n'est pas prévue dans les clauses de l'armistice» dira-t-il. La sanction viendra vite : le 22 septembre 1940, il est destitué de sa fonction de maire et remplacé par René Godard ; et le 17 juin 1941, il sera expulsé de la ville et assigné à résidence près de Jarnac.

Cet esprit de Résistance s'est aussi manifesté le 1<sup>er</sup> septembre 1940 par le sabotage d'un câble téléphonique reliant Royan à La Rochelle par un jeune chaudronnier de 21 ans, Pierre Roche ; arrêté par les Allemands, défendu devant le tribunal militaire allemand de la *Feldkommandantur* 540 de La Rochelle par le bâtonnier Fontaine assisté de Léonce Vieljeux, il est condamné à mort et fusillé le 7 septembre dans la cour de la caserne Mangin, quartier général des forces d'occupation à La Rochelle.

Chef-lieu de la Charente-Maritime, principale ville du département par sa population devant Saintes et Rochefort, La Rochelle, par son port en eau profonde inauguré en 1890 par le Président Sadi Carnot, par ses bâtiments administratifs, militaires et ses industries, telle la Société aéro-maritime de l'Atlantique (SAMA), va avoir une grande importance pour les forces d'occupation qui, pour installer leurs services, vont réquisitionner l'Hôtel-de-ville, le Casino, des écoles, les casernes, et prendre le contrôle de la gare centrale et du terrain d'aviation de Laleu.

La *Feldkommandantur* 540 s'installe rue Albert 1<sup>er</sup>, les services allemands de réquisition économique Place de Verdun, la Gestapo 63, rue Jeanne d'Albret, la *Kriegsmarine* en juin 1941, l'«Hôtel des Etrangers», 8 rue des Dames, lui étant affecté. Un bunker souterrain de 280 m<sup>2</sup> attenant, destiné à abriter les hauts officiers de marine, est édifié. Un *Hafenkommandant* («Commandant du Port») résidant au quartier de la Pallice, prend la direction du port de guerre et de la capitainerie.

### LA BASE SOUS-MARINE DE LA PALLICE

À partir d'avril 1941, c'est dans le bassin de ce quartier de la Pallice, que les occupants entament la construction d'une base de sous-marins (*U-boots*), dont la réalisation est confiée à l'Organisation Todt. Les travaux, qui se poursuivront jusqu'en 1943 vont mobiliser 2143 travailleurs. Le Bunker, de 192, 25 m de long, 165 m de large et 19 m de haut, subdivisé en 10 alvéoles, a des murs de béton de 2 m à 3,5 m d'épaisseur, et une toiture composée de 2 dalles de béton fortement armé de 3,5 m d'épaisseur.

La 3. *Unterseebootsflottille* va être, comme «*Frontflottille*» («Flotte de combat»), affectée à partir de novembre 1941 à la base de la Pallice ; laquelle recevra en outre en escale de nombreux autres sous-marins allemands opérant dans l'Atlantique.

Jusqu'en 1944, 93 *U-Boots* en feront partie ; beaucoup seront coulés par les Alliés, souvent renseignés sur leurs mouvements par la Résistance rochelaise, qui par ailleurs multipliera les sabotages. Ainsi, en août 1943, le Réseau «Alliance» – qui compte sur place plus de 100 membres dont Léonce Vieljeux – signale le départ de 5 *U-Boots* qui seront coulés par la R.A.F.

À l'automne 1940, ancien trésorier des Jeunesses communistes, Paul Guérit avait



La base sous-marine de La Pallice.

mis en place l'Organisation Spéciale (O.S.) du P.C. clandestin, Lucien Bialé adhère en novembre 1941 au Front National, Louis Sautel, secrétaire régional du P.C. en 1939, crée le 1<sup>er</sup> octobre 1942 à La Rochelle le 1<sup>er</sup> groupe FTPF. Chef départemental des FTPF, Paul Manauthon, est mortellement blessé le 30 septembre 1943 par la Gestapo, Emile-Louis Tixier, chef du détachement FTP «Liberté», est fusillé le 5 novembre.

En 1942 se développe autour de Léopold Robinet, membre du Parti socialiste clandestin, le groupe «Honneur et Patrie», lié à l'O.C.M. Arrêté le 16 décembre 1943, Robinet sera fusillé au camp de Souge le 11 janvier 1944 avec Eugène Lisiack.

Citons les réseaux Fillot, Mithridate, Famille, Eleuthère, Centurie et «CND-Castille», qui transmettra à Londres les plans de la Base d'*U-Boots* et de Flak...

La base de la Pallice ainsi que l'aérodrome de Laleu, où la Luftwaffe a positionné des appareils chargés de protéger les entrées et sorties d'*U-boots*, auront aussi été, de 1941 à 1944, la cible de 42 raids alliés. Du 9 au 19 août 1944, 2500 tonnes de bombes alliées sont larguées sur le *U-bunker*...

### L'ÉVACUATION

Ces attaques aériennes mais surtout l'évolution de la situation militaire créée par le débarquement de Normandie, vont avoir des conséquences à La Rochelle : la 3. *Unterseebootsflottille* est évacuée le 20 août 1944 vers la Norvège et, déclarée «*Festung*» (forteresse) avec l'Île de Ré, la ville va devenir, avec ses environs, l'une des «Poches de l'Atlantique» ; vers laquelle vont refluer quelques unités allemandes en retraite évacuant le sud-ouest.

La «Poche», d'une superficie de 400 km<sup>2</sup> avec une cinquantaine de milliers de civils, est du côté terre protégée par deux lignes de défense, s'appuyant sur des marais, des champs de mines et fossés antichars. Du côté mer, elle est protégée par les fortifications du Mur de l'Atlantique sur l'Île de Ré.

Placée depuis le 20 août 1944 sous l'autorité du *vizeadmiral* Ernst Schirlitz, la «Poche» a, au moment de son encerclement par les forces françaises en septembre 1944, une garnison de l'ordre de 15000 hommes, dont 8118 de la *Kriegsmarine*, parmi lesquels, restés à terre à La Rochelle, 691 du *Marine-Regiment Zapp* issu de la 3. *Unterseebootsflottille*.

Le siège de la Poche de La Rochelle va être mené par 10000 F.F.I. de la Région formant les Forces Françaises de l'Aunis (FFA) dépendantes des Forces Françaises du Sud-Ouest (FFSO) commandées par le colonel Adeline : groupes Bir Hakeim (6<sup>e</sup> R.I.), Chaumette (114<sup>e</sup> R.I.) Foch, France-Saumur, Fournier, Hélias, Brigade FTP Demorny, Ricco, Brenner. Et sera formé par les Résistants à l'intérieur de la Poche, le régiment «Jean-Guitton».

Ancien chef de maquis A.S. de la Vienne, le colonel Bernard Chêne est, avec pour adjoint l'officier de marine Hubert Meyer, nommé commandant du secteur de La Rochelle.

Mais, à la différence des autres poches, un accord officieux va intervenir le 18 octobre 1944 entre le *Vizeadmiral* Schirlitz et Hubert Meyer : les Français s'engagent à ne pas fran-

chir un fossé antichar et à ne pas faire intervenir l'aviation alliée, les Allemands à ne pas détruire les installations du Port.

Globalement, même si cependant des affrontements meurtriers mais limités eurent constamment lieu, l'accord, bien qu'officiellement dénoncé sur ordre de Larminat le 10 février 1945, tint jusqu'à la capitulation allemande du 8 mai 1945. Le lendemain, Schirlitz signait la reddition de la «Poche de La Rochelle».

### L'ÎLE DE RÉ

Occupée depuis le 29 juin 1940 par la Wehrmacht, l'Île de Ré (9000 habitants sur 85 km<sup>2</sup>) va passer partir de mai 1942 sous le contrôle de la *Kriegsmarine*, comme bastion avancé protégeant la base sous-marine de La Pallice.

En 1944, la garnison – qu'est venue renforcer, commandée par le capitaine Asconi, une compagnie italienne détachée du bataillon San Marco de la base navale de Bordeaux – comprend 2300 hommes placés sous le commandement du *Kapitan zur See* Oskar Günther, dont le Q.G. est à la Couarde.

Elle comprend des troupes de marine (artillerie légère, artillerie côtière, artillerie antiaérienne de marine), une compagnie d'infanterie de forteresse dans le secteur d'Ars-en-Ré, une compagnie de Flak sur la pointe de Sablanceaux, les opérateurs d'une station radioélectrique au phare des Baleines ; ce sont souvent des effectifs âgés ou très jeunes, avec parmi eux des Autrichiens, des Alsaciens, Polonais, des Russes peu motivés. Installé début 1944, l'équipement le plus redoutable est constitué par la batterie Karola avec ses deux tourelles doubles d'une portée de 37 km, issues du croiseur *Seydlitz*.

À plusieurs reprises, vidée de ses détenus de droit commun, la citadelle de Saint-Martin-de-Ré recevra des internés administratifs, des travailleurs surveillés, en février 1944 des condamnés politiques venant du camp de Pithiviers, des Résistants...

À l'initiative du commandant Albert Ribot et sous la direction du lieutenant Bayonne, un premier réseau de Résistance lien a été constitué en 1941. Après son démantèlement, d'autres structures résistantes voient le jour, liées au «réseau Alliance», à l'O.C.M. et au Front National. Elles seront elles aussi frappées : en septembre-octobre 1943, soixante Résistants rétais sont arrêtés, avec le concours du chef départemental du RNP et de la Milice.

Début 1944, organisé sous la conduite de Ferdinand Couillaud («commandant Marc»), avec à ses côtés Jean Drillaud (Ars-en-Ré), Bernard de la Bigne (Saint-Martin de Ré), Camille Perrain (La Noue), le réseau de Résistance «Manipule» recueille – notamment auprès de soldats russes et polonais de la Wehrmacht ainsi qu'italiens – des renseignements sur les défenses de l'Île et le moral des troupes, et les transmet par radio au Détachement d'Armée de l'Atlantique, ou au réseau «Alliance».

Les accords passés en octobre 1944 entre assiégés et assiégeants de la Poche de La Rochelle incluaient l'Île de Ré. Ils faillirent être remis en cause par l'initiative d'un officier des services secrets... américains (O.S.S.) basé à l'Aiguillon qui fit, le 7 mai, débarquer sur l'Île un commando ; lequel dut repartir.

La libération officielle intervint le 9 mai 1945, la garnison allemande étant internée à la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, à la Couarde et à Rivedoux.

## LES POCHE DE BRETAGNE

### LA POCHE DE SAINT-NAZAIRE

Elle se forme début août 1944, dans des circonstances voisines de celle, plus au nord-ouest, de Lorient. Plus précisément le 4 août 1944, avec la destruction du Pont Saint-Clair à Guenrouët, édifié entre 1854 et 1857 pour remplacer un ancien bac sur la rivière Isac, affluent de la Vilaine. Cette destruction, avec celle du pont de Melneuf plus en aval fait de de l'Isac, de la Vilaine et du canal de Nantes à Brest une limite nord/nord-ouest de la Poche.

Sous-préfecture de Loire-inférieure, d'environ 45 000 habitants, Saint-Nazaire, jusqu'à petit port d'estuaire, avait connu un essor au 19<sup>e</sup> siècle, se développant sous le règne Napoléon III en devenant, les navires de gros tonnage ne pouvant plus remonter la Loire jusqu'à Nantes, son port avancé.

En 1856, le premier bassin, celui de Saint-Nazaire, est creusé. En 1862, l'ouverture des premiers chantiers navals amorce l'industrialisation de la ville et la modernisation de ses installations portuaires. En 1865, le quartier de Méan, situé à proximité des chantiers de Penhoët, est intégré à Saint-Nazaire. Ce sera le premier chantier naval français à lancer des navires modernes avec des coques en métal. En 1881, l'inauguration du second bassin, celui de Penhoët, permet l'escale d'un nombre de navires plus important.

Pendant la Première Guerre mondiale, Saint-Nazaire est le plus important port de débarquement des troupes américaines. La construction aéronautique a fait son apparition dès 1922 sur le site et, entre 1931 et 1932, la forme-écluse Joubert est réalisée: elle va permettre la construction du paquebot «Normandie».

Lors de l'invasion de la France en 1940, Saint-Nazaire va être un des ports d'évacuation vers les côtes anglaises, harcelés par la Luftwaffe, de civils et militaires britanniques, de troupes polonaises, de Belges...

Deux jours après Nantes, Saint-Nazaire va être occupée le 21 juin 1940 par la Wehrmacht, le port étant ensuite investi par la Kriegsmarine. Laquelle va l'utiliser, ainsi que ses chantiers navals, pour sa flotte de l'Atlantique (tels le cuirassé *Bismarck* ou le croiseur *Prinz-Eugen*).

### LA BASE SOUS-MARINE

Saint-Nazaire va être aussi choisie pour être le site de l'une des cinq bases sous-marines allemandes édifiées sur la côte atlantique. Avec le concours de l'Organisation Todt, elle va être construite à la place du bassin de retournement des bateaux de la «Compagnie générale transatlantique». Les travaux de construction des 14 alvéoles (8 de radoub et 6 à flot, chacune pour deux U-boots) – qui mobiliseront 1502 travailleurs et 3166 requis s'étaleront de février 1941 à juin 1942. La base a 300 m de longueur, 130 m de large et 18 m de haut, avec un toit d'environ 8 m d'épaisseur.

Arrivé le 29 septembre 1940, l'U-46 est le premier sous-marin allemand à entrer à Saint-Nazaire, bientôt rejoint, entre janvier et juin 1941, par le reste de la 7 *Unterseebootsflottille*, transférée de Kiel; 111 sous-marins lui seront affectés jusqu'au 23 septembre 1944. À partir de février 1942, la 6 *Unterseebootsflottille*, transférée de Dantzig, est elle aussi affectée à la base de Saint-Nazaire: ses 91 unités feront jusqu'en août 1944 des ravages dans les convois alliés de l'Atlantique.

Cela conduira les Alliés, bénéficiant d'informations fournies par la Résistance, à ef-

fectuer le 28 mars 1942 sur Saint-Nazaire un raid («Operation Chariot»), qui mettra la cale sèche Joubert hors service jusqu'à la fin de la guerre, et par la suite à effectuer plusieurs raids de bombardement sur la cité portuaire; celui du 14 juillet 1943 incendiant une grande partie de la ville.

En août et septembre 1944, leurs bases françaises étant menacées par l'avancée des troupes alliées, les sous-marins allemands – tels ceux des 6 et 7 *Unterseebootsflottilles* vont migrer vers les bases norvégiennes de la *Kriegsmarine*. Seul le U-255, resté à Saint-Nazaire, effectuera le 7 mai 1945 une mission de liaison avec la base de la Pallice, y apportant du fuel et des vivres.

### LA «FORTERESSE DE SAINT-NAZAIRE

Consacrée «forteresse» par Hitler le 11 janvier 1944, Saint-Nazaire va être l'un des points de repli de la Wehrmacht après la percée des Alliés sur le Front de Normandie et leur pénétration en Bretagne, en même temps que se développe l'insurrection nationale dans le Sud-Ouest et le Limousin.

Début août 1944, après avoir évacué leurs sous-marins vers la Norvège alors sous leur contrôle, les Allemands – accompagnant la formation de la Poche par des exactions tels l'assassinat de deux personnes le 10 août 1944 à Notre-Dame-de-Grâce, de 3 autres le 11 août 1944 à Loncé (Montoir-de-Bretagne), le massacre le 14 août de 9 personnes – dont des enfants – au Moulin-neuf, hameau de Saint-Etienne-de-Montluc, le meurtre d'une femme le 27 août 1944 à Fégréac... – vont concentrer entre le 4 août et le 15 août près de 30 000 hommes sous le commandement du général d'aviation Hans Junck dans ce qui devient la «Poche de Saint-Nazaire»; le contre-amiral Hans Mirow gardant le commandement de la base sous-marine, qui restera en liaison sous-marine avec les bases norvégiennes.

Deux canons français de 240 mm près de Batz-sur-mer et deux autres du même type à la Pointe Saint-Gildas sécurisent l'entrée de l'estuaire, d'autres batteries plus modestes sont mises en place, la Flak comprend 80 pièces anti-aériennes de gros calibre en une vingtaine de batteries; au total, les Allemands disposent de 700 pièces d'artillerie...

La ligne de front part de l'embouchure de la Vilaine, longe le canal de Nantes à Brest, jusqu'à Blain, passe à l'extérieur de Bouvron, Malville, et, en incluant descend jusqu'à Cordemais, traverse la Loire et, en incluant Saint-Viaud, Paimbœuf, Arthon-en-Retz, Saint-Père-en-Retz, Saint-Brevin-les-Pins, Saint-Michel-Chef-Chef, La Plaine-sur-Mer, Préfaïlles et Sainte-Marie-sur-Mer, joint Frossav à Pornic, sur le littoral, au sud de l'estuaire.

Près de 130 000 civils – les «Empochés» ou «Pochards» – restent sous occupation...; du moins au début car, pour diminuer leurs problèmes de ravitaillement, les Allemands vont au fil des mois autoriser des départs via la gare de Cordemais. Ainsi, en trois convois, 20 000 civils seront évacués.

Saint-Nazaire ville, visée par des bombardements meurtriers et destructeurs en février 1942, en janvier, février, mars, avril et mai 1943, a été vidée de ses habitants, la *Kommandantur* est installée à la Baule, la sous-préfecture s'est repliée à Pontchâteau, les services municipaux à Pornichet.

L'occupation de la Poche va durer jusqu'à la capitulation nazie du 8 mai 1945. Le siège, appuyé initialement par de l'artillerie améri-

caine, va en être mené au nord de la Loire par des forces issues essentiellement des F.F.I. de Loire-Inférieure (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> bat.), du Morbihan (1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> bat.), des Côtes-du-Nord (7<sup>e</sup> bat.), d'Ille-et-Vilaine (1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> bat.), du Maine-et-Loire (1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> bat.), de la Sarthe (8<sup>e</sup> bat.), de l'Indre (partie de la Brigade Charles-Martel), et le bataillon Patriarche, la compagnie autonome Le Chouan, l'escadron autonome de chars Besnier.

Au sud de l'estuaire, le secteur méridional de la Poche est assiégé par des unités FFI de Loire-Inférieure (1 bat.), Vendée (3 bat.), Vienne (4 bat.) Haute-Vienne (1 bat.), de l'Indre (partie de la Brigade Charles-Martel). Toutes ces unités, ainsi que de nombreux groupes francs, vont progressivement être regroupées et transformées en régiments réguliers des «Forces Françaises de l'Ouest» (FFO) créées le 14 octobre 1944 et placées sous le commandement du général de Laminat, FFO qui incluent les «Forces Françaises de Loire-Inférieure» (FFLI), lesquelles vont progressivement constituer la 25<sup>e</sup> D.I., forte de 16 500 hommes, placée sous le commandement du colonel – nommé général le 25 décembre 1944 – Raymond Chomel, le «Charles Martel» des maquis du Berry. Commandée par le général Herman Kramer, la 66<sup>e</sup> D.I. américaine, relevant la 94<sup>e</sup> D.I., participe au blocus de la Poche.

Pendant près de neuf mois, mal armés, mal équipés, mal ravitaillés – y compris durant le dur hiver 1944-1945 – les troupes issues des maquis vont mener des harcèlements contre l'ennemi, contenir ses tentatives de sortie – notamment au sud de la Loire – à la recherche de ravitaillement.

La Résistance a été aussi active à l'intérieur de la Poche. Le Bataillon FFI de la Poche va, profitant des trains d'évacuation, s'en exfiltrer pour rejoindre les forces FFI assiégeantes; et les Résistants restés à l'intérieur vont se concentrer sur l'activité de renseignement (établissement de cartes des positions allemandes, des champs de mines, des batteries côtières) que les passeurs acheminent de l'autre côté du front, mise en place clandestine des Comités locaux de Libération (CLL), établissement de faux papiers; évasions d'aviateurs alliés, préparation de l'aide à une offensive libératrice...

### LA CAPITULATION ALLEMANDE

La capitulation des Allemands interviendra avant que celle-ci ait eu lieu: le 8 mai 1945, à 13h30, un armistice est signé à Cordemais, les assiégés ayant jusqu'au 10 mai pour procéder au déminage. La cérémonie officielle de reddition du général Hans Junck aux généraux Kramer et Chomel se déroulera le 11 mai à 10 heures, à l'hippodrome du Grand Clos à Bouvron. 28 000 Allemands, dont 2 généraux et 2 amiraux, entrent en captivité.

### LA POCHE DE LORIENT

Lorient est encore de nos jours un des principaux sites militaires maritimes de la France. Son origine remonte au XVII<sup>e</sup> siècle quand, en 1688, les établissements de la «Compagnie française des Indes Orientales» sont réquisitionnés par la marine royale lors de la Guerre dite de la «Ligue d'Augsbourg» ou de «Succession d'Angleterre» que mène la France, alliée à l'Empire ottoman contre une coalition de puissances européennes.

En 1733, la «Compagnie des Indes» construit des magasins généraux destinés à

l'armement et au désarmement des navires, en 1755, l'arsenal commence à se développer à l'est du Scorff, petit fleuve côtier qui rejoint le Blavet en rade de Lorient, et ouvre trois cales à Lanester. Lors de la Guerre d'indépendance américaine, que soutient la France, plusieurs corsaires ont Lorient comme port d'attache.

En relatif sommeil sous la Révolution et l'Empire, et jusqu'à la fin de la Monarchie de Juillet, l'activité militaire va reprendre dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, avec la modernisation industrielle. La forme de radoub est agrandie et une deuxième est ouverte en 1861, année de la sortie de la frégate cuirassée *La Couronne* de l'Arsenal, où d'autres navires de guerre seront construits. En 1865, le chemin de fer arrive à Lorient, qui, abritant le 3<sup>e</sup> dépôt des Équipages de la flotte, va devenir aussi ville de garnison pour le 62<sup>e</sup> R.I. et le 1<sup>er</sup> Rgt. d'Artillerie coloniale, que d'autres régiments viendront rejoindre lors de la Première Guerre mondiale; une Brigade des fusiliers-marins est créée le 7 août 1914 avec le surplus d'effectif de la Marine.

Dans l'entre-deux guerres, l'Arsenal de Lorient va livrer à la Marine nationale de nombreux navires de guerre, tels les croiseurs *La Motte-Picquet* (1924), *Tourville* (1926), *Jean-de-Vienne* (1935), les sous-marins *Henri-Poincaré* et *Poncelet* (1929), plusieurs contre-torpilleurs et avisos-dragueurs de mines...

La guerre déclarée en septembre 1939 à l'Allemagne a pris avec l'offensive 10 mai 1940 de la *Wehrmacht* à travers les Ardennes, l'encercllement des troupes anglaises et françaises à Dunkerque, et la rupture du front, un tour dramatique. Ayant franchi la Seine, la *Wehrmacht* a mené une offensive à l'Ouest: Rennes est occupée le 17 juin 1940, Saint-Brieuc, Pontivy et Ploërmel le 18 juin.

Le 21 juin, à Guidel, à une quinzaine de km au nord-ouest de Lorient, à 10 h du matin, une section du 11<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Marine s'oppose pendant trois heures au carrefour des «Cinq chemins» à une colonne motorisée de la *Wehrmacht* en marche sur Lorient; l'accrochage fera 6 morts français et 8 allemands 6. Cela n'empêchera pas la *Wehrmacht* de faire son entrée dans la ville à 14 h 10, d'investir la préfecture maritime à 15 heures, le gros des forces allemandes arrivant à 17 h.

## LORIENT SOUS L'OCCUPATION

Le 23 juin, l'amiral Karl Dönitz, commandant de la Flotte sous-marine allemande effectue une première visite à Lorient. Il reviendra fin juillet et s'installera le 23 août à l'hôtel Terminus, puis établira son PC dans la villa Kerlilon au Kernevel (Larmor-Plage). Entre temps, le 7 juillet, un premier sous-marin allemand, l'U 30, était entré à Lorient, que va visiter le 8 août l'amiral Raeder, ministre de la Marine du Reich. Le 10 octobre, la *Kreiskommandantur* s'installe à la Chambre de commerce. Le château du Ter est réquisitionné par l'état-major de la DCA marine.

Le 25 octobre 1940, en même temps qu'était prise la décision d'y construire une base sous-marine, Lorient devient port d'attache de la 2. *Unterseebootsflottille*, à laquelle est donnée le statut de «Flottille de combat» (*Frontflottille*). Elle y restera jusqu'en août 194, ayant entre 1940 et 1944 mis en œuvre 91 sous-marins différents.

Une deuxième flottille de sous-marins, formée à Lorient le 15 janvier 1942, la 10. *Unterseebootsflottille*, sera dotée de 80 unités, jusqu'à son départ pour la Norvège le 27 août 1944.

135 des sous-marins basés à Lorient seront coulés par les Alliés, soit 80 % de perte...

## LA BASE SOUS-MARINE

Le 16 novembre 1940 a lieu une première réunion avec l'ingénieur Todt pour la construction de bunkers à sous-marins et, le 1<sup>er</sup> décembre, commence la construction de la petite base sous-marine du Scorff (2 alvéoles); ils se termineront le 6 septembre 1941.

Début 1941 étaient arrivés les premiers travailleurs de l'Organisation Todt et en février avait commencé la construction du Bloc I (5 alvéoles de 82 m de long, 15 de large d'espace de travail, toit de 3,5 m d'épaisseur) de la base sous-marine principale de Keroman, qui sera inauguré le 1<sup>er</sup> septembre. Le Bloc II (7 alvéoles de 82 m de long, 15 m de largeur d'espace utile, sera achevé le 31 décembre 1941, le Bloc III (5 alvéoles doubles de 82 à 103 m de long, 15 à 22 m de large), dont la construction avait commencé en octobre 1941), ne sera achevé qu'en janvier 1943. La construction du Bloc IV, qui débutera en juillet 1943, s'arrêtera le 24 avril 1944.

Malgré cela, la Base de Lorient-Keroman sera la plus importante des cinq bases d'U-boats de la côte atlantique de la France, elle aura, avec ses bunkers de 120 à 138 m de long, de 85 à 170 m de large, de 20 m de haut mobilisé 25 % du béton produit en France entre 1941 et 1944. Cela en fera un objectif prioritaire des bombardements alliés... et de la Résistance.

Le premier des bombardements sur Lorient par la R.A.F. date du 27 septembre 1940. Le 4 juillet 1941 a lieu le 2<sup>e</sup> gros bombardement allié, le 21 octobre suivant, 166 ouvriers réquisitionnés sont tués lors d'un bombardement sur la base. En janvier 1943, plusieurs raids, utilisant des bombes incendiaires et explosives, détruisent des centaines d'immeubles; le 7 février, le plus gros bombardement depuis le début de la guerre détruit 632 immeubles, dont l'église Saint-Louis. Les bombardements se poursuivent jusqu'en mai suivant.

Dès l'arrivée des Allemands à Lorient se manifesteront des actes de résistance, les premiers sabotages de lignes téléphoniques furent constatés le 1<sup>er</sup> juillet 1940. Des relevés géologiques truqués fournis aux Allemands ralentiront les travaux de construction. Le 6 octobre 1942, 6000 Lorientais manifestent contre l'envoi en Allemagne de 246 ouvriers de l'Arsenal au titre de «la Relève». Le 11 novembre 1943, un transformateur de la base est saboté par un ouvrier en relation avec des Résistants espagnols; entre décembre 1940 et janvier 1944, 18 actes de sabotage seront ainsi recensés à l'Arsenal. L'ingénieur général Jacques Stosskopf, directeur-adjoint de l'Arsenal, et un autre ingénieur, Alphonse Tanguy, fourniront au Réseau CND-Castille du colonel Remy des informations et les plans des Cinq bases. Stosskopf, arrêté le 21 juin 1942, déporté au Struthoff, y sera assassiné le 1<sup>er</sup> septembre 1944, Tanguy sera abattu le 5 novembre 1943.

Le 6 août 1944, alors que les Américains, débarqués le 6 juin en Normandie s'approchent de Lorient, l'aviation britannique déverse 146 tonnes de bombes, dont une de 5 tonnes, sur la base de Keroman.

## LA FESTUNG LORIENT

Dès l'automne 1942, outre la mise en place des équipements de défense (notamment de D.C.A.) des bunkers de la base lors de leur construction, des travaux sont entrepris qui dureront jusqu'en mai 1944: longue de 24 km, utilisant d'anciens forts de défense et des batteries d'alerte français, la ligne de fortification allemande (400 blockhaus, nids de mitrailleuses, champs de mines...) et protéger la base et le terrain d'aviation, et englo-

ber la zone entre la rivière Laita et l'est de la rivière d'Étel, avec la presqu'île de Quiberon, les îles de Groix, Belle-Ile, Houat et Hoëdic.

C'est dans ce périmètre que vont se retrancher entre le 4 et 6 août les formations allemandes du Finistère et du Morbihan face à la progression des troupes américaines en Bretagne, appuyées par les actions des F.F.I. Le 10 août, Lorient est encerclée, la «Poche», où restent 20000 civils, est formée.

Les forces allemandes, sous le commandement du général Wilhelm Farnbacher, totalisent 26000 hommes (*Heer*: 8250, *Kriegsmarine*: 13200, *Luftwaffe*: 1200, *Ostruppen* russes, géorgiennes...). Ils vont servir entre 450 et 500 pièces d'artillerie.

Aux yeux de l'état-major des forces américaines qui ont initialement investi la Poche, celle-ci, n'abritant plus de sous-marins - le dernier, l'U-155, quitta Lorient le 9 septembre -, a perdu de son intérêt stratégique et, au grand dam des F.F.I. il va renoncer à mener l'assaut frontal. De ce fait, même si 4000 hommes de la 94<sup>e</sup> D.I. américaine restent sur place - ils seront remplacés le 1<sup>er</sup> janvier 1945 par 6000 de la 66<sup>e</sup> D.I. du Général Kramer - le siège va être essentiellement mené par les forces françaises issues de la Résistance.

Les Forces Françaises du Morbihan (F.F.M.), dépendantes des Forces Françaises de l'Ouest (F.F.O.) commandées par de Laminat, 12000 hommes placés sous le commandement du général Borgnis-Desbordes, ayant à ses côtés le lieutenant-colonel Morice, les commandants Manceau, Jean Muller, Le Loyer, Jean le Coutaller, le Garrec, regroupent des bataillons F.F.I. du Finistère (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>), des Côtes-du-Nord (13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup>) et du Morbihan (1<sup>er</sup> à 12<sup>e</sup>), 4 bataillons de rangers, le Corps franc Valin de la Vaisière (F.F.I./FTP du Loir-et-Cher). Ces unités F.F.I., issues de l'A.S., des FTP, de l'O.R.A., vont être intégrées aux régiments réguliers de la 19<sup>e</sup> D.I., reformée le 26 octobre; les effectifs français croîtront jusqu'à plus de 20 000 hommes. A l'intérieur de la Poche, des Résistants, liés au 7<sup>e</sup> bat. du Morbihan, renseignent les assiégeants.

Pendant les 277 jours de l'existence de la Poche de Lorient, le front séparant les forces allemandes et franco-américaines connaîtra plusieurs moments d'activité intense. Les Allemands tentent d'élargir la Poche, notamment pour des raisons de ravitaillement, et investissent un temps Sainte-Hélène, attaquent Étel, les Alliés s'attaquent aux ouvrages de défense ennemis, telle la puissante batterie du Bégot, la batterie de Quiberon, les canons de 203 mm de l'île de Groix, les dépôts de carburant.

La veille de la capitulation du Reich à Berlin le 8 mai 1945, un message radio émanant de l'état-major allemand avait enjoint aux «forteresses» de l'Atlantique de capituler; ce que fera le 7 mai à 20 h celle de Lorient, à Étel. La cérémonie de reddition du général Farnbacher au général américain Kramer, avec à ses côtés le général Borgnis-Desbordes et le colonel Morice, a lieu le 10 mai à Caudan; l'île Groix sera libérée le 11 mai.

## LA POCHE DE SAINT-MALO

Les 17 et 18 juin 1940, lors de l'opération «Ariel» d'évacuation des troupes françaises et alliées - principalement de l'Empire britannique - depuis les ports de l'Ouest de la France, face à l'offensive allemande, 21474 hommes, principalement de la 1<sup>re</sup> division canadienne, avaient embarqué à Saint-Malo à destination de l'Angleterre. Quatre ans plus tard, le port de Saint-Malo représente donc un

objectif stratégique tant pour les Allemands, qui en ont fait une «Festung» («forteresse») fortifiée par l'Organisation Todt (550 bunkers, 140 *schutzpunkte* équipés de batteries de tous calibres) que pour les Alliés, à la recherche de ports pour acheminer renforts en hommes et matériels pour le front de France ouvert par le débarquement du 6 juin en Normandie.

La 4<sup>e</sup> division blindée U.S. du général Wood a libéré Coutances le 28 juillet, le 30 juillet, la 6<sup>e</sup> division blindée U.S. du général Grow traverse Granville sans s'arrêter et, le soir même, Wood, s'empare d'Avranches; dès le lendemain, il prend intact le pont de Pontaubault, sur la Sélune, voie de passage stratégique vers la Bretagne qu'envahit le VIII<sup>e</sup> corps d'armée U.S. du général Troy Middleton.

Les troupes allemandes en retraite, refluant de Normandie vers la Bretagne, vont se diriger vers les «forteresses» portuaires (Lorient, Brest et... Saint-Malo (la ville, le territoire compris entre la Pointe de Varde à l'Est, Saint-Briac à l'Est et Pleurtuit au sud, l'île de Cézembre). Ainsi, environ 13000 hommes vont – sous le commandement du colonel Andreas Von Aulock – se regrouper dans la cité malouine: restes de la 77<sup>e</sup> division d'infanterie et de divers *Kampfgruppen* d'autres divisions (266<sup>e</sup> et 343<sup>e</sup>), d'éléments des 2. et 5. *Fallschirmjäger-Division* (parachutistes), de la *Flak-Abteilung 912* (D.C.A.). Saint-Malo est protégée par trois batteries côtières implantées sur l'île de Cézembre, à 4 km au large de Saint-Malo, l'îlot du Grand Bè et la Pointe de Bellefard.

Le premier engagement est mené le 4 août par le 329<sup>e</sup> rég. d'infanterie de la 83<sup>e</sup> Division d'infanterie U.S. qui s'empare de Chateaufort-d'Ille-et-Vilaine. Il va être suivi par un autre conduisant, après 5 jours de combat intense du 6 au 10 août, à la prise de la commune de Paramé – aujourd'hui annexée à Saint-Malo – par le 330<sup>e</sup> R.I. américain.

La cité elle-même va recevoir ses premiers obus américains dès le 6 août puis pendant plusieurs jours être sous le feu de l'artillerie U.S. Mais elle va être aussi la cible de l'aviation américaine dont le raid, effectué le 14 août par 150 bombardiers lourds B-24 Liberator – sur la ville, le château, le Grand Bè et de l'île de Cézembre, va s'avérer dévastateur, détruisant plus des 3/4 de Saint-Malo, dont les civils avaient été évacués. Le lendemain, les défenseurs se rendent.

Pour autant, poursuivent la lutte les défenseurs allemands de la forteresse d'Aleth, dans laquelle ont été de 1942 à 1944 installés une batterie d'artillerie, des batteries anti-aériennes, des casernements pour plus de 200 hommes, différents postes de protection, reliés par plus de 1300 mètres de galeries souterraines menant aux 32 bunkers et aux 8 cloches blindées qui ceinturent le fort, et où Von Aulock, qui ne se rendra que le 17 août, avait positionné son P.C.

Sur l'île de Cézembre, la garnison – 400 hommes, issus du «Bataillon d'artillerie de marine 608», de l'unité de transmissions de la 77<sup>e</sup> div. d'infant., et de la 1<sup>re</sup> division Atlantique de fusiliers marins... italiens –, bombardée par l'aviation, au napalm et au phosphore, ne se rendra que le 2 septembre 1944 à 9h40.

## LA POCHE DE BREST

Depuis 1631, de par la volonté de Richelieu qui en décida la création, située au fond d'une profonde rade, Brest, étendue et fortifiée durant les siècles suivants, a été, avec Toulon, l'un des deux principaux ports militaires de la France.

Ainsi, lors de la Seconde Guerre mon-

diale, c'est de Brest que partira, du 12 avril au 23 avril 1940, le Corps expéditionnaire français envoyé à Narvik au secours de la Norvège agressée par l'Allemagne.

Lors de la bataille de France, après l'offensive allemande du 10 mai 1940, et plus particulièrement durant la bataille et l'évacuation de Dunkerque, du 20 mai au 4 juin 1940, Brest enverra une nombreuse flottille permettant d'exfiltrer de la poche les troupes françaises encerclées, dont une très grande partie débarquera à Brest afin de reprendre le combat.

Le soir du 15 juin, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre et à la Défense nationale depuis le 6 juin dans le gouvernement Reynaud, quitte Brest à bord du contre-torpilleur *Milan* à destination de Plymouth.

Brest, avec Saint-Malo, Saint-Nazaire, Cherbourg et La Palice, va, à partir du 16 juin, participer à l'«Opération Ariel» d'évacuation vers l'Angleterre de soldats polonais et canadiens ayant combattu sur le sol de France (27000 parvinrent à échapper à la capture).

Entre le 30 mai et le 14 juin, 60 convois ferroviaires acheminent à Brest depuis Paris l'or de la Banque de France, qui est entreposé au fort de Portzic, avant son évacuation vers Dakar les 16 et 17 juin par cinq paquebots escortés par trois navires de guerre.

Le 18 juin, les bombardements allemands – commencés le 14 juin – continuent. Alors que des soldats anglais, après avoir abandonné leur matériel et détruit leurs véhicules, se pressent sur les quais d'embarquement pour l'Angleterre sur tout navire en état de prendre la mer; la population civile fuit à pied.

Ne pouvant appareiller, plusieurs navires, dont les croiseurs cuirassés *Waldeck-Rousseau*, *Montcalm* et *Gueydon*, et 4 sous-marins – se sabordent. Les installations du port militaire sont sabotées: les citernes de mazout, les réservoirs d'essence, les stocks de munitions sautent, le matériel militaire est rendu inutilisable. 400000 litres de carburant sont incendiés dans le port de commerce...

La 5<sup>e</sup> *Panzerdivision*, après avoir participé à l'encerclement de Dunkerque, le 5 juin à la rupture du front de la Somme, a passé la Seine et, traversant Alençon, est entrée en Bretagne. Le 19 juin, elle capture Morlaix à 9h45, et Brest dans la soirée...

## LA PRINCIPALE BASE...

Le 1<sup>er</sup> U-Boot arriva à Brest dès août 1940, avant même la construction de la base sous-marine allemande. Celle-ci, confiée à l'Organisation Todt, débuta en 1941, et prit 500 jours: furent aménagées 5 alvéoles pouvant recevoir à flot 2 sous-marins, et 10 autres de cale sèche, séparées par des murs de 1 à 2 m et protégées par une dalle de couverture de 4,2 m d'épaisseur, portée à 6,1 m. Le Bunker de la base de Brest, édifiée au pied de l'Ecole navale, fut le plus imposant jamais construit.

La 1. *Unterseebootsflottille* – jusque-là basée à Kiel – fut affectée à Brest en juin 1941, elle y restera jusqu'en septembre 1944. La base accueillera une seconde flottille d'U-boat, la 9. *Unterseebootsflottille*, créée à Brest en novembre 1941. Au total, d'août 1940 à septembre 1944, 134 U-boote différents, ainsi que deux sous-marins italiens et un japonais furent accueillis à Brest; en mars 1943, ils seront 26 à y séjourner simultanément.

La base sous-marine de Brest fut la cible de 82 attaques de la R.A.F. et de l'U.S. Air Force, les dégâts causés à la dalle de toit par les trois plus importantes, en août 1944, n'entravèrent pas son fonctionnement.

Autour de la ville, les Allemands ont, en s'appuyant sur les anciennes fortifications,

établi une «ligne de combat» constituée par une multitude de points d'appui fortement armés, et ses abords allant jusqu'à la mer ont été eux aussi dotés d'armements lourds, ainsi que d'équipements de détection radar.

Ainsi, à l'entrée du Petit Minou, de Toulbroc'h et du Portzic sur sa rive nord, ceux de Cornouaille, Robert et de la Pointe des Espagnols sur la Presqu'île de Roscanvel (partie de celle de Crozon isolée à sa base par la ligne de défense de Quélern d'1,3 km). Plus en avant, vers la mer d'Iroise, il y a le fort de Bertheaume.

Deux batteries d'artillerie lourde, respectivement de 22 et 29,5 km de portée, installées sur les falaises des Respects de Plougouvenlin, et à Lochrist, sécurisent l'approche maritime très au large de Brest.

A partir de janvier 1941, la RAF britannique – et à partir de 1943, l'USAAF américaine – attaquera plus de 80 fois la base et le Bunker, perdant plus de 50 avions lors des attaques. Il faudra attendre les 5, 12 et 13 août août 1944, et l'utilisation par le 617 *th squadron* de la RAF de bombes *Talboy* de 12 000 livres (6,4 mètres de long), 26 Lancaster transportant chacun une bombe, pour que 5 pénétrèrent le toit massif du Bunker, ne causant que peu de dégâts à l'intérieur, et aucun aux U-boot.

Après la prise de Saint-Malo, le VIII<sup>e</sup> corps d'armée U.S. débarqué en Normandie se dirigea vers Brest, érigée en «Festung» (Forteresse) par Hitler; ce qui va conduire la *Kriegsmarine* à évacuer les sous-marins de la Base vers la Norvège. Le 4 septembre 1944, l'U-256, de la 9<sup>e</sup> flottille, dissoute comme la 1<sup>re</sup>, sera le dernier U-boot à quitter Brest, pour Bergen.

La garnison allemande de Brest regroupe la 343<sup>e</sup> division, renforcée d'éléments de la 62<sup>e</sup> D.I., et surtout, à partir du 9 août, par la 2<sup>e</sup> division de paras du général Herman Ramcke, qui succède le 12 août à la tête de la forteresse au colonel Hans von der Mosel, qui reste son adjoint et qui, le 7 août, avait refusé l'ultimatum américain de capitulation; au total 26 000 hommes.

Les forces alliées qui investissent Brest (où ne sont restés que 2 000 civils) sont le VIII<sup>e</sup> corps US, que commande le général Middleton et qui va arriver dans le périmètre proche de Brest le 18 août, et près de 3 000 FFI-FTP bretons commandés par le colonel Eon.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le bataillon FTPF/FFI «Normandie» va enlever les hauteurs puissamment fortifiées du Menez Hom qui, culminant à 329 m, surplombent les baies de Douardenez et Brest, et barrent l'accès de la presqu'île de Crozon, fortement fortifiée par les Allemands.

A partir du 16 septembre, l'ultime refuge – entouré de ses dernières troupes – de Ramcke, 3 jours après qu'il a rejeté une nouvelle demande de reddition, et alors que son adjoint Von der Mosel négociait à Brest les conditions de sa propre reddition le 18 septembre, sera une des branches de la Pointe de Crozon, la presqu'île de Roscanvel, y installant son QG au Fort des Capucins. Il ne se rendra que le 19 septembre, dans l'après-midi.

Brest, dont les installations portuaires sont dévastées par les sabotages allemands mais aussi par 300 missions de bombardements américains larguant 1 000 t. de bombes explosives et incendiaires, qui détruisirent, entre le 7 août et le 18 septembre, des centaines d'immeubles – sera totalement libérée par les forces alliées le 21 septembre 1944, au terme d'une violente bataille d'un mois qui fit près de 10 000 victimes dans les forces américaines, plus de 600 parmi les civils.

## LES POCHES DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD

### LA POCHE DE CHERBOURG

Située au nord-est de la presqu'île du Cotentin, *Utah Beach* est l'une des plages du Débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, la plus proche du Port de Cherbourg qui, avec Caen, va être l'un de ses objectifs premiers car en eau profonde, et donc nécessaire au ravitaillement en hommes, munitions et matériels aux troupes débarquées.

Bloquée pendant plusieurs semaines devant Caen, l'offensive alliée va se développer à travers le Cotentin, en direction de sa côte Ouest qui, après la prise de Carentan le 12 juin, est atteinte le 18 juin à Barneville-sur-Mer par des blindés de la 9<sup>e</sup> D.I. Américaine, isolant, au nord de ce qui va devenir une ligne de front, plusieurs dizaines de milliers d'Allemands.

Le 18 juin, la 9<sup>e</sup> division d'infanterie américaine atteint la côte ouest de la presqu'île, isolant ainsi au nord les 709<sup>e</sup> et 243<sup>e</sup> divisions d'infanterie allemandes. En 24 heures, les 4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 79<sup>e</sup> divisions d'infanterie U.S. avancent vers le nord sans beaucoup d'opposition depuis l'ouest de la péninsule tandis qu'à l'est, aux environs de Montebourg, l'ennemi, épuisé par une dizaine de jours de combats, s'effondre. À Brix, plusieurs caches de V1 sont découvertes ainsi qu'une installation de V2. Le 21 juin, Cherbourg est à la portée des divisions américaines.

Le 22 juin, sur ordre d'Hitler, le Haut-commandement allemand désigne la ville et son port comme «forteresse» (*Festung-Cherbourg*) devant résister jusqu'au bout, et nomme à sa tête le lendemain le *General-leutnant* Karl von Schlieben.

Von Schlieben disposera de 21 000 hommes de valeur militaire très inégale provenant des unités de combats fatiguées et désorganisées qui ont battu en retraite sur Cherbourg, restes des 77<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup>, 243<sup>e</sup> et 709<sup>e</sup> divisions d'infanterie, trois batteries de défense antiaérienne *Flak*, un régiment d'instruction parachutiste, deux bataillons d'*Ost-truppen* (Ukrainiens et Russes) ; auxquelles il faut joindre des unités de la *Luf-twaaffe* et celles de la *Kriegsmarine* placées sous le commandement du contre-amiral Walter Hennecke, qui a la responsabilité des batteries de défense côtière ; ainsi que des centaines d'administratifs, plusieurs milliers d'ouvriers de l'Organisation Todt, 2500 soignants des convalescents de la *Kriegsmarine* et des blessés allemands – et parfois alliés – provenant en nombre depuis le 6 juin du Front de Normandie, et repliés sur les hôpitaux militaires de Cherbourg avant son investissement.

La défense terrestre de la ville consiste en une ligne fortifiée édiflée à 8 à 10 km de la cité, et s'appuyant sur 7 forts. La côte nord – 48 km du Cap de la Hague à l'Ouest à la Pointe de Barfleur à l'Ouest – a été fortifiée dans le cadre du «Mur de l'Atlantique» et est défendue par 60 canons, dont 58 ne peuvent tirer que vers la mer ; plus spécifiquement, la rade est protégée de la Pointe de Jardeheu à l'Ouest au cap Lévi à l'Est par 6 forts et 4 batteries.

Le 21 juin, le Major-General Joseph Lawton Collins, commandant le IV<sup>e</sup> corps US qui a investi le périmètre défensif de Cherbourg, adresse par radio en allemand, polo-

nais, russe et français un ultimatum exigeant sa reddition avant 9 h du matin, ce que von Schlieben refusera.

Le 22 juin à 12 h 40 débute un bombardement effectué par 562 chasseurs-bombardiers américains se succédant par vagues toutes les 5 minutes, accompagnés par des mitraillages en rase-mottes effectués par des *Mustangs* de l'Armée de l'Air britannique et à 16 h commence l'assaut terrestre mené par la 4<sup>e</sup> division par Turlaville, la 79<sup>e</sup> au centre et la 9<sup>e</sup> par Equeurdreville, tandis que 387 bombardiers légers et moyens pilonnent pendant près d'une heure les batteries allemandes.

Après de violents combats, y compris de rue, avec l'intervention de blindés, les divisions américaines sont le 24 juin positionnées sur les hauteurs de la ville, 800 Allemands se sont rendus. Le 25 juin, les attaquants vont recevoir l'appui d'un bombardement naval effectué par la *Combined Task Force* 129 composée de trois cuirassés, quatre croiseurs et de destroyers, attaquant la garnison et les batteries côtières de Cherbourg qui répondent : l'*USS Texas* et l'*USS Glasgow* seront touchés (52 tués).

Le 25 juin, un médecin allemand, venu demander des secours et une sanctuarisation des structures hospitalières est, ayant obtenu satisfaction, renvoyé porteur d'une nou-

velle demande de reddition vers Von Schlieben, que celui-ci refusera à nouveau.

Principal ouvrage défensif de Cherbourg, le Fort du Roule, attaqué dès le matin du 25 juin par la 79<sup>e</sup> D.I. américaine, ne sera complètement réduit que le 26 juin, les Allemands continuant la lutte en se retranchant dans l'Arsenal. Von Schlieben et l'Amiral Hennecke, qui a fait détruire les installations portuaires militaires et civiles, et miner la rade et ses abords, se constituent prisonniers et signent leur reddition à 16 h au château de Servigny, à Yvetôt-Bocage.

Toutefois, les troupes qui défendent les fortifications immédiates du port et l'Arsenal ne se rendront que le lendemain, d'autres, à l'extérieur de la ville, résisteront jusqu'au 28 juin dans le Val de Saire sur le site de la batterie Os-teck, dans le cap de la Hague, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. 39 000 Allemands sont faits prisonniers.

Pendant quelques jours, seuls de petits bateaux, conduits par deux officiers des FNFL, entreront dans le port encombré d'épaves de Cherbourg, qui ne sera en partie utilisable qu'à partir de la mi-août. Il sera aussi, à partir du 12 août, le terminal, continental du pipeline sous-marin PLUTO («*Pipeline under the Ocean*») acheminant le carburant depuis l'Angleterre.

Le «Port de la Libération» aura eu 229 civils tués.

### LES ÎLES ANGLO-NORMANDES

Situées entre 15 à 22 km au large de la Côte Ouest du Cotentin, les îles Anglo-normandes forment deux Etats autonomes ayant leurs propres lois, Jersey et Guernesey (avec ses dépendances de Sercq/Sark et Aurigny/Alderney), vestiges du Duché de Normandie, restés sous la souveraineté personnelle – comme «duc» – du Roi ou de la Reine d'Angleterre, et ne faisant pas partie du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ; lequel en assure cependant, à la demande du «Duc», la diplomatie et la défense.

Le 17 juin 1940, l'offensive de la Wehrmacht, commencée le 10 mai, atteint Granville, et le 20 juin prend le contrôle de Cherbourg. Estimant impossible d'assurer la défense des îles, n'ayant pas à leurs yeux d'importance stratégique, les militaires britanniques décident d'en retirer les deux bataillons qui y sont stationnés. Et organisent l'évacuation vers l'Angleterre de l'ensemble de la population d'Aurigny, de 17 000 des 40 000 habitants de Guernesey, de près de 10 000 des 50 000 Jersiais.

Après avoir subi deux bombardements sur Saint-Hélier et Saint-Pierre-Port, les îles vont être occupées par les forces nazies («*Opération Grüne Pfeile*») : Guernesey le 30 juin, Jersey le 1<sup>er</sup> juillet, Aurigny le 2 et Sercq le 4.

Une administration militaire allemande, dépendante du sous-district de la Manche du Haut-Commandement militaire allemand en France, et une *Feldkommandantur* civile sont installées à Saint-Hélier, capitale de Jersey.

Les Allemands, dont plus de 35 000 soldats vont stationner pendant plus de 4 ans dans les îles, en obtenant la collaboration des autorités locales, y imposent des me-

sures liberticides – y compris antisémites – analogues à celle ayant cours sur le continent. La répression antisémite et des actes de résistance à leur occupation conduisit 300 îliens dans les prisons et camps nazis.

Les îles vont être insérées dans le dispositif du «Mur de l'Atlantique» construit par les Allemands sur les côtes atlantiques, de la Manche et de la Mer du Nord, de la frontière pyrénéenne à la Norvège. Ainsi, elles vont être truffées de bunkers bétonnés, hérissées de canons anti-aériens, deux hôpitaux militaires souterrains y sont creusés dans le granite. Pour effectuer ces travaux, les nazis vont, outre à leurs troupes, faire appel à des prisonniers de guerre, à des déportés (Russes, Polonais, Juifs, Espagnols républicains, Juifs français époux d'«Aryennes»...) internés à Aurigny dans les camps de Norderney et Sylt, dépendant de celui de Neuengamme 700 d'entre eux y moururent.

Après la libération de la Normandie et de la Bretagne en juin-juillet 1944, les Allemands, sous la direction de l'amiral Hüffmeier, se retranchent dans les îles, où le blocus allié entraînera des problèmes d'approvisionnement à la limite de la famine : dans la nuit du 8 au 9 mars 1945, les Allemands, pour se procurer des vivres et du charbon, mènent avec une douzaine de bateaux un raid sur le port de Granville, y faisant parmi les militaires alliés y étant présents une vingtaine de morts et une trentaine de prisonniers, et ramenant 112 tonnes de charbon ; un autre raid, le 5 avril au cap de la Hague, avorta.

Les forces allemandes des îles capitulèrent le 9 mai 1945 à bord des navires britanniques HMS *Beagle* et *Bulldog* arrivés à Guernesey et Jersey.

# LE DOSSIER : LA «BATAILLE DES POCHE»...

## LA POCHE DU HAVRE

La Libération de Cherbourg le 30 juin 1944 par les Américains ne va pas solutionner – du moins dans l'immédiat et du fait de la destruction des installations portuaires avant sa reddition – la nécessité pour la logistique alliée de disposer d'un port en eau profonde, le Port du Havre, situé à 125 km par mer au nord-est, à l'embouchure de la Seine, va être pour cette raison un objectif important de l'offensive alliée, que ne remet pas en cause la libération de Dieppe le 1<sup>er</sup> septembre par la 2<sup>e</sup> division d'Infanterie canadienne.

La «Forteresse» (*Festung*) du Havre bénéficiait de défenses naturelles : au Sud, le large estuaire de la Seine, à l'Est la vallée de la Lézarde et du Rouelles a été inondée par la fermeture des portes de l'écluse. Et, l'accès est barré au nord par un fossé antichar large de 3 mètres et profond de 6-7 mètres prolongé jusqu'aux falaises, avec en avant des champs de mines et en deçà des casemates dotées de mitrailleuses, de canons antichars, de postes d'observation pour les batteries d'artillerie qui, en seconde ligne, peuvent faire feu sans vue directe, le plateau d'Harfleur est hérissé de bunkers contrôlant la route venant de Rouen.

La garnison, commandée depuis le 12 août par l'Oberst (colonel) Eberhard Wildermuth, d'un effectif global de près de 12 500 hommes d'unités disparates (bataillon de sécurité, dépôt de forteresse, artilleurs, grenadiers et fusiliers, personnels de la *Luftwaffe* et de la *Kriegsmarine*), dont seulement 4 500 sont bien entraînés et ont gardé un moral conséquent.

Dès le 14 juin, le port du Havre a subi un bombardement allié, qui a endommagé les installations et détruit nombre de bateaux allemands y étant présents (vedettes lance-torpilles, dragueurs de mines, patrouilleurs...).

L'investissement de la forteresse – ce sera l'Opération *Astoria* – commencera début septembre, mené par le 1<sup>er</sup> Corps britannique qui, après avoir mené de durs combats les 8 et 9 juillet lors de la bataille de Caen, a poursuivi les Allemands jusqu'à la Seine, qu'il a passée à Duclair le 31 août avant de libérer le Pays de Caux. Le 1<sup>er</sup> Corps britannique, commandé par le lieutenant-général John Crocker, comprend les 49<sup>e</sup> (*West Yorkshire*) et 51<sup>e</sup> (*Highlanders* écossais) D.I. britanniques, la 33<sup>e</sup> brigade blindée, le 1<sup>er</sup> Corps d'artillerie royal et la 4<sup>e</sup> brigade du *Special Service*.

Le 4 septembre, le commandement britannique lance un ultimatum de reddition au colonel Wildermuth, qui demande l'évacuation de la population civile ; ce que les Britanniques vont refuser, espérant que le sort des civils sera une pression morale et psychologique sur les assiégés les conduisant à accepter l'ultimatum, qui sera rejeté.

Le plan britannique consistant à fragiliser les fortifications par un bombardement massif tant par l'artillerie terrestre que navale – deux navires, l'*HMS Warspite* et l'*HMS Erebus*, tireront plus de 4 000 tonnes d'obus sur le port – que par avion – durant 3 jours, les 5, 6 et 7 septembre, 1 900 bombardiers de la R.A.F. largueront 3 200 tonnes de bombes avec un effet militaire limité mais particuliè-

rement dévastateur pour la ville. À la fin du siège, le Havre aura reçu 8 200 tonnes de bombes et sera détruit à 80%, avec un bilan meurtrier pour les civils (plus de 5 000 morts, dont 35 000 sinistrés complets, 65 000 partiels).

L'offensive terrestre finale débutera le 10 septembre, après deux heures de bombardement effectué par 992 avions déversant 4719 tonnes de bombes, avec l'utilisation de blindés, de chars lance-flammes «Churchill-Crocodile», elle se poursuivra le 11 septembre. Le 12, avec l'aide de FFI/FTP leur indiquant les meilleures voies de pénétration, et qui mèneront eux-mêmes des actions telles la prise de l'Usine Schneider, du blockhaus du «Pain de sucre», du central téléphonique et la libération de la mairie de Bléville, les troupes de la 49<sup>e</sup> division atteignent les ruines de l'Hôtel-de-ville et nettoient le port que les Allemands ont rendu inutilisable, tandis que la 51<sup>e</sup> achève la prise de la ville haute, d'Octeville et des batteries côtières de la Hève et Bléville.

Ce 12 septembre, la garnison allemande capitule à 12 h 30 (quelques affrontements se poursuivront sur le port jusqu'au 13).



Cérémonie de la Libération au Havre

Dans la soirée, une cérémonie réunira autour du monument aux Morts le Comité Local de Libération, des officiers britanniques, le Maire et des conseillers municipaux ainsi qu'une foule juchée sur les ruines.

Durant la bataille, les Allemands auront eu 600 morts, les Britanniques près de 400.

## LA POCHE DE BOULOGNE

Boulogne est l'un des ports de la côte occidentale française à avoir reçu d'Hitler le 3 février 1944 le statut – officialisé le 5 – de «Forteresse» («*Festung Boulogne*») intégrée au Mur de l'Atlantique, avec le double souci d'en faire un point de défense particulièrement fortifié et d'empêcher son utilisation potentielle par les Alliés en cas d'invasion de la France.

Nommé *Festungskommandant* de Boulogne le 5 août 1944, le *Generalleutnant* Ferdinand Heim dispose pour la défense d'un bataillon de mitrailleuses, de deux bataillons et demi d'artillerie de forteresse et d'éléments d'artillerie lourde des 47<sup>e</sup> et 64<sup>e</sup> divisions, servant 22 canons de 88 m/m, 9 de 150, quelques pièces anti-chars et des mitrailleuses lourdes, et de 2 000 soldats d'infanterie recrutés en partie parmi les employés des services et donc inégalement entraînés, ainsi que d'un millier de Polonais, de marins : en tout, 9 500 hommes. La défense s'articule sur les forts du Mont de Couppees, d'Alprech, du Mont Lambert et de la Crèche.

Dès la fin août, des groupes FFI ont mené des actions qui peu à peu ont isolé l'agglomération boulognaise de l'arrière-pays ; celui de Boulogne est commandé par Isabelle Nancy, celui de Saint-Martin par Jeanni Dumortier, celui de La Cappel – son corps franc comprend 43 combattants, dont 11 prisonniers russes évadés – par Marcel Caudeville.

Le 2 septembre, la destruction systématique du port par l'Occupant commence, malgré les protestations des autorités municipales, la *Kriegsmarine* mine le port et ses passes. Le 3, Heim interdit aux Boulonnais de quitter leur ville. Le 4, l'état de siège est proclamé.

L'investissement par les Alliés des défenses de Boulogne (l'«Opération *Welhit*») – où l'état de siège a été instauré la veille – commence le 5 septembre 1944, avec l'arrivée progressive à la périphérie de la ville de régiments canadiens de la 3<sup>e</sup> Division d'infanterie canadienne tels le *Queen's Own Rifles*, le *North Shore* et la *Chaudière* des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> brigades d'infanterie canadiennes, des 3<sup>e</sup> et 79<sup>e</sup> brigades blindées britannique et canadienne.

Le 8, Heim ayant rejeté l'offre de reddition faite par les Canadiens, l'attaque commence par un bombardement d'artillerie qui se prolongera tout au long du siège – 172 000 obus seront tirés – et aérien : bombardiers moyens et chasseurs bombardiers, dont des *Typhoons* armés de roquettes, exécutent 49 raids en 18 jours.

Une trêve limitée permet l'évacuation le 11 septembre, des personnes âgées et malades, puis le 12 au reste de la population de quitter la ville ; hormis un petit millier d'assiégés volontaires.

Le 17, c'est l'assaut : après une préparation d'artillerie, les chars canadiens, guidés par des Résistants des F.F.I., attaquent le Mont-Lambert, traversent la basse ville jusqu'à la Liane. Le 18, en fin de matinée, le drapeau tricolore est hissé sur le beffroi mutilé. L'après-midi, le sous-préfet Schmitt passe ses pouvoirs au commandant Mengin, officier de liaison français auprès des Canadiens, représentant le commissaire régional de la République, Francis-Louis Closon, qui dépose le maire de l'administration pétainiste.

Pendant le siège, les Résistants, sous les ordres du capitaine Massels de Libé-Nord, ont incité les Polonais de la Wehrmacht à la désertion et préservé de la destruction certains points vitaux, tel le pont de fer des Tintelleries.

La 31<sup>e</sup> brigade de chars britanniques, bloquée le 17 au soir, a pu franchir la Liane grâce à l'installation nocturne d'un pont Bailey. Le 18, le groupement FFI Germain attaque au sud avec les Canadiens, Les faubourgs sont nettoyés le 20. Enfin, le 22, à 16 h, Heim assiégé au fort d'Alprech, se rend au brigadier-général Rockingham.

Les Allemands ont eu 200 tués ou disparus, 250 blessés et 9 517 prisonniers, dont 900 déserteurs, les Canadiens déplorent 462 tués ou disparus et 172 blessés, les FFI ont 9 tués – dont Marcel Caudeville – et un blessé grave. Le Comité local de la Libération (C.L.L.), mis en place dans la clandestinité, est présidé par Jeanni Dumortier le 1<sup>er</sup> août 1944, et compte onze membres (7 de Libération-Nord, 2 de l'O.C.M., 2 du Front National).

## LA POCHE DE CALAIS

Calais est l'une des *Festungen* (forteresses) côtières mises en place par Hitler le 19 janvier 1944, elle contrôle le Pas-de-Calais et les tirs des batteries de canons lourds qui en dépendent – *Batterie Lindemann* à Sangatte, *Batterie Wissant*, près de Wissant, *Batterie Todt*, *Grosser Kurfurst*.

Commandant de la forteresse, le lieutenant-colonel (*Oberstleutnant*) Ludwig Schroeder est à la tête d'une garnison de servants des batteries de défense côtière de la *Kriegsmarine*, de défense anti-aérienne «Flak» de la *Luftwaffe* et soldats de la *Wehrmacht*, d'administratifs. Au total 7500 hommes, dont 2 500 seulement aptes à l'infanterie, parmi lesquels beaucoup de *Volksdeutsche* («Allemands de souche» nés à l'étranger) et *Hiwis* (étrangers plus ou moins volontaires), souvent âgés, au moral incertain.

La défense s'appuie sur cinq batteries de canons lourds, sur les blockhaus et bunkers des fortifications du «Mur de l'Atlantique», les forts anciens français (Lapin, Nieulay...), des champs de mines ; le réseau de canaux ayant par ailleurs permis d'inonder l'arrière-pays.

L'assaut allié – l'«Opération Undergo» – va, sous le commandement du major-général Daniel Spry, être – avec un pilonnage par l'artillerie et l'aviation alliée – mené à partir du 25 septembre par les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> brigades de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie canadienne et par la 79<sup>e</sup> division blindée (dotée notamment de chars spécialisés (anti-mines, lance-flammes, pont-mobilité...))

Le soir du 25 septembre, les batteries allemandes du Blanc-Nez atteignent Douvres sur la rive anglaise du détroit. Alors que les bombardements alliés vont se poursuivre, le 26 Sangatte est atteint, le 27 les Forts Lapin et Nieulay sont pris, le 28 les Canadiens atteignent les abords de la citadelle ; ils ont fait 2000 prisonniers.

Le 28 septembre au soir, le F.F.I. Georges Allo transmet de la part du commandement allemand assiégé une offre de capitulation. Les négociations s'ouvriront le lendemain 29 à 11 heures à la kommandantur, menées du côté allié par un officier canadien, un officier anglais, le commandant Roger Mengin, officier de liaison de l'Armée française de la Libération, Georges Allo et deux représentants de la ville de Calais, avec une délégation allemande de six officiers conduite par le lieutenant-colonel Schroeder ; elles n'aboutiront pas.

Toutefois, une trêve sera conclue afin de permettre l'évacuation de la population civile de la ville, que le commandant Mengin organise avec le convoi des blessés ; environ 20 000 personnes quittent la ville avant le 30 septembre à midi.

Les combats reprennent aussitôt par un assaut canadien accompagné d'une préparation d'artillerie. Les Allemands capitulent en soirée, le lieutenant-colonel Schroeder signant sa reddition avant de partir à 19 heures en captivité. Les derniers foyers de Résistance furent réduits jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, avec le concours des F.F.I. de la région.

Les destructions du port ne permirent sa réutilisation partielle qu'à la fin novembre.

## LA POCHE DE DUNKERQUE

La «Poche de Dunkerque» («*Festung Dunkerque*») est la plus vaste des «Poches» fortifiées allemandes de la Manche, se constituant à partir du 4 septembre le long de 20 km de côtes autour de Dunkerque et sur 10 km d'épaisseur, englobant les villes de Mardyck, Loon-Plage, Spycker, Bergues et Bray-Dunes.

Dunkerque avait été, du 21 mai au 4 juin 1940, le port assiégé de l'évacuation de plus de 338 000 soldats britanniques, français et belges encerclés par la *Wehrmacht*. A partir de 1941, les forces allemandes d'occupation entament la construction dans le port d'un grand bunker de 13 allées permettant d'abriter des vedettes rapides lance-torpilles («*Schnellboot*»), de petits dragueurs de mines («*Raumboote*»), des sous-marins.

En 1944, La garnison allemande, placée sous le commandement du vice-amiral Friedrich Frisius, est forte de 13 à 14 000 hommes (dont 2 000 *Waffen-SS*), principalement issus des 49<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup>, 226<sup>e</sup>, 346<sup>e</sup> et 711<sup>e</sup> divisions d'infanterie de la *Heer* (infanterie, artillerie, blindés), fortement éprouvées lors de la bataille de Normandie, des 26<sup>e</sup> et 1046<sup>e</sup> divisions de forteresse, de la *Kriegsmarine* (2 000 h) de la *Luftwaffe* (principalement servants de la *Flak*)

Le siège de la Poche par les Alliés va être mené, entre le 15 septembre et le 9 octobre 1944, par des unités canadienne (5<sup>e</sup> Brigade d'infanterie) et britannique (154<sup>e</sup> brigade d'infanterie), après le 9 octobre par la 1<sup>re</sup> Brigade blindée tchécoslovaque (avec en son sein des unités canadiennes et britanniques de chars et d'artillerie) ; et à partir de la mi-octobre 1944 des unités françaises commandées par Raoul Lehaegres des FFI tels les bataillons *Dewulf* et *Bienassis* de l'Armée française de la Libération, qui deviendront le 110<sup>e</sup> R.I. puis le 51<sup>e</sup> R.I. en janvier 1945 et que rejoindront des unités FFI de l'Oise et du Pas-de-Calais, des bataillons des 33<sup>e</sup> et 67<sup>e</sup> R.I.

L'offensive alliée initiale vers le périmètre de défense allemand de Dunkerque fut menée par les Canadiens à partir du début septembre : Honschoote est libérée le 7 septembre, Bourbourg le 8. Malgré une forte résistance allemande, Loon-Plage fut conquise le 9 septembre, ainsi que le même jour Craywick, Bergues ; Bray-Dunes et Ghyvelde le seront le 15, Mardyck le sera le 17. Pour autant cette offensive sera contenue, les Allemands contre-attaquant même dans la nuit du 26 au 27 septembre à Ghyvelde et Bray-Dunes.

Du 20 au 29 septembre, 6 500 civils quittent clandestinement la «poche», sans réaction allemande et, à partir du 4 octobre, une trêve, conclue pour trois jours entre as-

siégeants et assiégés, va permettre l'évacuation de 18 000 civils français – «bouches inutiles» pour les Allemands, mais aussi craignant les bombardements – ainsi que d'une soixantaine de blessés graves allemands.

Les Canadiens vont être relevés le 9 octobre, par la 1<sup>re</sup> Brigade blindée tchécoslovaque (4600 hommes), depuis août en France, sous le commandement du général Alois Liska, qu'épauleront le 33<sup>e</sup> régiment britannique d'artillerie et les 4 500 FFI du Nord (bataillons «Dunkerque» et «Jean-Bard») de l'Oise et du Pas-de-Calais, lesquels occuperont les deux tiers du front.

La mission qui leur est assignée est la neutralisation de la garnison allemande en la confinant dans la Poche.

La conquête les 4 et 8 septembre des ports belges d'Anvers et Ostende, relativisera l'importance stratégique de Dunkerque.

Pour autant, pendant huit mois, dans un contexte topographique

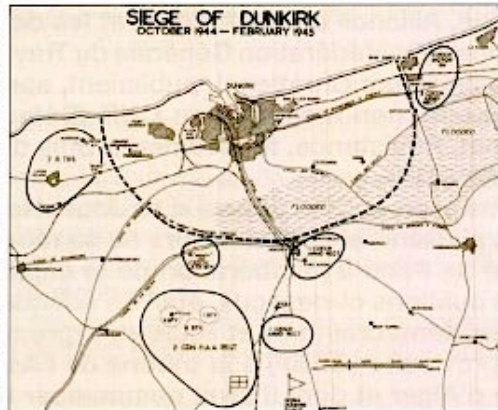
(polders entourant la ville inondés) et climatique (hiver rigoureux en janvier 1945) particulièrement éprouvant pour les FFI mal équipés, se succéderont sur la ligne de front des embuscades, des accrochages souvent meurtriers, des échanges de tirs d'artillerie. En décembre 1944, alors que se déroule la contre-offensive allemande des Ardennes, en direction d'Anvers, les assiégés vont eux aussi mener une contre-attaque qui nécessitera une intervention de l'aviation alliée ; ils feront encore de même en avril 1945.

Dans Dunkerque occupé ne restent plus au printemps 1945 qu'un millier de civils, depuis février internés dans quatre camps à Malo-les-Bains, Rosendael, Petite-Synthe et Coudekerque-Branche à toute personne de plus de 14 ans étant astreinte au travail.

Le moral des soldats allemands assiégés, dont les conditions de vie sont très difficiles, sera parfois chancelant, l'amiral Frisius maintiendra la discipline en faisant pendre des déserteurs au balcon de l'hôtel-de-ville.

Après la capitulation générale allemande des 7 et 8 mai 1945, à Reims puis Berlin, le vice-amiral Frisius se rendit au quartier-général de la brigade tchèque à Wormhout, le 9 mai 1945, pour y signer à 9 h 20, l'acte de reddition sans condition de la garnison de Dunkerque, devant le général Alois Liska, commandant des forces alliées. Assistent à cette signature, pour les Britanniques le général Raoul Waller et le colonel Bleecker, pour les Français le lieutenant-colonel Lehagre et le capitaine de corvette Acloque.

Les Tchécoslovaques auront eu 167 tués et 40 disparus, les Français 117 tués et 26 disparus, les Allemands 1000 tués ou disparus, et 12 800 prisonniers.

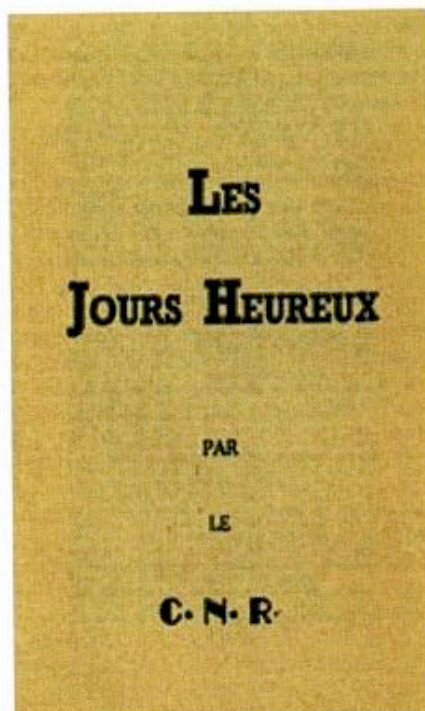


La «Festung Dunkerque»

# LES JOURS HEUREUX...

Le 15 mars 1944, dans la clandestinité qu'imposait la répression de toute activité démocratique et patriotique, menée par l'occupant nazi et le régime pétainiste à sa solde, les membres du Conseil National de la Résistance (CNR), mis en place sous la Présidence de Jean Moulin le 27 mai 1943, qui représentaient les huit principaux mouvements de la Résistance (Libération-Sud, Organisation Civile et Militaire, Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France, Combat, Ceux de la Résistance, Franc-tireur, Ceux de la Libération, Libération-Nord), les partis et courants politiques clandestins (Parti communiste, Parti socialiste, Parti radical-socialiste, Démocrates-chrétiens, Fédération républicaine, Alliance démocratique) et les deux centrales syndicales clandestines (Confédération Générale du Travail, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), publiaient, après avoir consulté d'autres mouvements non membres du CNR (Défense de la France, France au Combat, Résistance, Mouvements Unis de Résistance...) – le «Programme du CNR».

Ce «Programme», que le CNR appela «Les Jours Heureux», fut solennellement remis au Général de Gaulle lors de sa réception par le CNR à l'Hôtel-de-Ville de Paris à la Libération de la capitale, sa deuxième partie, que nous publions ci-dessous, était en adéquation avec les options patriotiques, démocratiques et sociales exprimées par le chef du Gouvernement provisoire (GPRF) à la tribune de l'Assemblée Consultative provisoire d'Alger et dont il allait commencer la mise en œuvre.



## Mesures à appliquer dès la libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du CNR., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

1. Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formée par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;
2. Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;
3. Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants du marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis, y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'Axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;
4. Afin d'assurer :
  - L'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le [r]établissement du suffrage universel ;
  - La pleine liberté de pensée[,] de conscience et d'expression ;
  - La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
  - La liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
  - L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
  - Le respect de la personne humaine ;
  - L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

### 5. Afin de promouvoir les réformes indispensables :

#### A. Sur le plan économique :

L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques

Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de vente[s], agricoles et artisanales ;

Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ;

#### B. Sur le plan social :

- Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

- Un réajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

- La garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

- La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

- Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens les moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

- La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

- L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du Blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

- Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

- Le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ;

#### C. Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales

**D. La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quel[le] que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promu[e] une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.**

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avai[en]t fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N. et de son président, le général de Gaulle ! En avant pour le combat ! En avant pour la victoire, pour que vive la France !!!

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts**

**à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

## André SERRES (Val-de-Marne / RATP)

Né le 15 février 1924, fils d'un cheminot passé à la CMP («ancêtre» de la RATP), André Serre obtient le 10 juillet 1938, à l'issue de sa scolarité à l'École Jules-Ferry d'Antony, son certificat d'étude et est immédiatement embauché comme garçon de courses dans une cidrerie proche. Il y restera 6 mois avant de devenir apprenti dans une imprimerie – où il adhère à la CGT – dont il sera licencié à la déclaration de guerre. Il est alors embauché comme métallo à l'entreprise Grouvelle et Arquembourg (rue du Moulin-vert, Paris 14<sup>e</sup>). En mai 1940, alors que la France est entrée en guerre depuis septembre 1939, l'offensive allemande du 10 mai et l'évolution désastreuse des affrontements avec la Wehrmacht qui s'en sont ensuivis, conduisent son entreprise à prendre le 30 mai 1940 la décision de se délocaliser à Montpellier ; il en est alors licencié. Et, pendant trois jours, c'est, avec un ami, l'exode en vélo vers le Lot, où il a de la famille ; il y restera jusque fin 1941, avant de remonter en Région parisienne. Ses grands-parents tenant un café-bougnat, il sera un temps livreur de charbon... S'enchaîneront ensuite, dans l'Eure à Beaumont-le-Roger, en Région parisienne à Aubervilliers, au Plessis-Robinson, à Verrières-le-Buisson, dans la vallée de Chevreuse, à Antony, à Paris mais aussi à... Lisieux, différents emplois : paysagiste, distillateur aussi divers que garçon-épicer, terrassier, bûcheron, confectionneur de jouets en bois, aide-géomètre ou ouvrier agricole... En décembre 1943, contacté par un ami résistant, il rejoint les Francs-Tireurs et Partisans Français, les FTP, comme «volant» ou «sédentaire», c'est-à-dire qu'il garde un emploi. Le 6 juin 1944, alors qu'il est à Lisieux, il subira un bombardement allié... Quittant son travail, revenant en Région parisienne, il entrera dans la clandestinité. Le 9 août 1944, partant d'Antony, il monte à Paris et rejoint le PC du Colonel Fabien, alors avenue de Choisy, où il sera agent de liaison ; notamment, l'insurrection de Paris ayant éclaté, avec le siège de l'*Humanité* repris par les FTP rue d'Enghien. Il participera aussi à des patrouilles dans les 5<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissement, à des affrontements comme l'attaque d'un garage allemand à la Porte d'Orléans le 19 août, ainsi que le 24 août aux combats du Palais du Luxembourg où s'étaient retranchés près de 300 Allemands. La Libération de Paris intervenue le 25 août avec la capitulation de Vo Choltitz, il continue le combat contre les Allemands, avec son groupe de FTP/FFI sous la direction d'André Prenant («Murat»), dans la Banlieue Nord et Est de Paris. Le 3 septembre, ce sera le départ autodécidé à bord de camions «Panhard» réquisitionnés en direction de la Lorraine, avec la volonté de rejoindre le Front d'Alsace. Après avoir un temps été intégrés de fait, sous l'appellation de «rangers», à la 20<sup>e</sup> armée américaine du général Walker sous le nom de «Groupe tactique de Lorraine», ils vont – regroupant 1 500 à 2 000 hommes – rejoindre à Vesoul le PC de De Lattre et devenir au sein de la 1<sup>re</sup> Armée le «1<sup>er</sup> régiment de Paris – Brigade Fabien» participant à la bataille d'Alsace. Lequel, après la mort de Fabien, tué par l'explosion d'une mine à Habsheim le 27 décembre, deviendra le 151<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie, le prestigieux «15-1». André Serres, devenu caporal, participera à la Campagne d'Allemagne, durant laquelle il sera blessé. La victoire obtenue, après plusieurs mois de convalescence et une courte affectation au 24<sup>e</sup> bataillon de Chasseurs alpins (24<sup>e</sup> BCA), il

est démobilisé le 10 avril 1946, et entre à la Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris (ancêtre de la RATP), aux ateliers de maintenance du matériel roulant ferroviaire. Militant CGT, il mènera bataille pour la mise en place du comité d'entreprise, dont Auguste Dobel devient le 1<sup>er</sup> secrétaire. En 1955, il fut proposé par la section syndicale CGT de Montrouge comme délégué et intégra le bureau du GISO, le syndicat des ouvriers à la RATP. Engagé politiquement, il fut aussi diffuseur du journal *l'Humanité* dans l'atelier. Le 27 juin 1979, il fait valoir ses droits à la retraite après 35 ans de «bons et loyaux services», continuant à militer à l'Union Syndicale CGT-RATP des Retraités. S'engageant dans le travail de transmission de la mémoire, il deviendra Président du Comité ANACR de la RATP, Président du comité local de Vitry et membre du Bureau du Comité départemental du Val-de-Marne de l'ANACR ; dont il en avait été élu en 1998 membre du Conseil national, lors du Congrès de Chambéry, le restant jusqu'au Congrès de Dax, en 2017, en demandant alors l'honorariat. André Serres, après en avoir été Président, était aussi Président d'honneur de la Fédération des Groupements des Anciens combattants et Victimes de Guerre de la RATP. Son action de Résistance et son engagement militaire à la Libération lui avaient valu plusieurs distinctions : les Croix du Combattant et du Combattant volontaire, la citation à l'ordre de la Brigade en date du 12 juin 1945 avec attribution de la Croix de Guerre avec étoile de bronze, la Médaille militaire. Et, le 25 septembre 2012, Louis Cortot, Président de l'ANACR et Compagnon de la Libération, remettait la croix de Chevalier de la Légion d'honneur à André Serres.

## Marcel ROCHAIX (Savoie)

Disparu le 7 octobre 2019 dans sa 94<sup>e</sup> année, Marcel Rochaix, né en octobre 1924, orphelin à 12 ans de son père mort électrocuté au travail, passa le brevet élémentaire le 19 juin 1940, terminant son devoir par un «Vive la République». Il sera embauché comme comptable aux Travaux Publics d'Albertville. La défaite venue et l'Etat français pétainiste mis en place, il refuse d'adhérer aux «Compagnons de France», organisation vichyste de la jeunesse créée en août 1940. Le 12 août 1941, il refuse de signer un certificat de fidélité au Maréchal demandé à tous les fonctionnaires, le 1<sup>er</sup> mai 1942, membre d'une équipe de basket, il refuse de chanter «*Maréchal nous voilà*», quittant le terrain, et est renvoyé de l'équipe. Avant-guerre, il avait été sensibilisé par la Guerre d'Espagne et avait vendu des cocardes pour les Brigades Internationales et, quand un de ses camarade lui proposera d'entrer dans la Résistance, il acceptera, rejoignant aussitôt comme «sédentaire» la compagnie F.T.P. 92/07 de Basse Tarentaise, région où il n'y a pas eu de maquis, devenant du fait de son jeune âge agent de liaison ; son emploi aux Travaux Publics lui procurant de plus un laissez-passer. Les sacoches de son vélo lui servent de cachette. Il entre au parti communiste clandestin. À partir de 1944 il participe aux actions : distributions de tracts, sabotages, destruction de pylônes électriques qui alimentent les usines de la vallée afin de paralyser la production industrielle pour la machine de guerre allemande. Le 6 juin 1944, deux jours après le Débarquement de Normandie, son groupe monte une embuscade sur la rive gauche de l'Isère et stoppe la progression des Allemands pendant 24 heures. Le lendemain,

sous le feu de l'artillerie, ils devront décrocher et se cacher dans la montagne. Les Allemands installent une kommandantur dans un hôtel proche des combats. Longtemps insaisissables, c'est sur dénonciation que 6 de ses camarades sont arrêtés et leur chef, Claudius Poux, torturé et assassiné. Début août 1944, les 3 compagnies F.T.P. de la Tarentaise formeront le 1<sup>er</sup> bataillon qui compte 395 hommes. À partir du 10 août, de violents combats opposent les Allemands aux Résistants qui tentent de leur couper la route de la retraite vers l'Italie. Marcel Rochaix signe alors un engagement pour combattre jusqu'à la fin de la guerre, et fera partie de la 1<sup>re</sup> armée, intégrant les F.F.I. (F.T.P. et A.S.), qui continueront dans des conditions difficiles le combat sur le front des Alpes. Le 30 mars 1945, il participe à la prise du fort de la Redoute qui coûte la vie à 38 de ses camarades. À partir du 8 mai, il partira pour le Val d'Aoste puis participera à l'occupation de l'Allemagne avant d'être démobilisé en février 1946 ; et de reprendre jusqu'en 1980 son travail aux Ponts et Chaussées. Après-guerre, participant à la direction départementale du PCF, plusieurs fois candidat communiste, il sera élu maire de Cevins de mars 1959 à juin 1995, Conseiller général du canton d'Albertville-sud de 1973 à 1985, conseiller régional de 1978 à 1986. Revenant la Légion d'honneur en 2001, il deviendra au début des années 2000 secrétaire puis président départemental de l'ANACR de Savoie, sera élu en 2002 au Congrès de Nevers au Conseil national de l'ANACR, et accèdera à l'honorariat du Conseil au congrès de Dax en 2017.

## Thomas HILLION (Côtes-d'Armor)

Disparu le 14 avril, 2020, Thomas Hillion, né le 31 août 1926 à Plouagat (Côtes-du-Nord), fut orphelin de père alors qu'il avait sept ans. Après le certificat d'études primaires obtenu à l'école publique de Plouagat, il fut apprenti-électricien jusqu'en 1939. Lorsque son beau-père fut fait prisonnier en 1940 à Torgau, il aida sa mère à exploiter la ferme familiale de 9 hectares. Sa mère aida André Cavelan, un des responsables du PC clandestin dans le département, qui habitait aussi Plouagat. Le jeune Thomas Hillion entra de fait dans l'organisation clandestine lorsque Cavelan lui demanda de participer à la protection du couple Cachin qui venait d'être exfiltré de Lancerff fin août 1942. Il fut en contact avec le groupe Cadras, dirigé par les frères Thouément, qui réalisa le premier déraillement de train dans les Côtes-du-Nord en octobre 1943. Il échappa aux arrestations qui décimèrent le groupe quelques semaines plus tard. Le 15 août 1944, après la libération du secteur, il fut grièvement blessé à la main en manipulant des caisses de munitions laissées sur le terrain par l'ennemi. Hospitalisé jusqu'en janvier 1945, il fut réformé. En 1947, il quitta la Bretagne pour Paris où il fut nommé employé des PTT dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement. Syndiqué à la CGT, il participa à la grève de novembre 1947, membre du PCF, il milita avec Albert Ouzoulias (le colonel «André» des FTP). En 1956 il fut muté à Penvenan puis au service des pensions PTT de Lannion dont il dirigea la section CGT. Fondateur du comité ANACR du Trégor, il fut élu au conseil national en 1990 au congrès de Perpignan, et accéda à l'honorariat en 2017 à celui de Dax. Président départemental de l'ANACR de 2001 à 2010, ayant succédé à Corentin André et à Jean Le Jeune et précédé Pierre Martin, il était depuis 2015 chevalier de la Légion d'honneur.

Je cherche des renseignements (lieu exact, nature des faits, nombre de victimes) concernant le déraillement d'un train le 1<sup>er</sup> janvier 1944 dans le secteur de Noidans-le-Ferroux (70).

Contacteur Clément GRENIER  
48 rue de la France,  
70130-NOIDANS-LE-FERROUX  
Tél : 06 43 80 92 78  
E-mail : [c.grenier642@laposte.net](mailto:c.grenier642@laposte.net)

\*\*\*

Je fais partie de la 500<sup>e</sup> promotion de l'ESOG Chaumont. Nous avons eu l'honneur de choisir 5 gendarmes Résistants de Provençères-sur-Fave comme parrains. Ce sont les gendarmes TOURTEAU Firmin, BALAY Albert, TOUSSAINT Louis, ECKERT Aïoïse et EYER Joseph. Je souhaiterais savoir si vous aviez des informations les concernant, que ce soit leur parcours au sein de la gendarmerie, leurs faits de Résistance ou encore des médailles ou récompenses qu'ils auraient pu obtenir. Ces informations seraient utilisées pour rédiger la lettre au parrain qui sera lu à la cérémonie. En attente d'une réponse, Cordialement.

Contacteur Laetitia GLEVAREC  
Tél portable : 06 37 16 41 45  
E-mail : [laetitia.glevarec@hotmail.fr](mailto:laetitia.glevarec@hotmail.fr)

\*\*\*

Ma grand-mère, Joséphine BONNET, habitant à Eglise-Neuve-de-Vergt (Dordogne) a fourni l'alimentation à Mme Blauth, placée dans une famille (Faure) à Saint-Capraise-de-Lalinde (24). Cela est connu par un courrier de mars 1941 de Mme Caroline Rhein, fille de Mme Blauth, qui indique qu'elle part se mettre en sécurité à Lyon.

Je recueille tous renseignements relatifs à cet épisode. Y a-t-il des descendant de cette famille ?

Contacteur Gérard BONNET  
16 impasse Gabriel-Lacueille  
24000-PERIGUEUX  
E-mail : [mgbonnet@wanadoo.fr](mailto:mgbonnet@wanadoo.fr)

\*\*\*

Je cherche des renseignements sur le parcours durant la guerre de mon père, Hippolyte-Marcel PIERRE, classe 1933, matricule 33/753/0.5808, recrutement de la Seine (3<sup>e</sup> bureau), qui était communiste et résistant, déporté adhérent de l'ANACR. Il était chevalier de la Légion d'Honneur et décoré de la Croix de Guerre avec palme.

Contacteur Françoise PATINOTE  
37 Allée Pierre de Ronsard  
Tél : 01 60 78 46 42 - port. : 06 78 96 02 61  
E-mail : [jean-pierre.patinote@wanadoo.fr](mailto:jean-pierre.patinote@wanadoo.fr)

\*\*\*

Je recherche des renseignements sur Honoré Charles GAOU, déporté puis devenu maire-adjoint de Brignoles et qui repose au carré des fusillés dans le cimetière de cette ville. Il avait été interne à la prison d'Alger. Je suis à la recherche des points de parachutage, je pense sur la route des vins-de Camari et le responsable de la section de l'armée des ombres. En 2019 a été inauguré à Brignoles le «Jardin de Gaou», lui rendant hommage.

Contacteur Hervé LEANDRI  
185, Cours de la Libération  
Général de Gaulle, 38100-GRENOBLE  
Tél : 09 67 28 28 01  
E-mail : [europaemails2020@gmail.com](mailto:europaemails2020@gmail.com)

\*\*\*

J'effectue actuellement des recherches sur mon grand-père : Germain Augustin SUBRA, né à Béziers le 27 08 1895, commissaire divisionnaire de Toulouse à partir de 1942, mort en déportation le 5 (ou 8) mai 1945 à Mauthausen (Camp de Gusen II). Mes recherches portent sur ses faits de Résistance et sur son rôle dans l'administration de Vichy. Après un séjour à la prison Saint-Michel de Toulouse, il a fait partie d'un convoi ("le train fantôme") parti de Bordeaux le 9 août 1944 et arrivé à Dachau le 28 août, il serait décédé le 8 mai 45 d'après les registres de Mauthausen, mais une mention «décédé avant rapatriement»

figure aussi sur ce registre. Merci de me transmettre toute information le concernant.

Contacteur Renaud SUBRA  
Tél : 06 89 14 62 70  
E-mail : [renaudsubra@gmail.com](mailto:renaudsubra@gmail.com)

\*\*\*

Je recherche des documents concernant mon grand-père. J'ai en photocopies deux documents portant deux adresses à Lille vers le milieu des années 1940, la première est sur un document daté du 12 avril 1946 et portant une Croix de Lorraine, «127 Boulevard de la Liberté», et la seconde, 58 Rue Brûle-Maison, est sur un document portant la mention «Libre Résistance», et daté du 1<sup>er</sup> avril 1946.

Je crois qu'ils étaient appelés les «Black cats» («Chats noirs») Qui pourrait me renseigner ou m'indiquer où trouver les renseignements que je cherche ? D'avance Merci.

Contacteur Mark WRIGHT  
Tél : 00 44 78 81 88 88 64  
E-mail : [xj\\_jeep@hotmail.com](mailto:xj_jeep@hotmail.com)

\*\*\*

Je recherche des informations sur Marcel Joanny MORIN, né à 30 juillet 1907, déporté à Dachau, Consul général de France au Brésil. Son pseudonyme pendant la guerre était «PORTO».

Contacteur Jorge HENRIQUES  
rua S. Sebastião 97-B 1<sup>o</sup> E AVEIRO - Portugal  
Tél : 234425954  
E-mail : [jorgehenriques@hotmail.com](mailto:jorgehenriques@hotmail.com)

\*\*\*

Je fais des recherches sur plusieurs habitants de ma ville qui ont été déportés de France vers divers camps de concentration nazis pendant la Seconde Guerre Mondiale. J'essaie de trouver des informations - ou de retrouver un membre de la famille d'une personne appelée JOSÉ RODENAS LÓPEZ, né le 31/03/1911 à Chinchilla (Albacete), ancien membre de la Résistance.

José était capitaine d'infanterie dans la 46<sup>e</sup> division de l'armée républicaine pendant la Guerre Civile Espagnole. Exilé en France en février 1939 avec «La Retirada». Il a été dans plusieurs camps d'internement dans le sud de la France et plus tard dans plusieurs compagnies de travailleurs étrangers de l'armée française et groupes de travailleurs étrangers.

Il devint membre de la Résistance française et sera arrêté en juin 1943 à Usson-les-Bains par la police d'Axat (Aude), accusé d'actes terroristes et envoyé au camp de Vernet d'Anège, où il est détenu jusqu'au 27 mai 1944.

Ce jour-là, il est déporté par les Allemands à l'île d'Aurigny (maintenant Alderney), en tant que travailleur forcé au sein de l'organisation Todt en charge de la construction du «Mur de l'Atlantique».

Fin juin 1944, les Allemands évacuent l'île d'Aurigny et transfèrent José Rodenas et le reste des prisonniers vers Saint-Malo. José réussira à s'échapper en août 1944 près d'Amiens, alors qu'il était transféré vers un camp de concentration en Allemagne.

À la fin de la Guerre, José Rodenas López vivait à Sète (Hérault), et épousa une Espagnole, Pilar Gil ; ils ont eu une fille, nommée Pepita Rodenas. Ils possédaient un bar ou un restaurant 21 place Aristide Briand, appelé «Bar Le Cristal».

\*\*\*

Dans les années 1970, ils s'installèrent à Frontignan (Hérault), où ils vivront apparemment quelques années. Je ne connais pas la date de son décès ni le lieu où actuellement se trouve sa famille.

Si quelqu'un a des informations, des documents ou des photographies sur José Rodenas López, je souhaiterais pouvoir en obtenir une copie pour mes recherches. Merci pour votre attention et toute aide.

Contacteur Cesar CANO SERRANO  
C/ Alcalde Manuel Carcelén,  
14 - 02520 CHINCHILLA DE  
MONTEARAGON (ALBACETE) Espagne  
Tél : 661113321  
E-mail : [cesar\\_cano\\_serrano@hotmail.com](mailto:cesar_cano_serrano@hotmail.com)

Chercheur à l'université de Rouen, travaillant à constituer une base des données des Résistants du département.. je recherche, après consultation des archives locales, insatisfaisantes, des listes de Résistants FTPF ET FN du département. J'ai pu obtenir celle du Havre, mais il me manque les autres villes ; ou bien elles sont très incomplètes...

Merci d'avance pour toutes suggestions ou communications d'archives.

Contacteur MICHEL BALDENWECK  
201 allée d'Hastings  
76230 BOIS-GUILLAUME  
Tél : 02 35 60 74 73  
E-mail : [baldenweck.michel@neuf.fr](mailto:baldenweck.michel@neuf.fr)

\*\*\*

Je cherche des informations sur mon grand-père Georges MENNERON. Il fut Résistant dans la forêt de Tronçais (Allier). Il est né en 1921 et est mort en avril 2000.

Je n'ai que très peu de données, si ce n'est son nom et son lieu d'actions. Je n'ai pas retenu grande information quand je le côtoyais étant plus jeune, et la mémoire familiale est défaillante.

Quelqu'un aurait-il des informations sur d'éventuelles actions menées par son groupe de Résistants ?

Contacteur Julien CHESNE  
5-430 rue Giguère, Saint-Jérôme, QUEBEC  
Canada, J7Z 7E5  
Tél : +1 514 758 9183  
E-mail : [siarezh@hotmail.com](mailto:siarezh@hotmail.com)

\*\*\*

Je fais des recherches sur mon grand-père Jacques BANAIGS, qui habitait 7 rue St-Vincent-de-Paul à Paris 10<sup>e</sup> et était photographe.

Selon son dossier de Résistant au ministère de la Défense, il appartenait au deuxième bureau du Secteur Nord de la Seine, comme chef du service photographique, du 1<sup>er</sup> juin/juillet 1944 au 8 août, jour de son arrestation, 28 rue St-Quentin.

Le 15 août 1944, il part pour Buchenwald par le dernier train quittant Paris (de la gare de Pantin) pour l'Allemagne, 4 jours seulement avant que la libération de Paris ne commence.

Il sera interné à Dora, puis à Nordhausen, et enfin à Bergen-Belsen, où on perd sa trace autour du 7 mars 1945, une semaine avant la libération du camp.

Je recherche des informations sur son unité de Résistance, des détails sur ce qu'il a pu y faire ; et idéalement des photos qu'il aurait pu prendre.

Contacteur Nathalie BANAIGS  
112bis rue Houdan, 92330-SCEAUX  
Tél : 06 61 76 64 92  
E-mail : [nathalie.banaigs@gmail.com](mailto:nathalie.banaigs@gmail.com)

\*\*\*

Mon père a fait la guerre du RIF dans la Coloniale en 1924, puis de la Résistance au réseau F2. Il avait plein de jolies attestations de ses médailles et appartenances à la Résistance. Elles ont disparu quand ma sœur a hérité de sa maison. Où puis-je m'en procurer des copies ?

Contacteur : Daniel Yannick LAVENANT  
Tél : 01 74 30 25 69  
E-mail : [dyl11ave@gmail.com](mailto:dyl11ave@gmail.com)

\*\*\*

Président de l'association APIA (association d'audiovisuelle et de cinéma, basée à Arras), je recherche des renseignements, et des contacts avec d'anciens Résistants polonais, en vue de réaliser un documentaire sur la Résistance polonaise dans le nord de la France durant la Seconde Guerre mondiale ; projet soutenu, et financé en partie, par le département du Pas-de-Calais dans le cadre du centenaire de la Convention franco-polonaise. Nous souhaitons parler de la création et de l'évolution de deux mouvements de résistance : "POWŃ" et groupes de Polonais "FTP-MOI". Des spécialistes, historiens, pourraient-ils apporter leur aide ? Des anciens Résistants seraient-ils intéressés pour intervenir dans le film ? Y a-t-il des archives concernant la Résistance polonaise en France ? Et où ?

Contacteur Thomas GALLO  
12 rue Paul -Adam, Appt 22B, 62 000-ARRAS  
Tél : 06 15 79 57 97  
E-mail : [apia62000@gmail.com](mailto:apia62000@gmail.com)

## HISTOIRE(S) DE LA RÉSISTANCE



«Parler de la naissance de la Résistance en 1945 est une tâche comparable à celle qui aurait consisté à parler de la Révolution de 1789 en 1795. Placé dans la durée et la vie des événements. Il est d'abord très difficile d'être impartial, il est impossible d'être complet...». Cette réflexion de Lucie Aubrac, dans l'essai «La Résistance (naissance et organisation)» qu'elle publie à Paris en 1945, pose les termes d'une double exigence – l'impartialité et le souci d'être complet dans la description d'un phénomène historique complexe – qui va traverser l'historiographie de la Résistance pendant plusieurs décennies ; de plus dans le contexte de la Guerre froide qui va susciter des affrontements mémoriels.

A ces problématiques s'ajoutera le débat sur le témoignage, posé comme subjectif, en regard du document d'archive qui serait plus objectif ; ce qui, selon sa nature et son rédacteur, individuel ou collectif (service, administration...), peut être très discutable...

Depuis la Libération et la fin de la guerre, ce sont plusieurs centaines – sinon milliers – d'ouvrages consacrés à la Résistance qui, sous formes d'études, de biographies, de souvenirs personnels et de témoignages, ont été publiés sur des mouvements, des réseaux, des maquis, des structures et organismes, des localités et régions, des couches sociales et de populations, des professions, des formes de luttes, des combats et événements spécifiques... Les grands anniversaires et l'ouverture des archives ont, ces trois dernières décennies, parallèlement à l'essor de l'audiovisuel, relancé l'édition sur la Résistance.

Pour autant, depuis le petit ouvrage publié en 1945 par Lucie Aubrac, il n'y en a eu que peu d'autres ayant l'ambition d'embrasser la Résistance dans sa globalité. Le premier sera en 1950, le non moins petit «Que sais-je ?» «Histoire de la Résistance en France», publié par Henri Michel, cheville ouvrière du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale dont l'activité et sa revue, support d'articles et dossiers thématiques, seront précieux.

De fait, il faudra attendre les années soixante à quatre-vingt pour que soient publiés, en 5 volumes chacun, deux travaux devenus – même s'ils sont parfois «oubliés» dans leurs bibliographies par les historiens universitaires – incontournables pour la connaissance de la Résistance : l'*Histoire de la Résistance en France*, sous la direction d'Henri Noguères (édit. Robert Laffont, 1967 à 1981), avec une

approche chronologique, et *La Résistance, Chronique illustrée*, d'Alain Guérin (édit. Livre-club Diderot, 1972 à 1976) d'approche thématique et avec une iconographie d'une richesse à ce jour inégalée (rééditée, corrigée et augmentée, mais sans iconographie chez Omnibus en 2000 et 2010). Ces deux auteurs ont fait appel à des centaines de témoignages restituant ce qui a souvent manqué à l'historiographie universitaire : la dimension du vécu des Résistants.

N'oublions pas, paru en 2006 chez Robert Laffont (coll. Bouquins), et bien qu'il ne soit pas un seul texte linéaire, le *Dictionnaire historique de la Résistance*, réalisé sous la direction de François Marcol, dont l'encyclopédisme en fait un remarquable outil de travail pour l'historien, l'étudiant, et de connaissance pour le profane.

En 2012, Olivier Wieviorka livre aux Editions Perrin une *Histoire de la Résistance 1940-1945*, dont un des mérites est de pointer les débats existant entre historiens.

En 2014, Gilles Perrault publie chez Plon/Fayard un *Dictionnaire amoureux de la Résistance* ; «dictionnaire amoureux» étant le nom de la collection, indiquant que l'auteur est en pleine empathie avec le sujet traité ; ce que confirme la lecture de l'ouvrage.

Enfin, en avril 2019, aux éditions du Seuil, Sébastien Albertelli, Julien Blanc et Laurent Douzou, trois historiens ayant précédemment publié sur différents aspects de la Résistance, ont mis en commun leurs savoirs pour retracer, avec *La lutte clandestine en France, une histoire de la Résistance*, ce qu'en furent les grandes étapes, en s'attachant peut-être plus que d'autres aux femmes et aux hommes qui la firent. Une remarque : les auteurs intertentent «le Pcf dans la mêlée», conséquemment à l'attaque nazie contre l'URSS le 22 juin 1941 ; la lecture de l'*Humanité* clandestine (cf. site BNF, base Gallica) permet de constater que, dès la fin de 1940 et jusqu'à juin 1941, il y était déjà bien présent...

Tout naturellement tous ces ouvrages impliquent des choix d'auteur, de démarche voire d'interprétation, par là-même pouvant être discutés ; ce qui fait qu'au-delà de redondances, ils se complètent et se complètent, bénéficiant aussi de l'accès à de nouvelles sources, de nouvelles approches, de nouveaux... témoignages.

Cela ne saurait exonérer le lecteur d'un sens critique en éveil quant à ce qui a été publié... et le sera.

## 75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
Par 100 : 2€ l'exemplaire  
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

### ABONNEMENTS

France ..... 15 €  
Etranger ..... 17 €  
Abonnement de soutien ..... 30 €  
Le numéro ..... 4 €

### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incofoto

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n<sup>os</sup> par an, 15 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €

à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS